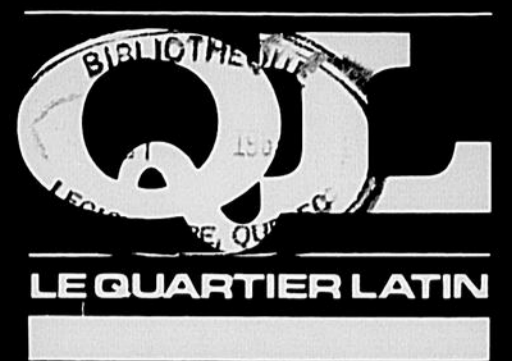
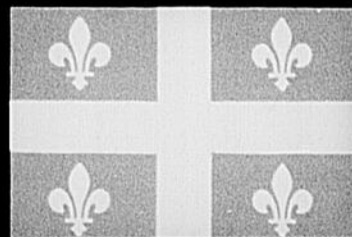


50¢

Vol 52 no 2 magazine d'information étudiant 1 octobre 1969



**LE QUÉBEC DOIT TROUVER
ET IMPOSER SON IDENTITÉ
AU PLUS TÔT OTHERWISE IL
COURT LE RISQUE TO LOSE SA
LANGUE AND TO DISAPPEAR
AS AN AUTHENTIC CULTURE**



pourquoi aimez-vous le quartier latin?



un ivrogne:
"j'aime mieux le Quartier Latin
que la bière"



un curé:
"j'aime mieux le Quartier Latin
que mon bréviaire"



un terroriste:
"j'aime le Quartier Latin
parce que c'est une vraie bombe"




un cuisinier:
"j'aime le Quartier Latin
à toutes les sauces"



un étudiant:
"le Quartier Latin sera
un point de référence
indispensable pour le
public et les étudiants,
parce qu'il sera le
seul médium de masse
par lequel des étudiants
répartis dans tout le
Québec parleront à tout
le Québec."

peu importe votre raison abonnez-vous

RETOURNEZ DÈS MAINTENANT!

 le quartier latin 2222 édouard-montpetit montréal/739-4777	bulletin d'abonnement		abonnement/1 an : \$10.00
	nom et prénom: _____		abonnement étudiant : 5.00
	n° et rue: _____		abonnement de soutien : 20.00
	ville: _____		
	comté et province: _____		
ci-joint mon chèque au montant de \$ pour un abonnement de:		<input type="checkbox"/> \$10.00 <input type="checkbox"/> 20.00 <input type="checkbox"/> 5.00	

Cette offre ne s'adresse pas aux étudiants de l'Université de Montréal



sommaire

- 15. L'actualité de la quinzaine. Jean-Pierre Dallaire.	Page - 8
- Socrate 69. De Jonquière: le CEGEP et la révolution du travail. André Thouin.	14
- St-Léonard français-Québec français. Interview de Raymond Lemieux. Denis Châteauneuf.	16
- Rupture de la situation coloniale. François Therrien.	19
- Le Magazinn Mecline. La Rédaction.	20
- Québec de 1960 à 1970: de la réforme de l'éducation à l'indépendance. Interviews de Bernard Landry et Pierre Marois. Jean-Pierre Dallaire.	22
- L'être le plus extraordinaire que j'aie connu: Jean Drapeau. Bande dessinée. Marc Nadeau	24
- Face à face avec René Lévesque. Roméo Bouchard et Jean-Pierre Dallaire.	28
- Pour ou contre Wagner à St-Hyacinthe. Enquête directe de Jean Castonguay et Yvon Brunelle.	32
- Editorial: le P.Q. et la nostalgie de la révolution tranquille. Jean-Pierre Dallaire.	33
- Images éditoriales: les autoritaires. Jean Gladu	34
- J'ai travaillé à Tévec. Paul Villeneuve.	35
- L'élite ressuscite les collèges classiques. Viviane Aubé et André Tremblay	38
- La pègre: de la taverne à la bourse. Jean-Pierre Charbonneau.	



p. 24

C'EST UN JUIF,
JE L'AIME PAS

C'EST UN CROSSEUR
QU'IL RETOURNE
DANS SON PAYS.

CHÔMEUR

p. 28



p. 33

référendum

**CAMPUS U. de M.
29 SEPT - 4 OCT.**

LES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL reçoivent ce deuxième numéro du Quartier Latin gratuitement. Cependant, cette semaine, du 29 septembre au 4 octobre, ils doivent se prononcer par référendum sur une cotisation de \$5.00 au Centre d'Information étudiant. Le référendum se tient dans le Hall d'honneur de l'Université, lors de la remise des cartes d'étudiants.

Cette cotisation leur donnera droit à tous les services du Centre notamment l'IETV et la ré-

ception gratuite du Quartier Latin pour toute l'année.

Elle permettra également à tous les étudiants de l'Université de Montréal de s'affirmer comme propriétaires et promoteurs de la vaste entreprise d'Information étudiante que constitue le Centre pour le campus et l'ensemble du monde étudiant.

Dans l'hypothèse d'un vote négatif, l'essor et l'implantation du Centre seraient entravés, et les étudiants du campus devraient acheter le Quartier Latin au même prix qu'ailleurs, soit \$5.00 pour l'année.



LE QUARTIER LATIN

Le Quartier Latin, magazine d'information étudiant, publié par Le Centre d'Information Étudiant, Université de Montréal;

composé par

Les Entreprises Gérard Enr.,
4335, Bellechasse, Montréal,
374-3280.

imprimé par

Les Editions du Richelieu,
100, rue Bouthillier, St-Jean,
658-0613.

(couleur: L'imprimerie The
Gazette,

1000, rue St-Antoine,
Montréal, 681-1111).

distribué par

Les Messageries de Presses
Internationales,
4550, rue Hochelaga,
Montréal, 256-7551.

et par La Fédération Des
Coops Etudiantes du Québec,
5215, rue Berri, Montréal 176
270-2111

**paraît tous les deux mercredis,
est vendu 0.25 aux étudiants
(abonnement \$5.00) 0.50 aux
non-étudiants (abonnement \$10.00).**

Rédaction:

Roméo Bouchard.

Adjoint à la rédaction:

Michel Contant.

Nouvelles:

Jean-Pierre Dallaire.

Direction artistique et conception
graphique:

Jean Gladu.

Photographie:

François Demers.

Recherche:

Yves Legault.

Publicité:

Jean-Guy Mercier.

Adjoint à la publicité:

Ronald Fauteux.

Diffusion:

Jacques Doré.

Direction technique:

Jean-Pierre Bourbeau.

Administration:

Aldéi Darveau.

Journalistes:

**Réseau de journalistes étudiants
dans les campus d'universités et
de cegeps à travers tout le Qué-
bec.**

Bureaux: Centre Social de l'Université
de Montréal, 6ième étage,
2222, Edouard-Montpetit,
Montréal 250.

Téléphone: 739-4777.



La fédération

des coopératives étudiantes du Québec (FCEQ)

distribue le Quartier Latin

dans les coopératives

situées dans les institutions suivantes:

Montréal

Ass. Coop. du Collège Ahuntsic,
Coopérative Jean-de-Brébeuf,

Ass. Coop. Collège Bois-de-Boulogne,

Ass. Coop. Collège André-Grasset,

Ass. Coop. du Collège de Maisonneuve,

Ass. Coop. du Collège de Rosemont,

Ass. Coop. du Collège de Saint-Laurent

Ass. Coop. du Collège Stanislas

Ass. Coop. Ecole Henri-Bourassa

Ass. Coop. du Vieux-Montréal

Ass. Coop. du Collège Saint-Viateur

Sainte-thérèse

Ass. Coop. du Collège Lionel-Groulx

Saint-Jérôme

Ass. Coop. du Collège Lionel-Groulx

Mont-Rolland

Ass. Coop. Norbert Morin

Québec

Ass. Coop. du Collège de Bellevue

Ass. Coop. du Petit Séminaire de Québec

Ass. Coop. E.N.L. Science et Art

Ass. Coop. de Saint-Jean-Eudes

Trois-Rivières

Ass. Coop. Educative de Trois-Rivières

Ass. Coop. Maître-de-le-Mauricie,

Sherbrooke

Ass. Coop. de l'Ecole Hébert

Saint-Jean

Ass. Coop. de l'Ecole Beaulieu

Farnham

Ass. Coop. Polyvalente Jean-Jacques Bertrand

Joliette

Ass. Coop. du Collège de Joliette

Ass. Coop. du Collège de l'Assomption

Laval

Ass. Coop. de Mille-Iles

Ass. Coop. des Etudiants Collège de Laval

Autres

La Pocatière

Ass. Coop. de La Pocatière

Thetford Mines

Ass. Coop. de l'Amiante

Lasarre, Abitibi

Magasin Etudiant Polyno

Rimouski

Ass. Coop. du Collège de Rimouski

Saint-Hyacinthe

Ass. Coop. de l'Institut de Technologie

Saint-Hyacinthe

Ass. Coop. du Séminaire Saint-Hyacinthe

Hull

Ass. Coop. Collège de Hull

Alma

Ass. Coop. Collège Champagnat

5215, rue Berri

Montréal 176

270-2111

SPECTACLES DE LA FCEQ

AVEC

DANIELLE ODERRA ET PIERRE LÉTOURNEAU

Samedi	11 octobre	Québec Cegep Limoilou	Vendredi	7 novembre	Montréal Cegep Rosemont
Dimanche	19 octobre	St-Thérèse de Blainville Cegep Lionel Groulx	Vendredi	14 novembre	Montréal Ecole Henri-Bourassa
Vendredi	24 octobre	Valleyfield Collège de Valleyfield	Samedi	22 novembre	St-Jean sur Richelieu Cegep St-Jean
Samedi	25 octobre	Montréal Cegep Ahuntsic	Mardi	25 novembre	Sherbrooke Café des étudiants de l'Université de Sherbrooke
Vendredi	31 octobre	Chicoutimi Cegep Chicoutimi	Mardi	2 décembre	Montréal Collège Jean de Brébeuf

arts et loisirs

PAUL BÉLAND
CEGEP Vieux-Montréal

Un nouveau disque de JEAN FERRAT: la résistance culturelle avance

Le printemps de 1968 a été sans contredit l'un des plus verts, des plus chargés d'espoir que notre monde ait connu: c'était l'époque du printemps tchécoslovaque et de l'épopée française commencée par un 22 mars au soir alors que Cohn-Bendit et ses fous, "djompant" le cours de La-passade sur l'animation culturelle par l'action envahissaient la cour de la Sorbonne.

Malgré la fin brutale de ce double printemps, d'une part avec les tanks des Popoffs et d'autre part sous les gaz et les matraques, cette époque n'en a pas moins été fructueuse: livres par dizaines, films (depuis "Joli mois de mai à Paris" jusqu'au dernier Godard). Toutefois, on peut dire que pendant longtemps la production de chansons issues de ce printemps vert avait été quelque peu décevante: on avait profité de l'occasion pour faire des rééditions des vieux chants révolutionnaires; quelques vrais guérilleros de la chanson, comme Graeme Allwright, avaient produit de vraies chansons de combat ("Qu'as-tu appris à l'école, mon fils?", "Le jour de clarté"), dans un langage direct, parfois violent, avec pratiquement le langage des assemblées générales ou des pancartes des manif', autrement dit, ils ont mis en musique les textes des C.A.L.

Mais voici que Ferrat se mêle de faire un disque après le printemps 68, avec presque un an de recul. Le résultat est flamboyant: certains des meilleurs poèmes jamais mis en chansons, dans la plus puissante tradition de la grande poésie française, mais ces mêmes poèmes sont aussi parmi les textes révolutionnaires les plus puissants. Le tout chanté sur un rythme et un accompagnement rappelant l'atmosphère d'une manifestation de rue quand la police commence à vous courir après. Ferrat nous redit le Printemps du grand dégel français et un peu mondial avec des mots riches, mots qui, selon les critères de la poésie officielle, n'auraient jamais pu servir à décrire l'éclatement d'un monde. Ce disque à lui seul est une étape importante: il marque le début de la vraie chanson moderne radicale; enfin la chanson redevient une forme d'art, elle

réexprime enfin l'imagination de l'homme dans sa richesse, sa complexité et sa "subversivité".

Peut-être le seul homme à avoir exprimé un contenu (très) radical, toute une critique sociale dans la plénitude de génie d'une langue poétique (en l'occurrence, l'américain) était-il jusqu'ici le "maître" Dylan qui avait su retourner contre la grosse Amérique à la fois sa musique folklorique et son langage. Le processus est très complexe: il s'agit d'avoir une telle perception poétique que l'on en arrive à rejoindre la racine (radicus, en latin) de cet instrument de geste qu'est une langue et une poésie chantée, et de rétablir dans sa pureté le joint entre l'aberrante réalité de la matrice quotidienne et nos moyens de la dire qui eux aussi ont été emboutis trop souvent: d'où "radic"-alisation de l'expression (retour aux "radic"-us et actu-"alisation". . . wow. . .). Il semble bien que Ferrat a fait cela pour la chanson et la poésie françaises; le résultat est splendide: par exemple "Ma France", où il expose la thèse de Guillemain et des historiens radicaux français dans une langue jusque-là réservée à faire des bibelots pour la bibliothèque des gens biens.

Le problème, évidemment, c'est que les auditeurs traditionnels de Ferrat pourront dire qu'ils ont retrouvé en Ferrat un grand poète, que ses chansons ont retrouvé leur allure "d'avant le voyage à Cuba". Il est également vrai que le message de Ferrat est destiné à ceux qui sentent déjà "l'affaire"; ce n'est pas un disque de propagande ou un disque qui risque de convertir les gens si on le fait tourner à la radio (quoiqu'il ne tourne pas souvent). D'ailleurs, il est pas mal évident que Ferrat ne vise pas un tel public: son disque est une arme de résistance, qui veut aider à briser l'isolement déprimant dans lequel se sont retrouvés en France, à Prague et un peu partout dans "ce vieux monde clos comme une orange", ceux qui ont cru de façon active à une "autre chose", ceux qui ont commis le crime fondamental de croire que leur imagination a raison quand elle part en gamberge et leur dit que le cadre de vie actuel est très mauvais, que l'homme a déjà été mieux, que, au moins, il y a si peu de temps, en France en 1848 et 1871, si les gens se faisaient tuer par milliers, c'était pas pour Hitler ou la Standard Oil, mais parce qu'ils croyaient à "l'étoile Holderlin ou l'étoile Verlaine", à la liberté qui "répond toujours du nom de Robespierre". Pour nous, il n'y a qu'à penser à 1837. Pensons-y, mais finissons par le dire en Québec, ce qui doit finir par arriver, qui commence à se produire malgré les gardes-forestiers culturels qui voient à ce que le feu ne se mette pas aux terres à bois de la Consolidated Paper qui, elle, est aux abois, cela par le jeu d'une chanson de résistance exprimée dans une nouvelle langue-québec. Vive le FLQ. . . front (tout le tour de la tête) de libération culturelle. . . Salut, Ferrat, à bientôt, vous autres...

DES LE 3 OCTOBRE
Relâche le lundi



LES TRAGIQUES
SUPARCHIPELAGO
de marcel sabourin

CHARLEBOIS
"mouffe"

Les billets sont en vente chez Dupuis pour "ELLE" de la Plaza St-Hubert et des Galeries d'Anjou, chez Ed. Archambault, à la Comédie, et aux comptoirs T.R.S.

COMÉDIE
CANADIENNE

ÉLYSÉE
CINÉMA D'ART
A L'AFFICHE

SALLES RESNAIS: "MA NUIT CHEZ MAUD"
EISENSTEIN: "UN SOIR, UN TRAIN"

TARIF SPÉCIAL AUX ÉTUDIANTS:
\$1.00
LE LUNDI EN SOIRÉE
ET LE SAMEDI EN MATINÉE

Le lièvre dit à la tortue: "Une p'tite pause, je dépose Commerce".

CHEZ CLAIRETTE
Restaurant Français

1456 De la Montagne
Montréal
Tél. 845-0690

Deux spectacles chaque soir
sauf le dimanche -
Spécialité: Pizza de Marseille



BANQUE DE COMMERCE
CANADIENNE IMPÉRIALE

ÉTUDIANTS NCT ÉTUDIANTS NCT

LA NOUVELLE COMPAGNIE THÉÂTRALE

SAISON 1969-70
Théâtre du Gesù
Billets de saison \$3.25
TROIS SPECTACLES

Octobre
Le Roi se meurt
IONESCO

Janvier
Mantilles et mystère
CALDERON

Mars
L'IDIOT
DOSTOIEVSKI

Renseignements 866-1964

ÉTUDIANTS NCT ÉTUDIANTS NCT

**Mieux que le
bas de laine.
La Banque
de Commerce**

Au Bouvillon
Salle à manger
Bar-Terrasse
Discothèque
5414 Gatineau
Montréal
Tél.
733-2125

CHEZ VITO
Restaurant - Terrasse
5412 Côte des Neiges,
Montréal,
Téléphone: 735-3623
Licence complète
Nous honorons toutes les
cartes de crédit
Livraison gratuite

LE MONOCLE
L'endroit par excellence
pour s'amuser
Côte des Neiges - Chemin
Ste-Catherine, Montréal.
Bar salon,
Téléphone 737-5114
Danse tous les soirs
Diner d'hommes d'affaires



SEMAINE DES NOUVEAUX

- | | | |
|--------------|------------|-----------------------|
| 28 SEPTEMBRE | - DIMANCHE | - OUVERTURE |
| 1 OCTOBRE | - MERCREDI | - PARADE DE MODE |
| 2 OCTOBRE | - VENDREDI | - INITIATION |
| 4 OCTOBRE | - SAMEDI | - SOIRÉE DES NOUVEAUX |

CAFÉ CAMPUS
DÉCELLES & REINE MARIE
LICENCE COMPLETE
TÉL: 735-1259

QL / un instant !

je flotte...

Quartier Latin? Il me semble que J'aurais l'air bien ridicule et naïf, moi mes pauvres petites impressions d'étudiant ignare, dans tout ce fatras de la gauche bien-pensante. J'en suis conscient.

J'écris pour vous faire remarquer que je flotte!

Pour le dire franchement, j'en ai marre de barboter dans cette mare à crapauds. Depuis août que j'essaie de m'y retrouver. Semblerait que les étudiants ont tout à faire à l'U du Q à M. De la manière dont les choses, jusqu'ici, se sont déroulées, il me semble voir tout se défaire, au fil des mots et des panels. S'agirait de se mettre à l'ouvrage, me dit-on. Je regarde autour, et n'y voit rien. Il y a bien de ces groupuscules qui chuchotent dans le coin, mais, paraît-il, il faut être initié, en tout cas avoir beaucoup lu, beaucoup pensé, beaucoup protesté, et surtout, surtout avoir de la gueule.

En attendant, je flotte...

Au début, à l'U du Q à M, il y eut les trois jours d'information. J'étais prêt à tout. J'avais pu trouver du travail cet été et ainsi m'amasser un peu d'argent, en attendant que le Gouvernement daignât se pencher sur mon cas financier. Conscieusement, heureux de débiter l'année scolaire, je suis allé aux réunions, aux quorums, aux tables rondes, aux panels quand ce n'était pas à des conférences. Autour de moi (chaque jour le groupe d'étudiants présent diminuant à une vitesse folle durant ces journées d'étude) des cris d'alarme ont été poussés, des protestations se sont fait entendre, des mises en garde furent lancées, des rumeurs se sont élevées, des termes nébuleux, des mots tortueux et torturés, des idées baroques, étranges, touffues, planèrent au-dessus de ma pauvre tête, de même on laissa entendre des démissions fracassantes; on me distribua un paquet de feuilles à lire, des documents à consulter, quand ce ne furent pas des feuillets d'inscription, ou encore, plus prosaïquement, d'enrôlement. Le dernier jour, vendredi, autour de moi ne restait que la p'tite gang du début, celle qui parlait fort et dru, pestait à propos de tout et rien, chiâlait beaucoup, fulminait à tort et travers tout en ne s'occupant pas des autres (la grande majorité) comme moi qui voudraient bien s'y comprendre. J'aurais bien aimé émettre mon humble avis, mais diable que

faire! quand pendant ce temps-là ils parlaient de corporatisme, du bill 88, d'assemblée des gouverneurs, d'administration, de budget... Alors je me suis tu, parce que perdu. Et parle, parle la petite chapelle ardente...

A les regarder, à les entendre, on aurait dit des dieux de la pensée, de l'action, de la révo. De ma race (la catégorie des faibles, des hésitants, des mous) je ne les retrouvais plus autour de moi. Ils avaient disparu. Je les comprends un peu: l'homme craint les dieux, et s'en cache, de peur de souiller ces monuments de l'Idée. Et moi, que faire?

En attendant, je flotte...

D'une secrétaire à l'autre je flotte, d'un prof à l'autre je flotte, d'un local à l'autre je flotte, d'un mot à l'autre je flotte. Si j'arrivais à savoir où niche la machine IBM qui sait tout, prévoit tout, comprend tout... mais allez donc demander à quelqu'un où se trouve la fameuse machine IBM: de quoi se faire taper sur la tête, ou d'être jeté en taule!

En attendant, je flotte...

Depuis un mois et demi que je flotte. Je suis découragé. La p'tite gang en chapelle ardente qui se veut populaire, démocratique, révolutionnaire, ouvrière, etc, etc, m'a perdu. D'un système bourgeois je suis tombé dans un système révo. Paraîtrait que c'est pour mon bien, mon bonheur, pour m'éviter d'être un produit de consommation, un numéro... Mais là, perdu comme je suis, il me semble n'être rien, absolument rien, rien... De pire en pire, ça empire!

Alain Lavoie
étudiant en lettres
Université du Québec à
Montréal

**CCCC: Content,
Comment?
Commence
Commerce!**

COURS D'INITIATION À LA DÉCORATION INTÉRIEURE

JOUR OU SOIR

Sous la direction des
**ARTISANS DU
MEUBLE
QUÉBÉCOIS**



Les inscriptions devront
être faites au:
**88 est, rue St-Paul,
Vieux-Montréal 866-1836**

ASSURANCE AUTOMOBILE

Nous représentons
21 compagnies

Taux de flotte pour professeurs, em-
ployés et certaines catégories d'étu-
diants.

L.M. DÉSILETS

Assurances

Montréal: 467-9311
Québec: 872-7186
Mtl. Métrop.: 861-5395

**Perrault:
Commerce... un
compte de fées!**

**BANQUE DE COMMERCE
CANADIENNE IMPÉRIALE**

Elite

PHOTOS & CAMÉRAS

3549 RUE LACOMBE

— CAMÉRAS
— FILMS COULEURS & NOIR ET
BLANC
— ACIDES & PAPIERS

SERVICE DE DÉVELOPPEMENT
OÙ LA PLUS GRANDE ATTENTION
SERA PORTÉE A VOS FILMS

**ESCOMPTE
TRÈS
AVANTAGEUX
POUR ÉTUDIANTS**

TÉL: 735-4575

COURS DE LECTURE RAPIDE

- Lisez de 3 à 10 fois plus vite!
avec bonne compréhension!
- Améliorez votre mémoire!
- Etudiez plus rapidement!

A PRIX ÉTUDIANT!

Sessions d'**OCTOBRE** dans villes suivantes:

Pour renseignements et inscriptions

MONTREAL
737-1266

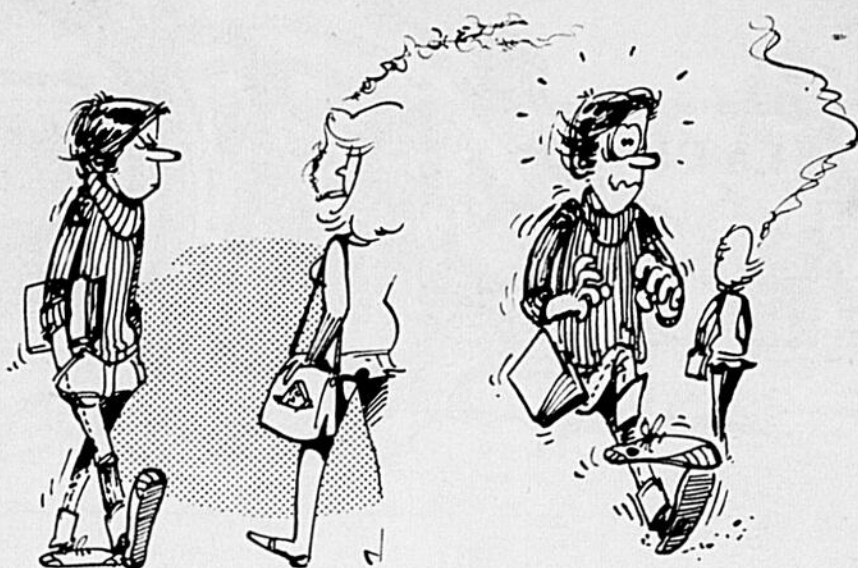
SHERBROOKE
562-5638

TROIS-RIVIERES
379-2480

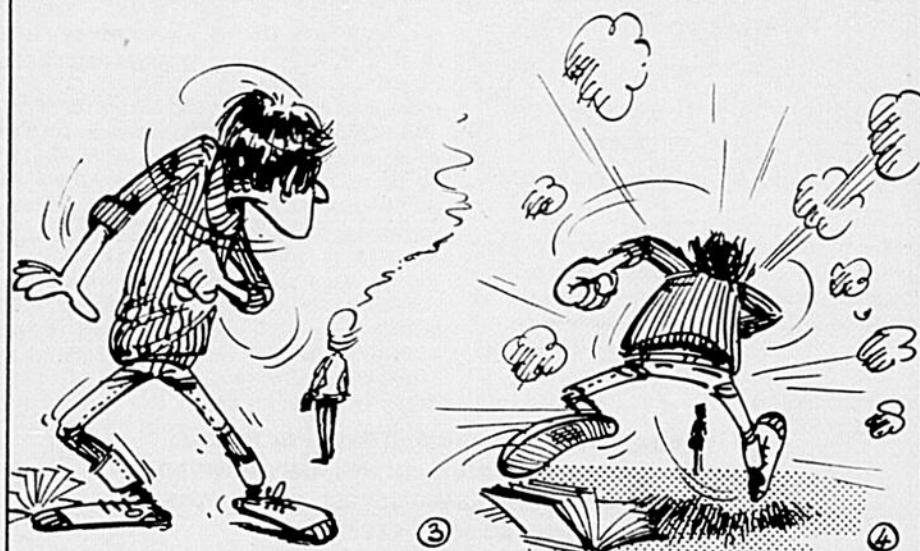
QUEBEC
527-9605

C.E.G.E.P. SHAWINIGAN
536-5628

**CENTRE DE CULTURE RAPIDE
MONTREAL, Tél.: 737-1266**



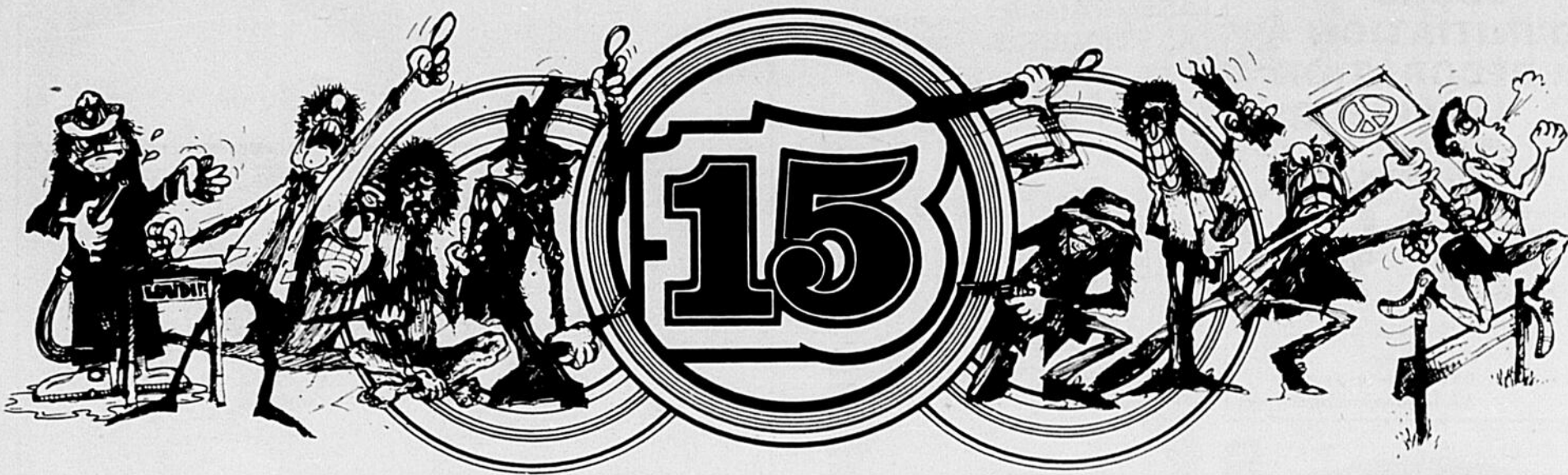
① ... ELLE FERA ② TOURNER LA TÊTE...



③ A PLUS D'UN HOMME VIRIL... ④



⑤ LA NOUVELLE CIGARETTE **manic** ⑥



chronique de l'actualité de la quinzaine

Jean-Pierre Dallaire

d'or de drapeau et de nelligan le vaisseau d'or

par Michel Bujold/ Montréal, rue de parc La Fontaine

Ce fut un grand Vaisseau taillé dans l'or massif:
Ses mâts touchaient l'azur, sur des mers inconnues;
La Cyprine d'amour, cheveux épars, chairs nues,
S'étalait à sa proue, au soleil excessif.

Mais il vint une nuit frapper le grand écueil.
Dans l'Océan trompeur où chantait la Sirène,
Et le naufrage horrible inclina sa carène
Aux profondeurs du Gouffre, immuable cercueil.

Ce fut un Vaisseau d'Or, dont les flancs diaphanes
Révélaient des trésors que les marins profanes,
Dégoût, Haine et Névrose, entre eux ont disputés.

Que reste-t-il de lui dans la tempête brève?
Qu'est devenu mon coeur, navire déserté?
Hélas! Il a sombré dans l'abîme du Rêve!...

Emile Nelligan

ta mémoire est sauvée du naufrage de l'oubli
nelligan
le voilà le vaisseau
taillé sans l'or de la chic clientèle
c'est un salon-restaurant
échoué au sous-sol du grand Windsor Hôtel
les riches étalent à ses tables
des sourires aux dents d'or les riches
aux salaires excessifs
tandis que dans une nuit immuable et profonde
les pauvres profanés dans leurs besoins
frappent le grand écueil de la misère
de ce monde trompeur
où s'engorgent les gardiens du peuple
bourgeois engouffrant leurs profits horribles
le voilà le vaisseau
il chante sur les flots de richesses
à la mer les masses au teint mat!
les masses au teint mat
qui touchent la réalité
de leurs rêves de côte d'azur
repose en paix
nelligan
comme un poète coupé de lui-même
disputeur de trésors inconnus
le marin aux rêves infinis
appareille loin des pauvres
des pauvres profanés aux flancs diaphanes
leurs chairs nues éparses étalées à la proue
le voilà le vaisseau déserté loin des tempêtes
cercueil doré
ancré aux îles enchantées des Cyprines et Sirènes d'Amour
les chairs nues des pauvres exposées à sa proue
encore secouées de Dégoût de Haine de Névrose
contre les riches
les riches aux salaires excessifs
à la mer les masses au teint mat!
inclinant la tête
dans leurs rêves de carènes abimées
aux côtes d'azur

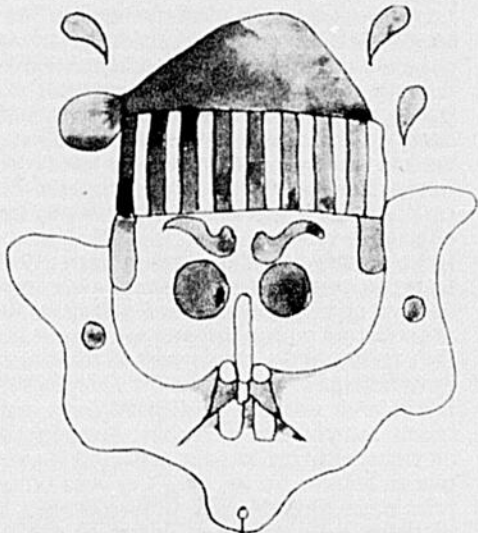
-dis grandiose marin qu'es-tu devenu dans la tempête Brève
dis qu'as-tu fait de ton coeur?
-Hélas! il a sombré dans l'abîme doré
du Capital

A l'Université de Montréal,

Gudule donne des signes d'impatience

Gudule est arrivé sur le campus bien disposé. La première douche d'eau froide à l'impatienter, c'est le stationnement. La deuxième, ce sont les services aux étudiants. Déjà, des levées de boucliers commencent à se produire sur ces deux problèmes.

LE STATIONNEMENT. "L'Université vient de construire un garage étagé au coût de \$2,700,000.00 qui doit s'autofinancer, et ce sont les étudiants et les petits employés, lesquels n'ont même pas été consultés, qui porteront le gros du far-



deau". Telle est l'affirmation imprimée dans un tract distribué par le syndicat des professeurs de l'Université et signé également par quatre syndicats d'employés. Tous les usagers sont invités à boycotter l'émission des permis. Il ne fait pas de doute que les étudiants ne demanderont pas mieux que d'emboîter le pas, car plusieurs, notamment l'association des étudiants de Polytechnique, ont déjà exprimé leur colère.

La situation précise, telle qu'expliquée dans le premier numéro du nouvel hebdomadaire de l'administration "Forum", est la suivante: "Le permis A (doyens et directeurs) et le permis B (professeurs) coûtent \$120.00 par année; le permis C (personnel non-enseignant et visiteurs) coûte \$100; le permis D (étudiants) coûte \$75. Les contrevenants verront leur véhicule immobilisé par un sabot et devront déboursier \$2 pour la libération de leur voiture. La deuxième infraction coûtera \$5 et la troisième entraînera la révocation du permis".

LES SERVICES AUX ÉTUDIANTS. "L'Université de Montréal est la seule université du Québec à offrir une pareille aide globale aux étudiants", pouvait-on lire sur le communiqué distribué à la conférence d'information donnée par les services aux étudiants. Tous les services ont été regroupés: santé, sports, logement, accueil, centre social, aide financière, orientation. Ils se proposent comme but d'identifier les besoins des étudiants, de tenter d'y répondre en se faisant l'interprète entre l'administration et les étudiants. A cette fin, trois animateurs auxquels on donne le nom d'ombudsman ont été engagés, ainsi qu'une journaliste qui fera connaître les services sur le campus. Rien n'a été épargné: hélicoptère, dépliants, mobiles, etc.

Là où les choses se compliquent, c'est lorsque l'on découvre que ces services sont subventionnés en grande partie par une cotisation directe des étudiants. On se demande alors comment il se fait que les étudiants n'ont jamais eu à se prononcer sur cette cotisation comme ils ont à le faire pour les cotisations à leurs organismes; comment il se fait qu'ils n'ont pas la direction de leurs propres services financés avec leur argent; comment il se fait que plusieurs services sont davantage des services à l'administration qu'à eux-mêmes comme, par exemple, les ombudsmen qui rendent des comptes à l'administration, les services de logement et d'aide financière, qui administrent des politiques plus que douteuses de l'administration et du gouvernement. On aura noté également que les prix à la cafétéria ont augmenté, parce que les Services aux Étudiants imposent désormais un loyer aux concessionnaires; de cette façon, c'est un nouveau montant, en plus du 65. de cotisation, que les étudiants versent aux services aux étudiants. Toute cette machine fonctionne sur un concept on ne peut plus mystificateur: celui de "communauté universitaire" qui laisse entendre que tous à l'université, administrateurs, personnel, professeurs et étudiants, ont les mêmes intérêts et forment une grande famille.

De là à penser qu'on paie pour se faire assimiler, il n'y a qu'un pas.

A Trois-Rivières

Hommage à Bellemare

La fête du travail a été éclipsée dans le comté de Champlain par une autre démonstration: on a fêté le ministre du Travail. Culte de la personnalité? Certainement pas...

L'honorable Maurice Bellemare fêtait son 25e anniversaire de Vie Politique. Raillerie? Non, réalité. Cet homme a réellement vécu par la politique durant ces 25 dernières années. Nous n'avons qu'à voir d'où il est parti pour en arriver à la personnalité qu'il a développée au cours de ce quart de siècle de règne sur son comté.

Le slogan qu'on lui avait choisi était particulièrement représentatif: "TRAVAIL - DISCIPLINE - EFFICACITÉ". Il a su être EFFICACE au ministère du Travail; il a solutionné le problème du Travail; il a discipliné les syndicats: plus de grèves. Aujourd'hui c'est le chômage qui est le gros problème, donc, ça le regarde moins.

Nous avons vu aussi son EFFICACITÉ au cours des campagnes électorales. Grâce au TRAVAIL inqualifiable de ses organisateurs, à sa seule DISCIPLINE PERSONNELLE, il ne pouvait perdre une élection. Son comté n'a d'ailleurs jamais cessé de faire des progrès économiques sous son règne. Il est facile de le constater seulement qu'à voir l'augmentation du nombre de tracteurs et de frigidaires dans son comté. Cette "Force de la nature", comme l'a qualifié l'honorable Jean-Jacques Bertrand qui ne peut s'empêcher de l'admirer étant donnée sa propre situation, a vu se réunir autour d'elle une bonne partie de la population de son comté.

Tous les patrons, eux, étaient là, et donnaient à cette soirée une atmosphère bien



particulière. Les cigares et les discours étaient aussi fameux les uns que les autres, et seules les vapeurs éthyliques permettaient de voiler la médiocrité idéologique de l'assistance.

J.P. Guillemette
Cegep Trois-Rivières

La lecture rapide envahit les campus

Depuis quelques années, des Entreprises ont commencé à implanter les cours de lecture rapide. Devant la popularité de ces méthodes, un groupe d'étudiants et de professeurs de Montréal ont créé au printemps dernier un Centre de Lecture Rapide (CELER) qui veut diffuser la lecture rapide dans les différents milieux d'enseignement du Québec, et cela, à des prix accessibles aux étudiants. Cet automne, le CELER assurera des cours et la formation d'instructeurs à Montréal, Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières, Shawinigan, Drummondville et Thedford Mines. Le principe général de la lecture rapide consiste à remplacer la lecture vocale (maximum 250 mots à la minute) par la lecture visuelle (maximum 15,000 mots à la minute). Après 30 heures de cours, des enquêtes révèlent une augmentation de vitesse de lecture de l'ordre de 6 fois. On soutient que la compréhension du texte n'a rien à voir avec la vitesse de la lecture.

Les étudiants semblent donc vouloir prendre en main une nouvelle technique dont ils sont convaincus des avantages intellectuels.

Offensive péquiste en milieu étudiant

Le Parti Québécois a entrepris la tournée des cégeps et des universités du Québec. C'est une entreprise d'information et de recrutement auprès d'une catégorie de voteurs que le parti considère comme privilégiée, en ce qui le concerne.

Aux dires des organisateurs de la campagne - tous étudiants - c'est le premier effort sérieux du P.Q. dans le milieu étudiant. Jamais on ne l'avait abordé de front et systématiquement; sans pour autant le négliger. La campagne a été pensée et organisée par des étudiants. Ce sont eux qui feront la tournée des institutions. Dans la plupart des endroits, on tentera d'organiser des rencontres, débats, conférences (affrontements ?) entre les étudiants et des invités comme Gilles Grégoire, René Lévesque, Pierre Marois, Jacques Parizeau, Bernard Landry.

Au dire des organisateurs, parmi lesquels on retrouve Claude Charon, ex-président de l'UGEQ, il ne s'agit pas de former des Jeunesses P.Q., identiques aux sections Jeunesses de libéraux, unionistes ou créditistes. On vise plutôt à sensibiliser les étudiants pour qu'ils aillent militer dans leurs comtés, au même titre que les autres gens.

L'esprit de Stan Gray n'est pas mort

Tout indique que la participation de jeunes étudiants anglophones à la cause indépendantiste québécoise, élément des plus explosifs de l'affaire McGill l'an dernier, soit loin d'avoir été enrayée. En effet, le groupe continue son action cette année sur deux fronts, en lançant une revue d'opinions politiques et sociales et en créant un comité d'action pour une indépendance socialiste au Québec.

Last Post est le nom choisi pour cette nouvelle revue qui se veut un "Ramparts" canadien, en ce sens qu'elle appuiera les mouvements contestant la société où elle est enracinée. Elle verra le jour vraisemblablement au milieu d'octobre 1969. Elle s'adressera au public du Canada anglais, où l'on a constaté une absence d'information caractéristique sur ce qui se passe au Québec, y compris dans les milieux traditionnellement de gauche comme les syndicats ouvriers ou les associations étudiantes.

Last Post, dont le nom n'est pas sans évoquer la tradition journalistique anglophone, tout en constituant un avertissement à l'intelligentsia canadienne, publiera sous la forme semi-tabloid et papier newsprint, identique au "five cents review". Elle devrait se financer grâce à l'abonnement, la publicité et l'apport financier de groupes et mouvements sympathiques à l'idée. Il est significatif de constater qu'à l'origine de la revue, on retrouve des anciens rédacteurs du McGill Daily, journal des étudiants de l'université McGill.

D'autre part, à la suite de la marche du 10 septembre dernier à St-Léonard, s'est ajouté un nouvel élément au tableau des minorités agissantes, avec le Committee for Socialist Independence in Québec. Le comité qui regroupe une vingtaine d'étudiants des universités McGill et Sir Georges Williams, s'est donné pour mission d'informer la population d'origine italienne sur ce qu'il appelle "les véritables motifs de la lutte du peuple québécois pour l'indépendance nationale". Pour lui, le conflit est suscité et entretenu par l'establishment anglo-saxon qui cherche à dresser l'une contre l'autre les classes laborieuses francophones et italiennes au Québec.

Le groupe se propose de faire échec à cette conspiration et de renseigner la population italienne sur le caractère social que comporte la lutte d'indépendance des Québécois. Il exige que le gouvernement de l'État du Québec reconnaisse officiellement le français comme langue de travail et d'enseignement sur son territoire et que le gouvernement d'Ottawa cesse d'attirer ici des immigrants sous de fausses représentations. M. Peter Foster, porte-parole du groupe, a déclaré que les membres du CSIQ publieront, dans les semaines à venir un manifeste sur la question linguistique et le rôle de la gauche de langue anglaise dans le mouvement de libération nationale des Québécois.

Reporter: Régnald Bourque, Politique, U. de M.

Travail d'été: un bilan catastrophique

De 60 à 75,000 étudiants ont fait une demande d'emploi aux différents Centres de main-d'oeuvre du Canada pour travailler cet été. Sur ce nombre, un peu plus de 8,000 ont été placés (1) à un taux de salaire moyen de \$1.25 l'heure. Les étudiants âgés de 18-19 ans semblent s'être taillé la part du lion parmi ceux qui ont obtenu une position. Le gouvernement fédéral a doublé, sinon triplé, le budget consacré au placement étudiant. De plus, il a lancé une vaste campagne de publicité ("C'est donc ça le pou-

de l'Immigration du Canada, les étudiants ne sont pas considérés comme des chômeurs durant la période estivale, mais comme des travailleurs à la recherche d'un emploi temporaire. Pour le gouvernement fédéral il y a une nuance importante car cela lui permet de ne pas accorder la même priorité au "chômage" étudiant, à moins qu'il ne soit opportun de le faire... Il ne faut pas se le cacher, la quantité d'efforts et d'argent déployés pour favoriser le travail étudiant durant l'été est directement

Le marché du travail et les étudiants

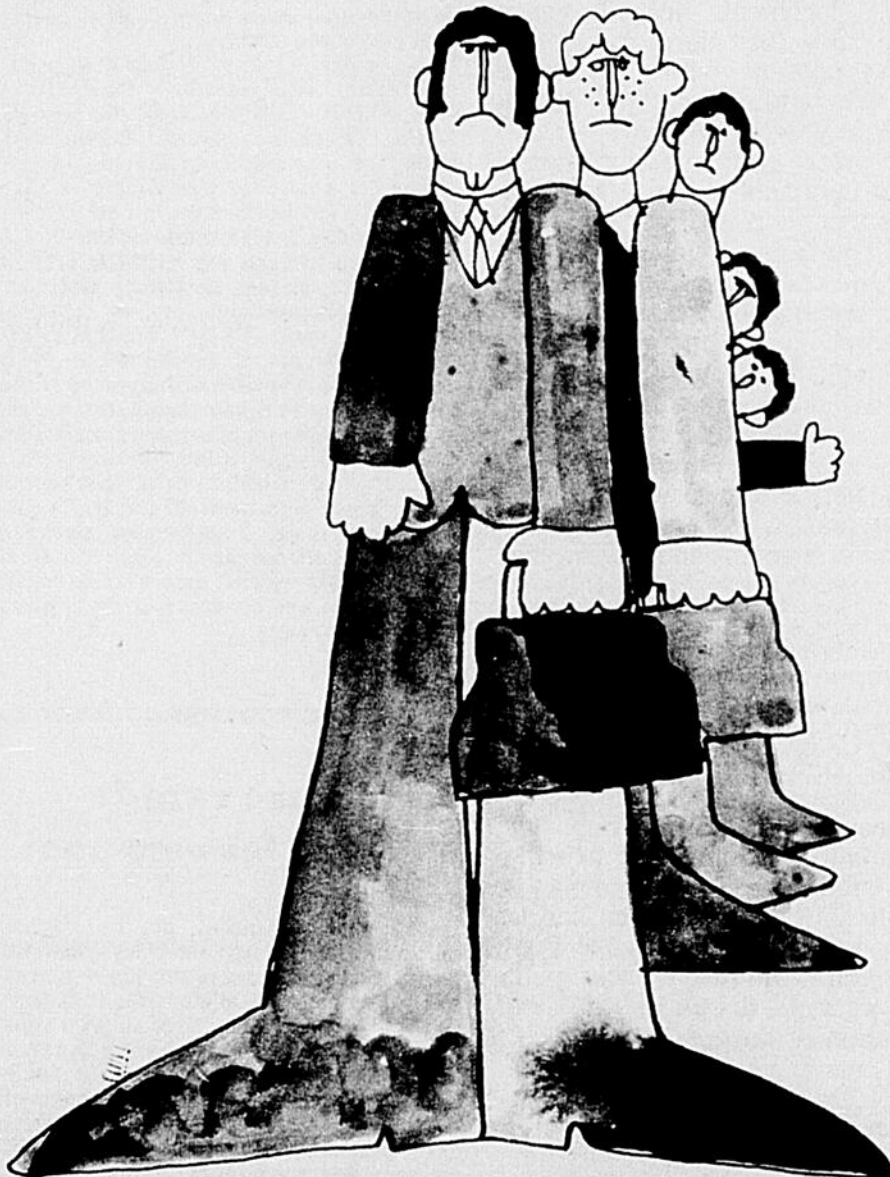
Les Centres de main-d'oeuvre du Canada n'ayant aucun moyen de contrôle sur les employeurs, ils sont obligés de s'en remettre entièrement au bon vouloir de ces derniers. On rencontre généralement deux types d'employeurs qui acceptent d'embaucher des étudiants: les "prévoyants" et les "exploiteurs". Les "prévoyants" cèdent à la pression sociale créée par toute la publicité qui entoure les divers mouvements étudiants et le "pouvoir étudiant"; ils prennent en quelque sorte une assurance-étudiant qui leur permettra, éventuellement, de montrer publiquement leur âme de bon samaritain et de jouer les vierges offensées si jamais on les accuse de ne pas avoir de politique d'emploi réelle pour les étudiants. Le meilleur exemple, c'est sûrement le Centre de main-d'oeuvre du Canada lui-même qui a engagé une quantité considérable d'étudiants (plus de 150) pour se montrer un employeur modèle; ces étudiants oeuvraient dans les différents Centres de main-d'oeuvre à la recherche d'emplois pour leurs confrères. Il est évident qu'avec la moitié de ces étudiants le même travail aurait pu être effectué.

L'autre catégorie d'employeur, les exploiters, se servent de leur statut pour embaucher au plus bas prix des étudiants qu'ils congédieront sous n'importe quel prétexte. On a même vu des employeurs se constituer des "banques d'étudiants": l'employeur faisait venir une dizaine d'étudiants et leur faisait remplir une demande d'emploi; il en embauchait un ou deux et gardait les autres en réserve, au cas où... Ces deux types principaux d'employeurs se retrouvaient à plusieurs exemplaires, et quand ce n'était ni l'un ni l'autre, on se retrouvait inévitablement devant une compagnie qui vous faisait faire du porte à porte... et allions-y gaïement avec les "brosses Fuller."

L'étudiant et le travail d'été

La solution ne se trouve sûrement pas au niveau de l'entreprise privée ni à celui des Centres de main-d'oeuvre. L'État et les universités ne semblent pas vouloir se rendre compte que l'étudiant n'a pas le statut d'être normal dans notre société, que ce statut ne lui est donné qu'une fois qu'il est sorti de sa "baraque" et qu'il doit, d'ici ce temps là, vivre dans des ghettos trois saisons sur quatre pour se retrouver soudainement plongé dans le monde normal durant l'été; il se retrouve alors complètement étranger à tout ce qui l'entoure et il se voit utilisé à des fins pour lesquelles il n'a aucune aptitude. Ce que beaucoup d'étudiants désirent, c'est du travail à plein temps à l'intérieur de leur société et de vivre décemment.

(1). A la mi-juillet, 6,000 étudiants sur 60,000 inscrits au Centre de main-d'oeuvre étaient placés.



voir étudiant") pour sensibiliser les employeurs au problème du chômage (?) étudiant. Pour un étudiant placé, le gouvernement fédéral a dépensé entre \$20.00 et \$40.00. Alors que l'an passé 10% des étudiants avaient trouvé un emploi via les Centres de Main-d'oeuvre du Canada, il semble que cette année cela soit monté à 15%; ce qui veut dire, si l'on ajoute 10 à 15% d'autres étudiants ayant trouvé un emploi par leurs propres moyens, qu'environ 30% des étudiants ont travaillé cet été.

Le Ministère de la main-d'oeuvre et les étudiants

Pour le ministère de la Main-d'oeuvre et

proportionnel à la crainte que l'on a de voir les "étudiants-barbares" faire du grabuge durant l'année qui vient. Pour le Centre de main-d'oeuvre du Canada, le problème est très simple: il suffit de placer le plus grand nombre possible d'étudiants durant l'été afin d'avoir de bonnes statistiques à présenter durant l'année scolaire, et pour pouvoir dire: "Vous voyez les efforts qu'on a faits cet été pour vous trouver du travail; si vous n'en n'avez pas eu, c'est à cause du marché du travail qui est saturé." Or ce fameux marché du travail n'aime pas particulièrement la race étudiante et se montre très réticent à toute sollicitation qui vise à intégrer un étudiant dans les mécanismes du marché durant la période d'été.

A Rouyn

Un oeuf historique

Lors de son passage à Rouyn, Claude Wagner a reçu un oeuf en plein visage en provenance d'un groupe de jeunes manifestants. Le jeune tireur a été identifié: une jeune fille de 15 ans. Plusieurs arrestations s'en suivirent mais M. Wagner, pour ne pas nuire à sa campagne, a refusé de poursuivre les inculpés. Quelques jours plus tard, le député Antonio Flamand s'en prenait avec rigueur à la jeune fille en question et à sa famille. Tout semble indiquer que ces jeunes ne voient pas dans Wagner de réponses aux nombreux problèmes sociaux et économiques du Nord-Ouest (40,000 assistés sociaux sur une population totale de 175,000). Plusieurs jeunes ont pris en charge des émissions de radio et télévision locale. Des étudiants en service social à Sherbrooke travaillent de concert avec le Conseil économique et quelques animateurs à des projets d'information socio-économique dans le Nord-Ouest. Au Cegep, certains étudiants qui avaient été renvoyés l'an dernier à la suite de l'affaire du Tremplin ont été réacceptés, grâce, semble-t-il, à l'intervention d'un puissant organisateur de l'Union nationale. La situation reste tendue un peu partout. Le mécontentement du Nord-Ouest, ce rejeton de la crise, est connu. Depuis l'an dernier, la dynamite a fait son apparition à deux reprises: les appartements du journal La Frontière et une grotte de la Madone à la maison des Oblats ont sauté. La région se vide rapidement. Il faudra plusieurs douzaine d'oeufs pour venir à bout de tant de problèmes.

Création du Comité pour la Défense des Droits démocratiques du Peuple (CDDDP).

La résistance légale

Face à la brutalité policière, devant les injustices commises quotidiennement à l'endroit des citoyens qui réclament leurs droits, face à la montée de politiciens à la verve chaude et vaguement nerveuse, des individus et des organismes progressistes se sont réunis et ont fondé le COMITÉ POUR LA DÉFENSE DES DROITS DÉMOCRATIQUES DU PEUPLE.

Ce comité vise à regrouper principalement les avocats et les citoyens qui se sentent concernés par les mesures jugées coercitives, prises continuellement par les pouvoirs publics pour brimer les libertés humaines.

Les mesures dénoncées sont: arrestations illégales, perquisitions sans mandats ou sous de fausses représentations, dossiers secrets sur ceux qui participent aux manifestations, tables d'écoute, persécutions contre les hippies et les jeunes aux cheveux longs, harcèlement des comités de citoyens, etc...

De plus, le droit à la libre expression, la liberté de presse et d'association sont de moins en moins respectés, dit-on. La situation en est rendue à un point tel que tout citoyen qui ne partage pas tout à fait les vues de l'ordre établi, et qui le fait savoir, est menacé de brimades plus ou moins violentes.

Le CDDDP veut tout d'abord dénoncer la constitution lente et subtile d'un Etat policier au Québec. Pour ce faire, on envi-

sage différents moyens d'action. On se propose premièrement d'imprimer un journal qu'on entend diffuser dans le public et dont le but est double:

1. Informer la population de ses droits fondamentaux.
2. Dénoncer les illégalités commises par les policiers.



On se propose également de tenir des conférences et d'organiser des rencontres sur le sujet. Mais la tâche la plus importante, et de toute évidence la plus ardue, sera de défendre tous ceux que la Couronne tente d'inculper pour activités politiques et sociales. Un groupe d'avocats, auxquels viendront s'ajouter d'autres hommes de loi intéressés par la cause, s'acquitteront bénévolement de cette tâche.

Il est à remarquer que le comité se différencie de la Ligue des droits de l'homme et de l'Assistance judiciaire.

Dans le premier cas, les buts et les principes sont foncièrement similaires, mais les moyens d'action diffèrent totalement. La Ligue des droits de l'homme n'a pas d'avocats et n'imprime pas de journal. Dans le second cas, la différence se situe autant au niveau des motivations qu'à celui de l'action. L'Assistance judiciaire s'occupe indifféremment de tous les cas qu'on lui soumet. Celle-ci n'est qu'un service privé et ne défend que la réputation de la profession.

Il va de soi que pour le succès d'une telle entreprise, une aide financière et professionnelle sera grandement appréciée de la part d'individus, avocats ou autres, que la cause préoccupe.

Ceux qui désireraient entrer en contact avec le comité sont priés de le faire par le canal suivant: Me Gaétan Robert 522-8815

A Laval

L'AGEL enterrée;

le Carabin assassiné

Le processus de désintégration des structures syndicales de l'association des étudiants de l'Université Laval est fini. L'AGEL est dissoute. Les deux dernières réunions du conseil d'administration de l'association ont consacré cette disparition qui paraissait inévitable après les événements de la rentrée.

Récapitulons: Il y avait eu d'abord l'exclusion de l'exécutif en place depuis mars 1969, bataille autour de la liberté de payer la cotisation

à l'AGEL, conflits avec le Carabin, sans compter les tracasseries courantes dans les associations étudiantes alors qu'on était amputé d'un pouvoir exécutif et que rôde au Québec depuis près d'un an, un climat de destruction des anciennes structures de représentation et d'association des étudiants. C'était inévitable.

Réunis en conseil jeudi le 18 septembre, les représentants des facultés membres ont décidé de mettre fin à l'aventure. Un comité de liquidation a été formé dont le principal rôle consiste à payer les dettes contractées, grâce aux cotisations perçues cette année, et à donner le reste aux facultés. Mais celui qui semble le plus souffrir de cet arrangement, c'est le Carabin.

L'ancien journal des étudiants de l'Université Laval est dans une situation pour le moins aberrante. En effet, une semaine avant la dissolution, à la suite de conflits au sein du conseil d'administration, le Carabin avait été incorporé comme une compagnie indépendante de l'Agel mais devait recevoir, au moins pour l'année 1969-70, une subvention de \$20,000. Avec la dissolution, trois étudiants se retrou-



vent propriétaires du journal privé désormais d'une source de revenus assez importante, c'est-à-dire environ 40% de son budget.

Serions-nous, grands dieux, dirigés par des incompetents

Un spécialiste en sciences humaines, le docteur Laurence J. Peter, un Canadien qui enseigne aux USA, a écrit l'an dernier un petit bouquin qui est en train de bouleverser les méthodes administratives dans ce pays.

Peter a découvert une loi applicable à toute organisation bureaucratique publique ou privée, où il est dit que dans une hiérarchie, chaque employé tend à s'élever à son propre niveau d'incompétence. "La crème gonfle jusqu'à ce qu'elle devienne sure" explique l'auteur à ceux qui ne comprennent pas.

En gros, cela veut dire que chaque bureaucrate, s'il connaît du succès à un niveau, aspire nécessairement à atteindre un niveau plus élevé. Il gravit ainsi l'échelon bureaucratique jusqu'au niveau ultime de sa compétence; là il est satisfait: c'est le niveau de son incompétence dont le quotient de promotion est de zéro.

P.Q. (Promotional Quotient) = 0

Dès lors, une bureaucratie bien établie se caractérise nécessairement par l'incompétence de ses directeurs. Si le travail arrive à se faire, c'est dû, selon Peter, au fait qu'une bureaucratie ne fonctionne jamais à merveille et que subsiste des îlots de compétence à des échelons nécessairement subalternes.

Le livre de Peter a été pris au sérieux au point que de 1,100 copies vendues au mois de février 1969, il atteignait les 20,000 exemplaires vendus mensuellement dès cet été. De plus, à titre expérimental il est vrai, certaines compagnies commencent à appliquer les conclusions de Peter en fournissant des augmentations de salaire à leurs employés sans nécessairement leur permettre la promotion qui devrait l'accompagner.

A Montréal

Les finissants de Poly font la cour aux industriels

La 94e promotion de Polytechnique entreprend une opération d'envergure qui vise à informer les industriels québécois de la formation et des recherches qui se font à l'école de génie. Le 30 septembre et premier octobre après-midi, environ 500 industriels québécois, dont les réponses sont encourageantes, seront invités à constater sur place que l'école polytechnique prépare des ingénieurs et réalise des recherches qui correspondent aux besoins de l'entreprise québécoise. Selon le responsable, M. Sami Khalifé, ceci pourrait entre autre favoriser l'engagement des polytechniciens à des postes valables et la multiplication des commandes de recherches de la part des entreprises. A l'arrière-plan de ces journées, on sent planer les affirmations faites l'année dernière par M. Laferrière, président de la corporation des ingénieurs, dans lesquelles il prétendait que beaucoup des ingénieurs formés à Poly devaient en pratique ou s'exiler dans les industries-mères d'Ontario ou des Etats-Unis, ou bien remplir des tâches de techniciens et d'administrateurs au sein de l'entreprise québécoise. En d'autres mots, il soulevait le problème du décalage qui existerait entre la structure des études polytechniques et la structure de l'entreprise québécoise. Ces deux journées originales permettront sans doute d'y voir plus clair.

la magie s'émascule au musée des beaux arts

TOUCHEZ, BOUGEZ, VOYEZ, ENTENDEZ...
"LAISSEZ-VOUS ALLER", disait l'affiche.

"...remuer les entrailles spirituelles du spectateur participant."
(Communiqué du Musée des Beaux-Arts)

La machine à faire le passage du spirituel étonnant au spirituel inadmissible, seul "voyage" possible, démarche de contact et de participation, était absente.

Nos mains, nos corps, notre esprit demeurés amusés et divertis, délassés et ennuyés à la fois.

Pour remuer nos propres entrailles, il faudrait plus; se voir remettre des pouvoirs agressifs et inquisiteurs pour tous nos sens. Nous permettre de jouer pratiquement, de contacter et non d'effleurer.

Parce que des entrailles: c'est chaud et cruel c'est pas "clean cut".

Si l'on nous permet d'être poètes, il faut permettre jusqu'au bout. Sinon, nous devenons des promeneurs imbéciles sous le champ de ces yeux électroniques ou de ces lumières stroboscopiques.

Donnez-nous les commandes, si on apporte l'imagination.

CAR

il faut nous-mêmes diriger le contact et le mélange de notre personnalité, dans l'entrée en communion à la beauté ou à la laideur de notre esprit moderne... diriger cette cérémonie, appuyée par la technologie, et pouvoir tenter nous-mêmes la mise en question. En-deçà, la participation est tronquée.

La "Messe pour le temps actuel" de Béjart exigeait notre plein pouvoir et notre plein consentement pour être ce qu'elle était à ce moment. Le "Théâtre Magique" faisait espérer un au-delà à cette participation.

C'est l'inexpressivité générale des participants, au sortir du théâtre, qui inspire ces réflexions. Allez-y

en foule, si vous voulez vous donner en fausse représentation.

Gilles Royal
Lettres, U. de M.

un adversaire nouveau pour power corp.

"Le journalisme peut-il revivre au Québec?" Telle est la question que se posait Jacques Guay en mars 1967, dans le Carabin. Il essaya d'y répondre - avec toute une équipe - quand sera lancé à la mi-octobre un hebdomadaire populaire à grand tirage, dont il est le premier rédacteur-en-chef. Ce sera un quotidien du dimanche fait par des journalistes engagés, non par des commerçants de la rue St-Jacques à Montréal. Ou, plus largement, le journal appartiendra à ceux qui y écriront. Pierre Leboeuf, qui fut directeur du Pavillon de la Jeunesse à l'Expo 67, s'occupe à plein temps depuis deux mois de l'organisation du journal, financé surtout par les syndicats et les mouvements coopératifs. Des personnalités telles que Michel Chartrand, Robert Cliche, Fernand Daoust, Georges D'Or, Pauline Julien, Marcel Rioux, etc., ont accepté de s'identifier au projet mis de l'avant par l'Association coopérative des Editions populaires.

PETITE HISTOIRE

L'idée est "partie" de la CSN après la grève de six mois à La Presse en 1964 et l'expérience de "La... libre". Nombreux alors étaient les journalistes qui avaient peu à peu pris conscience de leur métier, qui est tout autre que de faire la propagande des financiers et des politiciens qui dominent le Québec. Il aura fallu cinq ans pour relancer une presse libre. Jacques Guay ne travaillera pas seul à "dire pourquoi les faits, les resituer dans leur véritable contexte politique, social, économique". Jacques Elliott, Gérard Godin et une quinzaine de collaborateurs "at large" sont de la bataille. On y trouvera la signature de Pierre Vadeboncoeur, André Langevin ainsi que d'autres personnalités de la "gauche". On y vivra une sorte d'autogestion très informelle; le comité de rédaction travaillera plus à partir d'une politique commune que d'une idéologie fixe. Bref, on n'aura pas la même idée "d'intérêt public" que celle des chambres de commerce.

POURQUOI UN "AUTRE" HEBDO?

Le nouvel hebdomadaire d'une quarantaine de pages à ses débuts, tiré à au moins 100,000 exemplaires, se situe d'abord à l'encontre de Power Corporation (actif total: \$3 milliards) qui contrôle 60% du tirage des quotidiens québécois, sans compter l'information parlée dans plusieurs régions. Cette forme de propriété capitaliste, dans une société comme la nôtre, ne vise évidemment que le profit maximum, d'autant plus qu'il n'existe "aucune législation pour faire vraiment de l'information" explique Jacques Guay, qui fut directeur du Quartier Latin en 1960. Et il suffit de savoir que Power Corporation possède des douzaines de compagnies pour s'apercevoir alors des multiples conflits d'intérêts; il y a des choses dont il ne faut aucunement parler (grèves, scandales politiques, etc.)... Cette concentration de la propriété des

moyens d'information au Québec - administrée par des financiers nord-américains - a aussi pour conséquence de rendre inexistante l'information régionale, comme dans l'Ouest québécois par exemple. Jacques Guay veillera donc partout à assurer au journal des correspondants régionaux permanents. Et éventuellement, publier des éditions régionales. Il faut démystifier le fait que Montréal fait vivre le reste de la province. Au contraire! Enfin, reconnaissons la naissance récente de nouveaux mass-média de groupes sociaux ou de classes qui préfèrent créer leurs propres organes d'information car ils savent très bien qu'ils sont mal servis par la presse capitaliste et ses valets. Les étudiants n'ignorent plus avec quel mépris cette presse commerciale parle d'eux, surtout en temps de "contestation".

UN "OBSERVATEUR" QUÉBÉCOIS...

S'agissant avant tout d'un journal d'information mais aussi de combat, priorité est donnée à l'éducation, aux syndicats, à la jeunesse, aux mouvements populaires, de même qu'à la critique de la consommation, par l'ACEF entre autres. On y lira des grands reportages-synthèses, des chroniques, les sports, un roman-feuilleton de Claude Jasmin, une bande dessinée, des caricatures, etc. "Pas d'éditorial, sauf en temps de crise sociale" affirme Jacques Guay. "Ce sera une sorte d'observateur québécois mais plus populaire, moins cé-

rébral, sur les problèmes d'ici". C'est pour la mi-octobre.

Luc Fournier

LA POLITIQUE DU JOURNAL

"Nous n'entretiendrons pas envers les syndicats, les groupes de contestation, les associations de prolétaires les mêmes sentiments qu'envers le gouvernement, les chambres de commerce, les financiers, la bourgeoisie. Nous distinguerons les forces de démocratie et de liberté des forces du pouvoir et de la contrainte.

Le droit du Québec à l'autodétermination sera soutenu avec la même ardeur que la société pleinement démocratisée à laquelle nous rêvons.

Quatre partis sont irrémédiablement compromis dans le système. Nous les rejetons au départ: le parti libéral, le parti conservateur, l'Union Nationale, le parti créditiste.

Nous ferons du journalisme de combat. Mais ce journalisme ne sera pas qu'éditorial. Nous sommes loin de considérer que l'éditorial soit le cœur d'un journal. Le cœur d'un journal, à notre avis, est à sa périphérie, dans l'information.

Nous voulons faire la lumière sur ce que le pouvoir cache, faire avancer ce qu'il retarde, détruire les mythes qu'il entretient. Nous soutiendrons les initiatives politiques, syndicales et sociales du "peuple organisé".

1951 QUARTIER

HOMMAGES DES ÉTUDIANTS
DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

à

LEURS ALTESSES ROYALES



A Montréal: NON

La semaine d'information devait lancer l'Université du Québec sur la voie de la participation en donnant d'emblée à l'université un caractère critique (participation à l'élaboration des structures et critique de ces structures). Les débuts semblaient prometteurs: plus de la moitié des étudiants inscrits se sont présentés à la première journée d'étude. Mais l'idée de participation devait se révéler une fois encore décevante: à l'assemblée générale tenue le vendredi après-midi devant un panel composé des administrateurs, on ne comptait plus que de 300 à 400 étudiants.

Auparavant toutefois, une centaine d'entre eux quittaient la salle avec un certain fracas après la lecture d'un texte qui y allait directement en dénonçant l'hypocrisie d'une participation qui n'avait rien de décisionnel et qui ne donnait au surplus aucune représentativité étudiante digne de ce nom sur les conseils et comités. — En réalité, la seule assemblée paritaire de tous les organismes de l'université, le conseil de module (ou assemblée départementale) est encore à la merci du vice-doyen de la famille (équivalent du doyen de faculté) lequel peut trancher le débat où doivent régner en maîtres étudiants et professeurs. — La situation frisait la farce et les organisateurs étudiants de la semaine d'étude concluaient catégoriquement ces journées par un refus de tout dialogue.

"Nous demandons à l'assemblée des étudiants, dans un geste significatif de participation, de dire non à la participation tronquée et de quitter les lieux".

La participation des étudiants n'est pas effective parce que les pouvoirs de l'université sont exercés par l'Assemblée des Gouverneurs; les entreprises industrielles et commerciales ont un pouvoir de participation que les étudiants n'ont pas et qui n'est pas offert au milieu du travail dans une université qu'on appelle populaire; la représentation étudiante au Conseil d'administration est de 2 sur 16; la Commission des études où les étudiants sont bien représentés n'est investie que d'un rôle consultatif; le Conseil modulaire où la participation est le plus près du pouvoir réel est

neutralisé par le Conseil de famille; l'Université du Québec, loin d'être une université populaire, comme ses administrateurs se plaisent à le vouloir, apparaît formée sur le modèle des structures du système existant, structures qui donne l'image d'une démocratie mais qui constituent de fait un Temple oligarchique, le paradis de quelques "happy few" qui ont pu s'y introduire.

C'est pourquoi les étudiants croient impossible la réalisation de l'Université du Québec telle que veulent la présenter les administrateurs: tous les pouvoirs réels venant d'en haut, il leur est impossible d'accepter cette forme d'université qualifiée trompeusement de démocratique.

"Parce que les structures en place interdisent la participation totale de l'étudiant à son orientation propre, parce que l'Université fonctionnelle est sans égards envers la collectivité, parce que l'université créée à la hâte par un gouvernement dépassé par les impératifs de la situation ne nous donne pas ce que nous sommes en droit d'attendre, nous refusons tout dialogue à quelque niveau que ce soit et nous nous retirons".

Telle était la réponse des étudiants à l'administration.

Des modérés coriaces

Tous ne suivirent pas cet appel rempli de dignité et d'une exigence absolue. L'occasion était trop belle pour plusieurs d'aller droit au but avec l'aimable collaboration des administrateurs préparés à tout subir ou à mettre en pratique la participation qui, comme on le sait, égale une assemblée. On ne peut donc qualifier de modérés le groupe d'étudiants demeurés dans l'auditorium pour entendre principalement MM. Riverin et Dorais. Les questions furent très mordantes. En retour, des mises au point importantes et des réflexions justes, comme on dit, démontrèrent l'habileté avec laquelle l'administration pouvait, malgré une nervosité évidente, tirer les marrons du feu. Après plus de deux heures de cet exercice d'assouplissement verbal, M. Dorais répondit à quelques questions du Quartier Latin.

Des incroyants!

Q.L. Avez-vous été surpris de voir les dirigeants de la semaine d'information ainsi qu'une grande partie de la salle refuser tout dialogue avec votre administration?

M. Dorais. J'ai eu cette information-là hier. Notre raisonnement était déjà fait là-dessus. C'était le risque de ces journées. Aucun contrôle n'y avait été établi. Il n'est pas question de changer cette hypothèse de fin de non-recevoir. Je respecte leur option.

Q.L. Comment expliquez-vous la baisse d'intérêt chez les étudiants constatée au fur et à mesure que la semaine d'information progressait?

M. Dorais. Trois sortes de gens viennent s'inscrire ici. D'abord une masse d'apolitisés qui ne veulent rien savoir sinon assister à leurs cours, un point c'est tout. Puis une minorité de politisés qui croient qu'il n'y a rien à faire avec nos institutions existantes. En dernier lieu, un certain nombre d'étudiants qui ne croyaient pas à la semaine d'information.

Q.L. Quelle proportion de finissants l'Université du Québec a-t-elle drainée de la double promotion Cegeps - baccalauréat à travers tout le Québec?

M. Dorais. Environ la moitié. C'est donc dire qu'elle a déjà un certain champ d'action issu d'un milieu bien défini.

Q.L. N'avez-vous pas l'impression que l'administration de l'université est coincée entre le texte de loi (bill 88, modifiable seulement par l'Assemblée Nationale) et les étudiants dont la pression est déjà très forte sur vous pour démocratiser davantage le bill?

M. Dorais. Je suis d'accord avec votre analyse. J'ai déjà souligné que le personnel non-enseignant n'était pas représenté ainsi qu'une insuffisance du nombre d'étudiants.

Q.L. Quelle est votre conclusion de cette semaine d'information?

M. Dorais. Elle a été l'illustration de la division des étudiants. Cet état de flux et de tension extrêmement sain dans le milieu étudiant. J'en suis très satisfait parce qu'il s'est trouvé un certain nombre d'étudiants idéalistes qui ont relevé le défi.

Denis Châteauneuf
(sciences politiques)
Université du Québec
(MONTREAL)

A Chicoutimi: Les âmes mortes

L'Université du Québec à Chicoutimi n'a pas tenu, contrairement à l'usage ailleurs, sa semaine d'information. L'inauguration n'a d'ailleurs été marquée d'aucun incident. Le public saguenayen a manifesté un piètre intérêt à cette grande première et ce en dépit du roulement publicitaire considérable amorcé par la presse pendant la saison estivale.

Il faut conclure que nos gens étaient absents. La réaction populaire, si réaction il y eut, fut pour le moins silencieuse. L'Université du Québec à Chicoutimi devrait devenir rapidement un fait-divers. Au royaume du Saguenay tranquillité et modération vont de pair.

Jacques Simard,
U. du Q. à Chicoutimi

A Trois-Rivières: Les mains sales

A l'Université du Québec à Trois-Rivières, c'est le calme un peu morne d'une petite ville de province. L'attention est rarement éveillée par un fait qui viendrait frapper la conscience envahie par la paix. On vogue doucement dans le quotidien. Depuis le début de l'année rien n'est venu troubler l'égalité et le calme de la vie universitaire. Pour le commun des étudiants, l'idée qu'il existe des problèmes quelque part chez eux n'est pas prête d'effleurer l'esprit: il n'y a pas de problèmes. Le travail de l'administration s'effectue en coulisses. Par ce calme, ce n'est pas la guerre mais elle approche. On sent un malaise planer sur le campus.

Si tout est calme à l'université, dans ce pays de l'Union Nationale le paternalisme fait des siennes à l'école. Une enquête sur les différentes coupes de cheveux à travers le monde a été faite par un directeur perfectionniste enclin aux opinions établies. La question des mini-jupes a connu une résolution plus expéditive et plus pratique: "Les jupes des filles ne me dérangent pas en autant que vous pouvez passer votre bras entre les deux cuisses et que le pouce n'est pas mouillé." Les témoins n'en sont pas revenus.

Jean Rivard,
U. du Q. à Trois-Rivières

JE NE SUIS PAS UN MONSTRE A QUATRE MAINS

Je ne suis pas des parties de moi-même: les mains qui caressent un corps de femme, qui donnent une bonne poignée de main à un ami, qui dactylographient un texte ou qui lèvent un sac d'amiante ce sont toujours les mêmes mains. Et elles sont à la recherche des gestes qui exprimeront le plus authentiquement possible leurs intentions profondes: la liberté et le bonheur. Alors ne me parlez pas de travailler pour d'autres buts et par d'autres motivations que la liberté, le bonheur et l'amour. Ne me parlez pas de ce travail qui est complice de l'esclavage, de l'injustice et de l'exploitation de l'homme par l'homme. Tout travail ne peut avoir de sens et de valeur pour moi que s'il participe à la libération de l'homme et à sa créativité. La foi du travail ne peut venir que de là. Et comme étudiant au CEGEP je ne savais pas ce que c'était que la joie profonde de l'accomplissement de moi-même et de la communauté dans un geste humble et concret. On me demandait d'avoir deux mains pour travailler et deux mains pour aimer. La société actuelle forme des monstres à quatre mains.

Le Saguenay - Lac St-Jean

POPULATION: 278,000 (72% urbain).

Entre 1951 et 1961: 10,000 ont quitté la région.

43% de la population a moins de 15 ans.

271 unités de main-d'oeuvre par 1,000 habitants.

Revenu par tête, après impôts et transferts, en 1961: \$938.

Transferts (assistance et sécurité sociales) par tête: \$119.

SOCRATE

69

Socrate à Jonquière.

A Jonquière, je suis sur une piste très intéressante. Au Cégep, les gars sont plus forts que moi. Je crois qu'il leur manque seulement un coup de pied dans le cul de temps en temps. Au cours des prochaines semaines, nous tenterons de constater ce que sont dans les faits, au-delà des mots, les liens entre le Cégep, la population et le monde du travail. Je vais essayer de découvrir, en interrogeant étudiants, administrateurs, concierges, professeurs et secrétaires du Cégep de Jonquière, si le travail étudiant est aliénant ou libérateur. Je veux voir aussi si les organismes socio-économiques de la région ont un pouvoir réel et sont en harmonie avec la population.

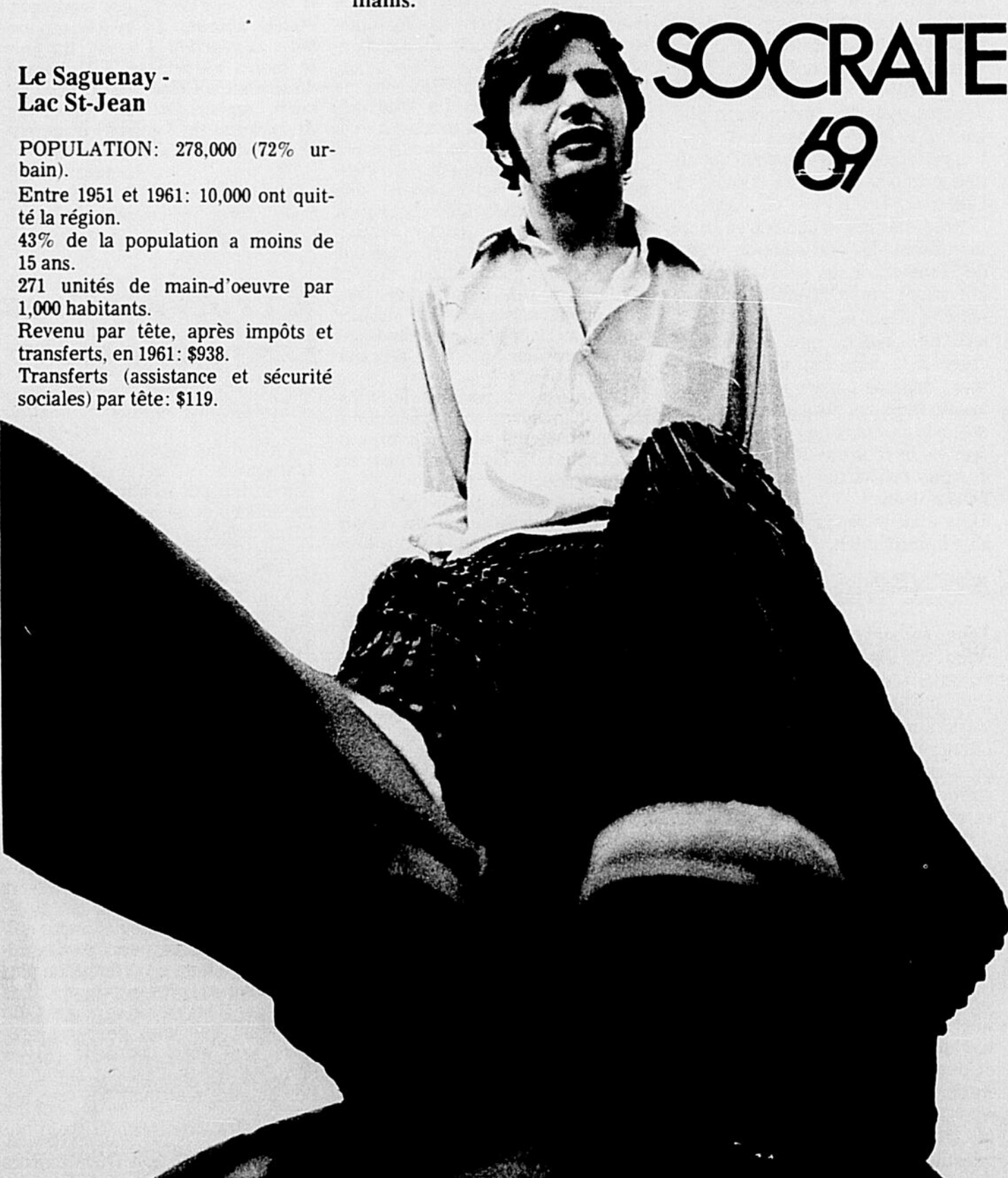
Mon projet de deux ans se précise. Je veux voir les relations qui existent entre religion, politique, économique et sexualité, ces éléments de la vie sociale et individuelle influencent notre éducation et notre vie intime; sommes-nous des produits sociaux et jusqu'à quel point le social et l'historique nous déterminent; la liberté n'est-elle qu'un mythe. Pour le moment, ce que j'essaie de voir, c'est les relations qui existent entre les Cégeps, l'Eglise, le Gouvernement et les groupes sociaux.

Le Québec c'est grand longtemps. Le problème d'une collectivité qui cherche son originalité, c'est plutôt complexe. Si j'ai entrepris de voyager à travers le Québec durant un an ou deux, c'est pour essayer de comprendre un peu les Québécois. Je voyage, je lis, je rencontre beaucoup de personnes et je me fais aider de personnes dont la compétence est reconnue dans divers domaines.

Nous prendrons pied sur cette terre québécoise et nous l'habiterons des pieds à la tête dans un déploiement de gestes libérateurs et créateurs. Ce grand espace sera nôtre. Nous pourrions dire: notre Québec libre. Et on viendra d'autres pays pour s'y construire maison, exprime Vigneault quelque part. Et si je flotte un peu-beaucoup dans les nuages, c'est parce que je ne suis pas mort: je crois encore en l'homme et en moi-même. La plus grande aventure de ma vie sera de vivre et d'habiter ce pays avec une femme et avec vous tous. Qui disait que le but de la vie c'était de vivre!

C'est assez de mots pour aujourd'hui. Seuls et ensemble, il nous reste à faire notre libération. C'est la première fois que je me sens aussi engagé. J'aurais aimé assister au lancement du Quartier Latin: j'ai un peu l'impression qu'il est à moi.

ANDRÉ THOUIN.



UN PAYS A HABITER

Le développement économique du Québec est l'un des outils primordiaux à la réalisation d'une société où tous auront du travail et mangeront leurs trois repas par jour. Ce doit être aussi la libération du "survivre". Les St-Henri, les St-Sauveur, les Alma doivent disparaître. Les manufactures, les dix heures de travail par jour, la routine doivent crever. La joie du travail doit être une réalité. La liberté économique un fait. Le développement économique du Québec demeurera un prétexte d'exploitation aussi longtemps que des mesures précises et efficaces ne seront prises pour mettre fin à l'injustice sociale et à l'irresponsabilité face au problème économique.

Les Québécois doivent être maîtres de leur économie. Si l'économie joue un rôle primordial dans une société, il m'apparaît tout à fait normal que ce soient les membres de cette société qui déterminent et réalisent les buts qu'ils se sont fixés: une participation réelle aux décisions politico-économiques s'impose, elle doit être mise sur pied.

Je ne considère pas l'homme comme un "robot réalisateur" ou un "pantin raisonnable". Si l'on vante même à Ottawa la tolérance et le bon sens des Québécois, il ne faudrait pas que ça en devienne une invitation à la passivité ou à la contemplation de notre impuissance sur les plans politique, économique et culturel.

L'inconscience et l'irresponsabilité nous permettent d'éviter l'angoisse et la tension de l'existence authentiquement assumée. Elles nous laissent en proie aux volontés étrangères, nous frustrant de toute valeur et nous coupent de nos aspirations profondes. Elles offrent un chemin facile mais néfaste, passif, aliéné et perdu (Simone de Beauvoir).

S'il est des facteurs historiques à notre inconscience et à notre irresponsabilité, il nous appartient désormais de faire l'histoire de notre libération en ne reniant pas les efforts et les gestes de nos ancêtres mais en prenant l'enracinement nécessaire à une transformation profonde de notre mentalité et de nos structures.

Les progrès techniques et scientifiques peuvent devenir écoeurément inhumain s'ils ne servent pas à la libération de tous les hommes. Entre les mains soigneusement gantées de démocratie et de liberté ils deviennent des moyens de répression, d'esclavage subtil et de dépersonnalisation qui sont à la source des révoltes et du terrorisme. "Le Meilleur des Mondes" et "1984", c'est une crainte maintenant présente chez un grand nombre d'entre nous et fondée sur des faits.

Il ne suffit pas de participer et de

De Jonquière: LE CEGEP ET LA REVOLUTION DU TRAVAIL

**Je pénètre en toi
Cri dans l'espace**

Mon pays perce brume

s'extasie devant le "progrès". Il faut aussi être conscient des conséquences sociales de notre travail et de nos recherches. Il faut aussi identifier les significations qui circulent derrière les techniques et les produits, les valeurs à partager en commun. "Pour qu'il y ait société, c'est-à-dire rassemblement des hommes, il faut que ces significations soient nommées par la collectivité elle-même." (Fernand Dumont)

Face à ces objectifs, les problèmes qui se posent aux Cegeps sont les suivants:

1. Le Québec est-il prêt à recevoir les techniciens qui sortent des Cegeps et des Universités?
2. Quelles sont les priorités et la planification au niveau des débouchés?
3. Le contenu et la forme des cours permettent-ils à l'étudiant une compréhension et les possibilités de transformation de la société actuelle? Le Cegep contribue-t-il à donner une conscience politique aux étudiants, ce qui leur permettrait d'être conscients des conséquences sociales de leur travail?
4. Le Cegep offre-t-il les jalons qui permettront à l'étudiant de découvrir et d'identifier les significations et les valeurs qui orientent son travail et sur lesquelles reposent ses relations sociales?

LA REPONSE DU CEGEP DE JONQUIERE: LES INTENTIONS

Les administrateurs du CEGEP de Jonquière définissent le CEGEP en termes de participation à la réalité socio-économique de la région et même de la province: "Notre rôle ne se limite pas uniquement à communiquer des connaissances par les cours, les services de bibliothèque et autres moyens techniques mais aussi à améliorer le milieu de vie par la contribution publique et privée des employeurs du collège, par la participation du collège aux organismes économiques, culturels et sociaux de la région et enfin par la mise à contribution des facilités du collège. . ." déclarait M. P-A. Fortin, directeur général, dans un journal régional. Le directeur des services pédagogiques M. Paul Troestler insiste sur la responsabilité des étudiants: "Nous sommes déjà responsables, nous

sommes ici pour agir: pour construire notre personne et notre communauté et non pour recevoir un enseignement. Pour prévoir les conséquences de nos actes, non pour nous laisser aller à des rêves faciles et naïfs, ou ce qui est pire à la peur. Pour lutter modestement mais concrètement contre l'injustice et l'hypocrisie, et non pour nous payer de mots."

Ainsi les administrateurs du Cegep de Jonquière partagent, en principe, mes opinions sur le but du CEGEP. M. Troestler et moi sommes d'accord sur un point très important qu'il me précisait lors d'un court instant passé dans son bureau: "Les mots ne sont que des mots. Il faut toujours les confronter à des réalisations et à l'opinion des étudiants." Nous suivrons le conseil au cours des prochaines semaines lors d'interviews avec les administrateurs, les professeurs et les étudiants du CEGEP de Jonquière.

Au cours des prochaines semaines il s'agira de constater ce que sont dans les faits la participation et la responsabilité étudiantes; si elles débouchent sur une réalisation concrète ou si elles ne sont que "paperasses d'archives". Les étudiants désirent-ils participer? Pourquoi et de quelles façons participent-ils? Pourquoi refusent-ils de participer? Nous analyserons aussi le rôle "des organismes économiques, culturels et sociaux de la région: ont-ils réellement un pouvoir ou ne sont-ils que des éditeurs de belles propositions qui remplissent orgueilleusement les fichiers? Représentent-ils les intérêts de la population? Quelles possibilités sont offertes à la population pour lui permettre de comprendre et d'agir sur la réalité qui détermine son mode de vie et ses conditions de travail?"

La démocratie et la liberté ne sont-elles qu'une bibliographie des dossiers de participants ou existent-elles dans les faits? Les structures de participation sont-elles les taudis de la démocratie et de la liberté ou en sont-elles les bases?

SABOTER THE CEGEP CORPORATION

Je peux maintenant préciser ce que signifie ce projet de sabotage (oh! le mot méchant): c'est participer à la réalisation d'un CEGEP où l'étudiant travaillera d'une façon consciente et responsable à la construction de sa communauté et à l'épanouissement de sa personnalité. Pour le journaliste c'est confronter les intentions aux faits en apportant une information juste et vraie. Nous procéderons par interviews et tout commentaire de ma part sera fait dans le but de confronter les déclarations aux faits et de tenter d'expliquer le pourquoi de leur

contradiction ou de leur rapprochement.

VIVRE LA REVOLUTION: BONHEUR ET LIBERTE

L'homme "n'accomplit sa liberté que par son perpétuel dépassement vers d'autres libertés". Vivre la révolution c'est vivre quotidiennement ce geste de libération. Utopie peut-être, que la liberté. Mais la libération, ce continuel dépassement de l'acquis, ça existe dans nos gestes et dans nos attitudes quotidiennes. Ne me parlez pas de ce que nous avons. Je vis le présent comme un projet de liberté et de bonheur. Ce que j'ai n'a de valeur que selon les possibilités de libération qu'il m'offre. Et ce que je suis ne connaît pas de limites. Je ne suis pas né pour un petit bonheur, ni pour une petite liberté et encore moins pour un petit pain. Je suis né pour être complètement libre et heureux. Et si ce monde a un sens il ne peut s'exprimer que par le bonheur et la liberté de chacun de nous. Tout être qui renonce à la liberté et au bonheur absolu est déjà un mort ou un lâche.

Vivre la révolution c'est lutter quotidiennement pour la libération de l'homme et pour son bonheur.

Vivre la révolution c'est tout simplement vivre: c'est-à-dire ressusciter, se ressusciter; ne pas crever; ne pas lâcher; continuer; aller jusqu'au bout de soi; dire non à tout ce qui n'est pas bonheur et liberté. Une société qui refuse à un homme, à un seul homme, la joie du travail ne peut jamais être qualifiée de juste et libre. Et tout homme qui a renoncé à cette joie est un aliéné ou un vendu. Que l'argent, l'efficacité et la rentabilité sociale soient les critères et les buts du travail humain dans notre société, ceci témoigne de l'aliénation et de l'inhumanité de cette société. Le travail est la prostitution s'il ne concrétise pas la libération de l'homme et si l'homme n'en retire pas de la joie. Vivre la révolution c'est découvrir et vivre la joie du travail; c'est contester toute structure qui empêche l'homme de vivre cette joie et travailler à la construction d'une société où le travail humain exprime sa libération et lui procure de la joie.

Et je fais mienne cette phrase de Wilhelm Reich: "J'étais convaincu que le bonheur culturel en général, et le bonheur sexuel en particulier formaient le contenu même de la vie et devaient être le but de toute entreprise sociale pratique." Je n'ai qu'une vie à vivre et même si je n'arrive pas à exprimer tout ce que j'y aurai découvert et accompli, je veux vivre le bonheur et la liberté. Que cette vie aih une fin. . . laissez-moi seul pour répondre à cette angoisse.

MAGAZIN DE LES KÉBECOIS

magazinn mecline

faite à Toronto
et entièrement
translatée
à Toronto.

DANS CETTE ISSUE

EN EXCLUSIVE:

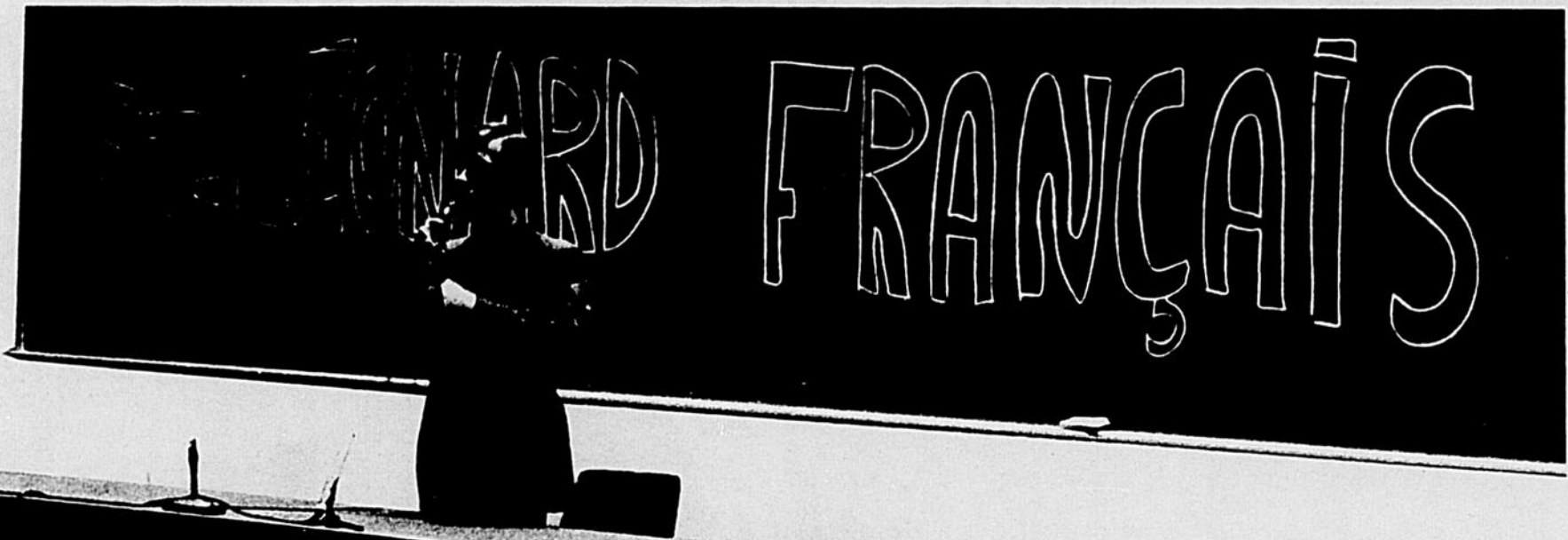
"WHAT DOES QUEBEC WANT"
SELON DIEFENBAKER

SPECIAL ABONNEMENT-ÉTUDIANT-KÉBECOIS UNE PRIME

DE \$5 SI VOUS CONSERVEZ L'ABONNEMENT.

St-Léonard oblige tout le Québec à opter pour la rupture ou le compromis face à sa situation coloniale. Le débat qui a commencé au niveau de la commission scolaire s'est transposé au plan de la politique municipale puis gouvernementale. Avec le procès de Lemieux et l'entrée dans la bataille de l'avocat Raymond Daoust face à Rémi Paul, la légitimité d'une rupture du statut colonial va être posée au niveau même de l'ordre établi. Dans ce contexte, les paroles de Raymond Lemieux et l'analyse proposée par François Thérien sont d'un intérêt certain.

La Rédaction.



QL. M. Cardinal prétend que l'absence actuelle de consensus rend impossible l'établissement d'une politique d'ensemble touchant la langue. Dans ce contexte, quelle est l'importance de la mesure provisoire qu'il vient d'adopter à St-Léonard?

RL. La position provisoire de M. Cardinal crée quand même un précédent qui va à 95% dans le sens des objectifs de notre mouvement. Ceci dit, je ne suis pas dans les secrets du parti au pouvoir. J'ai si peu de contacts avec eux que lors des négociations qui ont eu lieu la semaine dernière sur cette question, pas même un délégué de la LIS ne fut présent. Les anglophones sentent très bien l'importance du précédent créé par le ministre de l'Éducation. Quant au consensus, on pourrait parler des États Généraux qui ont voté majoritairement le principe. Mais si le Gouvernement considère que le consensus n'est pas encore suffisant nous verrons à démontrer qu'il se fait de plus en plus chez les Québécois.

QL. M. Cardinal attendra-t-il que la Commission Gendron, créée en décembre dernier pour étudier le problème linguistique, remette son rapport avant de proposer une solution globale et définitive?

RL. Je crois que toutes les données du problème existent

**Raymond Lemieux:
Québec a créé un
précédent important.**



présentement. Le Gouvernement a dans plusieurs ministères des piles de documents et de mémoires qui décrivent la situation. Il a tout ce qu'il faut pour prendre des décisions et pour établir enfin une politique globale au Québec. Le truc de la commission Gendron est évidemment encore une fois un moyen d'éviter le problème. Avec un mandat strict d'un an, la commission a déjà demandé un sursis de deux autres années. Elle n'a même pas commencé à tenir des audiences publiques. Je

pense qu'on cherche à noyer le poisson avec ça. Quant à nous, nous verrons à ce que le Gouvernement établisse une politique de la langue avant trois ans, parce que, d'année en année, le problème s'aggrave.

QL. Dans l'hypothèse où les Italiens se rangent du côté des anglophones, croyez-vous que ces derniers, maintenant qu'ils ont presque perdu la partie, vont tenter de faire pression directement par des moyens financiers, notamment touchant la caisse électorale du parti au pouvoir?

RL. Ce genre de pression s'exerce déjà depuis plus d'un an. Je pense que les pressions vont se diriger maintenant vers M. Bertrand en vue de lui faire rayer le précédent que vient de créer M. Cardinal.

QL. Indépendamment des questions religieuses et linguistiques, que pensez-vous des écoles privées?

RL. De façon générale, on ne peut pas être contre l'école privée, en autant qu'elle soit vraiment privée. Si l'argent de ces écoles provient des parents ou de ceux qui ne sont pas d'accord avec le système d'éducation publique, ça ne me dérange pas. Mais inutile de dire qu'une école privée subventionnée à 80% par l'État, comme on

vient de la décréter, c'est néfaste dans tous les domaines, linguistique et autres. Cela signifie qu'on aboutirait à une cinquantaine de systèmes d'éducation au Québec, tous financés par l'État. Si chaque groupe qui n'est pas d'accord avec l'éducation publique met sur pied sa propre école, nous ne bâtirons jamais une nation.

QL. Maintenant que la bataille est presque gagnée à St-Léonard, comment voyez-vous l'action au niveau de tout le Québec?

RL. Il y a des conflits scolaires particuliers qui existent à différents endroits et à différents niveaux. Mais je pense que dans l'évolution actuelle des choses, notamment l'escalade qui se fait de part et d'autre, la nouvelle lutte va se faire au niveau gouvernemental et parlementaire. On annonce pour le mois prochain, à l'ouverture de la session, un projet de loi sur la restructuration des commissions scolaires de la région de Montréal. C'est à notre avis une autre façon de présenter un bill 85, c'est-à-dire de légaliser l'imposition de la langue de la minorité à la majorité.

Denis Châteauneuf
Politique U du Q à Montréal

“Sa Majesté la Reine enjoint et commande à tous ceux qui sont ici réunis de se disperser immédiatement et de retourner paisiblement à leurs demeures ou à leurs occupations légitimes sous peine d’être coupables d’une infraction pour laquelle, sur déclaration de culpabilité, ils peuvent être condamnés à l’emprisonnement à perpétuité. Dieu sauve la Reine” Loi de l’émeute.



“Vous vous dites alors: il y a malentendu. Des Canadiens français se battent contre des Italiens... des petits contre des petits. Le Rapport B et B l'indique clairement, Italiens et Canadiens français se retrouvent toujours ensemble, au bas de l'échelle, plus pauvres, moins “bien placés”, moins instruits que tous les autres groupes ethniques.”

(Lysiane Gagnon, La Presse, 11 septembre 1969)

Saint-Léonard: la rupture de la situation coloniale.

Mercredi 10 septembre 1969: des Québécois et des Italiens se battent à coups de bâtons et se lancent des pierres. Rien ne sert de se scandaliser. La situation à Saint-Léonard, c'est la situation du Québec en miniature: une situation anormale.

A première vue, l'échauffourée entre Québécois et Italiens à Saint-Léonard peut paraître irrationnelle, incompréhensible: “Il y a malentendu”, se dit Lysiane Gagnon. Malentendu n'est peut-être pas le terme exact. En fait, il y a mystification. Et cette mystification, qui paraît irrationnelle dans son expression, n'est que le reflet d'une situation objective, concrète, et qui répond à une logique: la pyramide des tyrannaux.

Le colonisé: UN ETRE ANORMAL

Dans son Portrait du Colonisé, le psychiatre Albert Memmi décrit ainsi ce phénomène: “Chacun, socialement opprimé par un plus puissant que lui, trouve toujours un moins puissant pour se reposer sur lui, et se faire tyran à son tour.” La pyramide des tyrannaux constitue l'armature de toute société où des hommes vivent une situation anormale, une situation de domination.

Dans la société coloniale, la pyramide des tyrannaux se fonde sur des bases ethniques: une ethnie étrangère se fait dominatrice en infligeant l'agression permanente de ses privilèges à une ethnie dominée. Le fait d'appartenir à une ethnie ou à l'autre conditionne la position de l'individu dans l'échelle sociale. Puisque le fait colonial repose sur l'ethnie, la langue devient l'outil qui met en jeu les mécanismes de domination. Muni d'une langue étrangère à celle du colonisateur, le colonisé est étranger dans son propre pays: il est un dominé absolu, car sa langue est inopérante socialement parlant, alors que la langue du colonisateur est condition de toute communication, de toute promotion. Ainsi le racisme (on devrait plutôt dire l'ethnisme) constitue l'essence même de la société coloniale.

DEUX REMEDES: LA REVOLTE ET LE BILINGUISME

Pour échapper à sa condition de dominé absolu, deux voies s'of-

frent au colonisé, et toutes deux se réfèrent à une option nationale: la révolte absolue contre le colonisateur ou le bilinguisme. La révolte absolue se veut une réponse à la domination absolue du colonisateur. Le bilinguisme, d'autre part, constitue une tentative de compromis: le colonisé y voit un moyen, non pas de rompre avec le fait colonial, mais de s'y adapter, d'en tirer le meilleur parti possible. Bilingue, sa domination deviendra alors relative, puisqu'il y trouvera certains privilèges, quoique dérisoires par rapport à ceux du colonisateur. L'inconvénient de cette voie est que le colonisé, en tentant de se faire transfuge, se voit désormais méprisé, parfois même refusé, autant du colonisateur que du colonisé.

ST-LEONARD: L'OPTION DE LA REVOLTE

Saint-Léonard, c'est le symbole de la révolte absolue d'un certain nombre de Québécois: l'intégration scolaire des immigrants et la revendication d'un système scolaire unilingue français au Québec marquent la rupture avec le compromis du bilinguisme scolaire traditionnel et, plus profondément, avec le Canada. De ce fait, la situation coloniale risque d'être détruite: un tiers-groupe ethnique se voit refuser par la majorité autochtone dominée le droit d'utiliser la langue du dominateur (droit au “libre choix” de la langue d'enseignement). C'est un précédent.

Et le précédent est suffisamment grave pour que le dynamisme propre à la situation coloniale entre en jeu et dicte leur conduite aux deux partenaires: les deux “peuples fondateurs”, colonisateurs et colonisés, se font la lutte par l'intermédiaire d'un tiers-groupe qui ne demanderait pas mieux que de s'intégrer d'une façon normale à la société où il immigrer. Le drame, c'est que cette société est anormale. . .

LE RACISME EST L'ESSENCE DE LA SOCIÉTÉ COLONIALE

Au Québec, la langue anglaise est l'outil essentiel de promotion sociale. La discrimination ethnique est vécue et quotidienne. L'ethnisme est au coeur de la société québécoise comme le racisme est

au coeur de la société américaine. La xénophobie et la tentation ethniste sont monnaie courante chez le colonisateur. Or, jouant dans son propre intérêt le jeu colonial, l'immigrant n'a pu concurrencer avantageusement les Québécois qu'en se rangeant lui-même du côté du colonisateur. L'immigrant s'est associé, intégré, lié à l'Autre. . . De sorte que le terme WASP (White Anglo-Saxon Protestant), qui désignait originellement l'autre, désigne désormais tous les autres, immigrants compris.

Le Québécois n'est pas intrinsèquement xénophobe et ethniste: il l'est devenu. La discrimination ethnique dont il a été l'objet l'a réellement séparé du reste du Canada et de son appendice anglais au Québec, le confinant à une solitude de minoritaire. De minoritaire isolé, il cherche à devenir majoritaire responsable. Et chez lui, au Québec, l'immigrant, en s'associant à l'Autre, devient un obstacle à cette affirmation. Dans le contexte anormal d'une situation coloniale, il apparaît donc inévitable que la crise de Saint-Léonard ait pris une coloration ethniste. Dans son action, la LIS a fait tout ce qu'il lui était possible pour dissiper les malentendus. Cependant, il serait vain de nier que, dans l'attitude de la population québécoise en général face au conflit, la tentation ethniste est présente.

POURQUOI LES ITALIENS?

Cet ethnisme des Québécois que l'on peut discerner dans la crise de Saint-Léonard n'est que la contrepartie de l'ethnisme du colonisateur envers le colonisé. Dans la pyramide des tyrannaux de la situation coloniale du Québec, les Italiens sont les seuls (à part les Indiens qui, eux, vivent dans des réserves) à être plus subalternes, plus inférieurs que les Québécois. Les privilèges des Québécois par rapport aux Italiens sont certes dérisoires. Mais, en voulant s'associer au colonisateur par l'intermédiaire de la langue, les Italiens déclenchent chez les Québécois un réflexe de défense. Du réflexe de défense à l'ethnisme de défense, il n'y a qu'un pas. D'où la tentation, chez nombre de Québécois, d'agir eux-mêmes en colonisateurs face au concurrent italien récalcitrant, bref de se faire tyrannaux

face aux plus dominés. L'on peut aisément discerner cette tentation dans la tendance qu'ont nombre de Québécois à vouloir définir l'Italien collectivement (“gang de wops”) et par la négation (ex.: le nombre incroyable de blagues populaires à propos des Italiens, où ceux-ci remplissent toujours un rôle négatif).

LA PRESSE: LA PEUR DES COLONISATEURS ET DES COLONISÉS

Pour leur part, ceux qui pensent pour nous, c'est-à-dire les éditorialistes, ont tous déjà pontifié sur la question de Saint-Léonard: du côté anglophone, comme l'on est en train de perdre cet allié précieux qu'a toujours été l'immigrant, c'est la panique; en conséquence, les Québécois sont tous de dangereux fanatiques, séparatistes, unilinguistes, anarchistes, terroristes. Bref, comme on l'a si bien dit à un poste de TV anglais: de la vermine. Trudeau, lui, a été plus gentil: c'est une “mob” (quelque chose comme la populace déchaînée, expression jadis utilisée par les despotes envers leurs sujets). Cela va de soi puisque ce sont leurs privilèges que les anglophones défendent à Saint-Léonard.

Du côté francophone, les idéologues éditorialistes, qui croient encore au compromis du bilinguisme, condamnent l'intransigeance d'une révolte qui, ils le pressentent bien, mène à la rupture de la situation coloniale.

Que ce soit pour des raisons idéologiques ou pour des raisons éthiques, il reste que ce serait faire preuve d'un humanisme éthéré que de condamner ou de déplorer la tentation ethniste dont est indéniablement empreinte la lutte des Québécois à Saint-Léonard. Cette lutte est faite et doit l'être car elle atteint le coeur de la situation coloniale. L'on peut penser que l'alibi ethniste est une mystification. Mais cette mystification ne peut disparaître que si les conditions objectives qui donnent naissance à la pyramide des tyrannaux et à ses malentendus disparaissent d'une manière radicale et absolue. Bref, si la situation coloniale disparaît.

François Therrien
Politique, U. de M.



1. Quelle a été d'après vous la nature profonde et les conséquences majeures de la réforme de l'éducation au Québec?
2. Le syndicalisme étudiant, tel que vous l'avez vécu, est-il une fonction et une structure dépassées dans le contexte actuel?
3. Comment caractériser l'Université actuelle au Québec et ailleurs?
4. Quels sont les principaux problèmes qui se présentent à la collectivité québécoise dans les domaines économique, social, politique et culturel?
5. Que signifie l'alternative que représente le P.Q. face à ces problèmes que vous soulignez?
6. Qu'est-ce qui est essentiel ici présentement?

QUÉBEC 60-70

1 La nature profonde de la réforme de l'éducation au Québec résidait dans son idéal démocratique. Jusque-là, l'éducation était le domaine réservé d'une minorité riche ou de quelques individus soutenus par le système (On pouvait toujours devenir prêtre, par exemple). Aussi le contenu était-il identique aux bourgeois et à l'élite qui en profitaient: formation honnête, mais traditionnelle et individualiste.

La réforme nous a fait passer du laboratoire à l'industrie. Là où on avait 1000 personnes on en a maintenant 30 ou 40.000. Le contenu actuel est évidemment plus axé vers une formation sociale et une productivité collective.

Ce système n'est pas parfait mais il a de fiches bonnes excuses pour ne pas l'être puisque le niveau collégial n'est en place que depuis 2 ans. Attendons au moins 3 ou 4 ans avant de chanter victoire ou crier à l'échec. N'empêche que j'ai une grande admiration pour le niveau collégial tel qu'il existe actuellement. Le Cegep est une maison essentiellement sympathique et large d'esprit, sauf une ou deux exceptions, et cela même a permis à la contestation de fleurir. Le CEGEP est une maison d'échanges et de discussion.

Il reste le problème conjoncturel du choix massif du cours général par rapport au cours professionnel, mais il est en train de se régler lui-même. Si l'on se fie aux statistiques des inscriptions pour septembre. Donc, le fantôme agité, l'an dernier, est pulvérisé par la réalité nouvelle de cette année.

Les excuses sont encore plus valables pour le niveau universitaire où la réforme dans le secteur purement public ne commence vraiment que cette année avec l'Université du Québec. Sur papier, c'est une Université satisfaisante. D'ici quelques années, on pourra ré-ajuster peut-être.

Ce qu'il reste à faire, c'est l'élaboration de contenus plus modernes. Cela devrait se faire bientôt.

Les conséquences majeures de la réforme de l'éducation qui me viennent à l'esprit c'est que premièrement celle-ci a élevé dans une proportion fantastique le niveau d'information de la collectivité, en raison de l'influence des étudiants dans leur milieu immédiat et auprès du grand public également. (Ce fait devrait favoriser l'apparition de formations politiques progressistes.) La sous-conséquence évidente, c'est la spécialisation de la formation, ce qui donne des citoyens mieux informés, et plus compétents et productifs.

La deuxième conséquence, c'est le désir d'une vie meilleure, tant individuelle que collective. C'est un appétit réformiste né avec les nouvelles connaissances intellectuelles et techniques.

2 Je l'ignore. Si l'on considère que les gens n'en veulent plus, je serais tenté de dire oui. C'est là le test ultime pour une formule. Par ailleurs, pour des raisons

sentimentales et théoriques, je serais porté à dire le contraire. La période où j'ai été actif a quand même produit un bilan de réalisations. De plus, je ne comprends pas très bien ce que vous avez voulu faire en torpillant l'AGEUM. Vos nouvelles corporations tendent à reproduire les mécanismes démocratiques de l'AGEUM. Il n'y a là rien de radicalement différent. Le Quartier Latin peut toujours prendre position sur certains problèmes politiques. Votre influence risque même d'être supérieure à la nôtre.

De toute façon, sur un plan futurible, i.e. dans une Université nouvelle, avec de nouveaux étudiants, le syndicalisme étudiant sera effectivement dépassé. Un étudiant, ça ne devrait plus exister comme tel d'ici une quinzaine d'années; on aura des travailleurs engagés dans des activités professionnelles, qui puiseront, iront en même temps aux sources d'informations, chez eux ou ailleurs. On passera de l'état temporaire d'étudiant à l'âge du perpétuel recyclage et de la course à l'information, pour tous et à tous les âges.

3 Je pense que l'Université est une montagne d'Histoire, une sédimentation d'orientations, de prises de positions, de manières d'être, qui a pris un essor fantastique avec le développement technologique sans que l'on en remette en question pour autant les mécanismes. La faculté existait au Moyen-Âge, elle existe encore aujourd'hui mais avec un budget énorme et au service d'un complexe social différent. On a transformé la montagne en volcan qui n'est pas ajusté aux besoins de notre société. Je n'ai donc pas beaucoup d'estime pour l'Université actuelle.

Ce qui est beaucoup moins vrai au niveau collégial où on emprunte moins à l'histoire et où l'enseignement a tendu à devenir immédiatement un échange.

4 Dans le domaine économique, c'est un drame sur tous les fronts. Problèmes de volume, de structure, de qualité de la production, de plein-emploi et la plaie no 1 qu'est le chômage.

C'est un drame qui nous est familier au point qu'on le trouve normal. L'indicateur du % de chômage maximum est de 2% dans le plan français; au-delà, on emploie le mot crise et les moyens appropriés. Ici, de façon endémique, c'est 7 à 10%, avec des statistiques conservatrices.

Le chômage est ce qu'il y a de plus dégradant sur le plan humain et également sur le plan économique puisque la richesse d'un pays, c'est sa population active. Ici, on est trop bête pour utiliser des bras mais bientôt, en raison de la réforme de l'éducation, ce seront des cerveaux qui seront en chômage. Et le chômeur instruit est plus écrasé que celui qui ne l'est pas. Ceci, en dépit des efforts incomparables et des sommes investies dans l'éducation. Notre éco-

nomie est trop paresseuse pour intégrer les gens qu'on a produits à grands frais. Economie délabrée sous-entend injustice sociale. La carence en biens matériels minima est dramatique. Mais les gens commencent à mieux voir les problèmes et se révoltent. Dès lors, on peut parler de politique. On ne veut plus leur parler de bouts de chemins. Nous sommes à un point où une action politique cohérente qui propose des réformes en profondeur est redevenue possible.

5 Devant tout cela, le P.Q. n'a pas comme alternative de promettre un paradis impossible mais peut garantir des instruments et des motivations.

Les instruments, ce sont des outils techniques comme la monnaie, le crédit, l'import - l'export, etc... que le parti promet de rapatrier pour leur donner une pulsion québécoise et qui permettent d'envisager la solution à nos problèmes. En même temps, on fournit une motivation. Personne ne croit que Québec ou Ottawa peuvent régler le problème du chômage. En leur donnant ces outils, c'est la fin du fatalisme. L'aspect psychologique est déterminant. Une collectivité colonisée et dominée ne peut produire quoique ce soit dans les domaines économiques et techniques. L'histoire du relèvement économique de la Chine, précédée d'une prise en main de leurs affaires, est une des merveilles de l'histoire économique de l'humanité.

C'est dire que le changement psychologique sera sans doute le plus important pour les Québécois. De plus le Parti Québécois a une clientèle populaire quoiqu'on en dise (c'est le cas de mon comté). Il y a dix ans, un parti progressiste recrutait des bourgeois, ce fut le cas du NPD avec Pierre-Elliott Trudeau, mais plus aujourd'hui, précisément grâce à l'élévation du niveau d'information.

Face à la grande bourgeoisie qui n'est pas nationale mais étrangère, nous prenons certaines précautions comme le financement qui fait en sorte que nous ne soyons pas achetés d'avance. La démarche des candidats actuels au Parti Québécois est plus le fait d'objectifs à réaliser pour des gens engagés, qu'un opportunisme courant dans les vieux partis où la plupart de nos hommes auraient pu être députés ou magistrats. Cependant, je ne veux pas faire de démagogie et je suis absolument sûr qu'on va sacrifier à certaines exigences parce que les Américains sont là. Notre stratégie de développement va compter avec eux. Si l'opinion américaine dans l'ensemble (je ne parle pas de la CIA ou du président Nixon) ne voulait pas qu'on soit indépendants, on ne le serait pas. C'est la voix de la raison qui me fait dire cela.

De toute façon, ce ne sera pas facile et le phénomène de libération risque d'être coûteux pour certains individus. Mais cela le sera moins que dans d'autres pays où on a dû payer le goût du sang. C'est surtout sur le plan affectif qu'il y aura des coûts et des déchirements.



bernard landry

Président de l'AGEUM en 1962-63
membre du comité provisoire de l'UGEQ 1963-64
conseiller technique au ministère des richesses naturelles, dont René Lévesque était titulaire, en 1964-65
De 1965 à 1967: études en économie à Paris
1967-1968: Min. des richesses naturelles, directeur général adjoint à la planification
1968-Mai '69: Conseiller technique au cabinet du ministre de l'éducation (conseiller à la contestation)
Mai à juillet '69: économiste aux Richesses naturelles
Août 1969: Candidat P.Q. choisi dans Joliette
Sept. 1969: Ouvre une étude d'avocat

6 Ce qui est essentiel: courage et rationalité
Le courage est une valeur indispensable puisque le colonisateur peut nous donner des prix de consolation fantastiques. On a tout ce qu'il faut pour consoler la bourgeoisie. Le travailleur de son côté aura à s'affranchir de certaines peurs également. Il y a un aspect assez exceptionnel dans le geste d'être courageux pour un Québécois. J'ajouterais en plus le besoin de rationalité en raison des assises nationalistes de notre mouvement. L'analyse et la technique doivent nous protéger du fanatisme qui est aussi dangereux que les caisses électorales et le domination étrangère. Jusqu'à présent, tout obscurantisme a été banni du P.Q. et on s'en est tiré admirablement bien, autant dans les déclarations publiques de René Lévesque que dans les affrontements à l'intérieur du parti, quoiqu'en ait écrit un journaliste de Toronto. En conclusion, l'histoire des dix dernières années, c'est le transfert massif sur la place publique de ce dont vivaient les chapelles intellectuelles de 1950 à 1960: P.E. Trudeau, indépendamment de ses convictions fédéralistes de ce que le système le force à faire, réalise une démocratie actuellement dont il discutait durant ces années-là; pour l'aspect salut national, c'est la même chose avec notre parti.



pierre marois

1963-64: Président de l'Association générale des Etudiants de l'Université de Montréal.
1964-65: Termine son droit à l'Université Laval. Secrétaire de Paul-Gérin Lajoie, alors ministre de l'Éducation.
1965-67: Doctorat en sociologie à l'École Pratique des Hautes-Études à Paris et attaché au centre de recherche coopératif.
1967-68: Employé à la CSN à Montréal. Admis au Barreau en juin 1968. Travaille comme permanent à l'association coopérative d'économie familiale (ACEF) de Montréal depuis 1968.
Eté 69: Candidat P.Q. choisi dans Chambly.

1 La réforme de l'éducation a été le noeud gordien de la révolution tranquille. Cependant, ce qui s'est passé dans le domaine de l'éducation était une variable dépendante de ce qui s'est passé dans d'autres secteurs. Ce furent des années où on s'est quand même donné un vent ératique important.

Avant la réforme, le système d'éducation régissait une situation de privilèges pour le type d'homme formé là et qui y recevait un mandat quasi mystique de conserver des valeurs. C'était anti-démocratique, non-accessible à la majorité. La réforme a apporté une "certaine démocratisation" en élargissant la voie royale de l'Université. Surtout, en l'espace de quelques mois, à la faveur du jeu de la consultation auprès des corps intermédiaires, les gens se sont mis à réfléchir, et en peu de temps nous avons franchi des décennies. On a regardé, étudié et diagnostiqué une inadéquation de notre système d'éducation.

La réaction a été double cependant, il s'est produit un back lash conservateur qui a hissé l'U.N. au pouvoir et incité certains groupes traditionalistes, comme les chambres de commerce, à intervenir sur la scène de l'information publique. D'un autre côté, certains groupes sociaux moteurs - comme les étudiants qui à l'époque ont appuyé les changements - ont pris conscience qu'à cette étape, tout n'était justement pas fini et leur réflexion sociale s'est globalisée. On commençait à comprendre que l'éducation n'était qu'une variable d'un tout social, politique et économique. C'est sous-entendre que le phénomène de la contestation étudiante était inscrit dans les changements structurels de ces années. Je ne crois pas qu'elle soit spontanée et nihiliste puisqu'elle a des origines et des fondements, c'est un prototype de conflit essentiellement générateur de modèles nouveaux.

2 Une institution, ce n'est pas sacro-saint et une fois son rôle historique dépassé, elle doit être remplacée. C'est ce qui arrive au syndicalisme étudiant, conçu en 1958 mais qui a commencé à manquer de souffle et s'auto-contester dès 1967.

En son temps, il était la négation d'un passé de carabinage futile pour qu'enfin les étudiants se mettent au service de la nation en contestant les institutions désuètes et en appuyant certaines réformes. Ce fut aussi l'époque des premiers contacts avec la classe ouvrière et les milieux défavorisés (Les copains de St-Henri, ébauche des comités de citoyens) même si cela ne se faisait pas à la base mais au niveau des exécutifs.

Mais je n'en ai pas la nostalgie et je suis plus intéressé actuellement à connaître les phénomènes sociaux montants, la réflexion opérée dans certains milieux comme les comités d'action politiques, les comités de citoyens, les étudiants.

3 J'ai participé un peu comme représentant-étudiant à l'Assemblée Universitaire (à l'U. de M.) au début. On y a senti, de la part de l'administration, un effort pour démocratiser un peu les structures, instaurer quelques mécanismes de consultation mais, problème classique, c'était trop peu, trop tard: la réflexion collective avait déjà débouché sur autre chose. Ce que l'on a pas saisi, c'est que l'Université elle-même était mise en cause globalement.

L'Université au Québec a ses caractéristiques propres et des facettes qu'on retrouve partout aussi. Je raisonne à partir de réalités comme les cours magistraux opposés à la recherche personnelle, les examens et les diplômes par rapport au dossier critique, etc, pour conclure essentiellement que l'Université ici, est profondément déchirée devant des choix critiques; exactement comme la société.

Elle hésite, prise dans son modèle traditionnel, entre la tentation d'un modèle intermédiaire, libéral, industriel et hautement technologique, devant répondre à des impératifs de développement économique, et un modèle nouveau, pas encore créé mais plus axé sur les forces créatrices de l'homme, la liberté et l'humain, facteurs qui sont nivelés dans la société actuelle. Elle devra aussi être basée essentiellement sur la participation de ses premières composantes, les professeurs et les étudiants. Le déchirement est vécu dans plusieurs pays, France, Italie, Yougoslavie, les pays socialistes n'y échappent pas. Mais partout, le modèle nouveau s'élabore dans une recherche intense. Au Québec, nous avons des enracinements sérieux de modèles inspirés d'un vouloir vivre collectif, je me réfère entre autres à certaines phases du mouvement coopératif et à quelques écrits de Fernand Dumont. Durant certaines années, l'Université va tenter de se moderniser et ainsi suppléera à de vrais besoins, mais sans résorber la contestation fondamentale.

1. Quelle a été d'après vous la nature profonde et les conséquences majeures de la réforme de l'éducation au Québec?
2. Le syndicalisme étudiant, tel que vous l'avez vécu, est-il une fonction et une structure dépassées dans le contexte actuel?
3. Comment caractériser l'Université actuelle au Québec et ailleurs?
4. Quels sont les principaux problèmes qui se présentent à la collectivité québécoise dans les domaines économique, social, politique et culturel?
5. Que signifie l'alternative que représente le P.Q. face à ces problèmes que vous soulignez?
6. Qu'est-ce qui est essentiel ici présentement?

QUÉBEC 60-70

4 C'est d'abord celui de la domination politique et, conséquent à celui-là, tous les autres. D'abord sur le plan économique, les problèmes de vivre les paradoxes les plus incroyables: un pays avec des richesses inouïes, avec, depuis la réforme de l'éducation, des cadres compétents, du savoir-faire, un potentiel fiscal qui nous donnerait en commençant un budget de \$6 milliards environ, ce que la Suède vient juste d'atteindre. Démarrer dans ces conditions, ça ne s'est jamais vu ailleurs.

A côté de ces richesses, on prend un plaisir masochiste à battre les records de chômage au Canada et nos propres records. Les conséquences en sont désastreuses.

Le problème social de la pauvreté est d'autant plus incroyable au Québec qu'on vit dans une société qui nous charrie l'abondance à pleines vitrines, à pleins journaux, radios, t.v. Et c'est pire en milieu rural qu'en milieu urbain. Ce qui veut dire qu'un fort contingent de citoyens sont privés de droits stricts comme le logement, la santé et le travail. C'est incroyable! Pendant ce temps, toutes les politiques sociales reposent sur les concepts les plus désuets de charité publique qui n'ont pour fonction que de maintenir cette situation de pauvreté. Pendant ce temps encore les mass-media insistent sur la consommation à tout prix comme clé du statut social décent (tu sais, "Mon voisin Hector et son ambassadeur"). Et puis on a inventé la pire chose de toutes: le crédit reposant sur une législation fédérale datant de 1956, permettant une exploitation écoeurante à la faveur de taux d'intérêt à 24%.

Sur le plan politique, nous vivons le "choc en retour" de la révolution tranquille essoufflée qui a mis au pouvoir la stagnation. Et sur le plan culturel, entendre au sens strict, l'état de la langue parlée, symptôme clé, souffre de l'envahissement par l'étranger. La télévision, le cinéma, la publicité ne correspondent pas à notre culture.

5 Ecoute, il faut procéder par étapes. Ça sert à rien de penser à un autre possible tant qu'on aura pas réglé notre problème de domination politique et récupéré certains instruments collectifs indispensables. De plus, d'accord avec Marcel Rioux (La question du Québec) je pense que le P.Q., c'est l'expérience politique la plus sérieuse depuis le Parti Patriote de 1830. Même si on veut le contester, le parti est populaire: 30 ou 40 mille membres, un congrès annuel et des élections annuelles à tous les postes, ça ne se trouve pas ailleurs. En son sein, le P.Q. reproduit certains des éléments, certaines des choses qu'il voudrait voir dans un nouveau Québec. Le financement est populaire, le programme est élaboré par la base, etc... Il y a des gars vigilants et qui cherchent dans ce Parti.

Je pense que tant qu'on n'aura pas réglé nos querelles constitutionnelles et récupéré le pouvoir, on restera aux prises avec les conséquences culturelles effarantes de la

domination politique. Or, il n'y a pas de raison pour qu'on passe à côté de ce qui s'est passé ailleurs, à la faveur du même processus de décolonisation: libération d'énergies incroyables qui nous permettraient de faire du Québec un immense chantier.

On ne pourra pas s'en sortir si on ne procède pas par étapes. Mon adhésion correspond au fait que je pense deux choses importantes: 1. Se débarrasser de la domination étrangère, 2. Tout en y réfléchissant dès maintenant, travailler ensuite à concevoir un modèle de société. Travail articulé par une réflexion opérationnelle. Eventuellement, nous déboucherons sur une véritable démocratie de participation.

6 Il y a des impératifs dans le temps, sinon dans 15 ans on ne sera plus là pour en parler. Il faut donc rapidement la souveraineté politique. C'est important, c'est une des révolutions les plus importantes que puisse vivre une collectivité. Et cela, ne correspond pas aux aspirations des "guenilles québécoises" de la rue St-Jacques, mais à ceux qui veulent vivre ensemble.

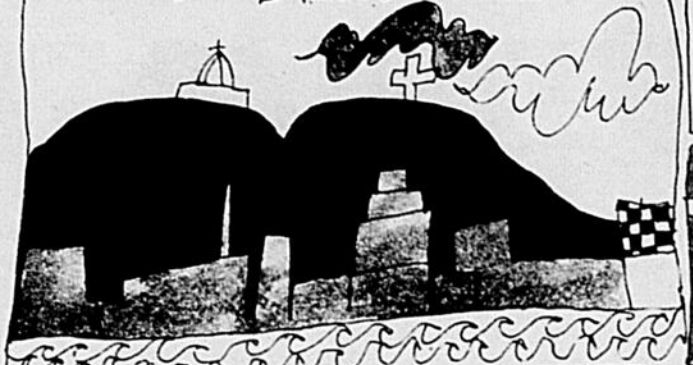
Mais il faut se méfier du nihilisme collectif. C'est autant d'énergies de perdues. Pour le reste, il faut cesser de se demander ce qu'en pensent les Américains, de Gaulle et qui que ce soit.

LE SÉLECTION DU LECTEUR DIGÉRÉ PRÉSENTE:
L'ÊTRE LE PLUS EXTRAORDINAIRE QUE J'AIE CONNU.

NOTRE HISTOIRE DÉBUTE VERS 1955
LA VILLE DE MONTREAL, OÙ TOUT
SEMBLAIT CALME...

**JEAN
DRAPEAU**

... NE L'ÉTAIT PAS POURTANT.
EN EFFET DES MECHANTS SE CA-
CHAIENT DANS DES CAVES QUI FLUAIENT
LA VERMINE.



UN JOUR LE CIEL CONSCIENT DE CE
MARAUME ENVOYA UN EMISPHERE



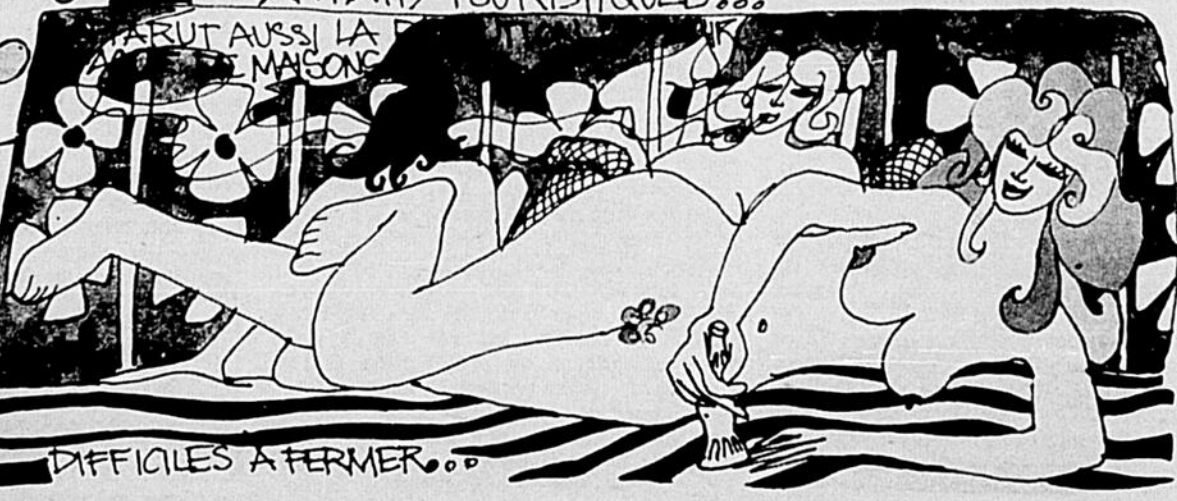
CELUI-CI
EST MON
BEN-AIME
FAITES-Y
ATTENTION
IL VOUS EN
FERA VOIR DE
TOUTES LES
COULEURS.



C'EST AINSI QUE JEAN PARTI EN CROISIERE
CONTRE LES MECHANTS CE QUI LUI VALUT LE
SURNOM DE DON QUISHOT DE LA 'MAINE'

AVANT PURGÉ
MONTREAL DE
CES ÉLEMENTS
TROUBLES, JE-
HAN SE TROUVA
AVEC DE NOU-
VEAUX PROBLÈ-
MES, ENTRE
AUTRES...

... LA POLLUTION DE L'EAU (CELA SE COMPREND, ON
NE PURGE PAS UNE VILLE IMPUNEMENT) FAISANT
MOURIR DE NOMBREUX POISSONS ENTRE AUTRES
LES BARBOTTES PRIVANT LA VILLE D'UN DE SES
ATTRAIS TOURISTIQUES...



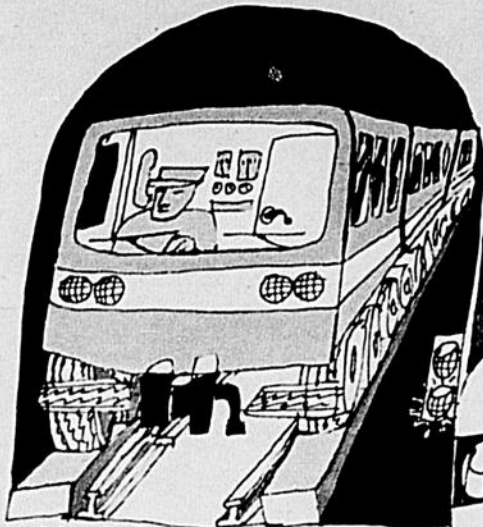
DIFFICILES A FERMER...

LE PEUPLE CHERCHE À OUBLIER SES PROBLÈMES...



IL NE FAUT PAS QU'IL PENSE... DU PAIN & DES JEUX

SUNENT UNE FOULE DE RÉALISATIONS ÉTONNANTES...



UN TRAIN ÉLECTRIQUE



CREUSEZ VOSTROUS C'EST FACILE BÂTISSONS DES ÎLES

UN SOIR, COMME UN EMPEREUR ROMAIN AVANT LUI...

LA LUNE POURQUOI PAS?



NASA

NOUS REGRETTONS ILS SONT DÉJÀ PARTIS ILY A UN MESSAGE?...



LE VAISSEAU D'OR

DU HAUT DE MON BATEAU LE XX^e SIÈCLE ME CONTEMPLE

PAS BESOIN DE SE LEVER DE BONNE HEURE POUR VOUS CUISINER GANG D'HABITANTS

J'AIME LE JAPON C'EST PAS BESOIN DE SE LEVER DE BONNE HEURE POUR VOUS CUISINER GANG D'HABITANTS

ESPERONS QU'ENFIN Y VA FAIRE UN BON TRIP

Y'EST-Y PARTI?

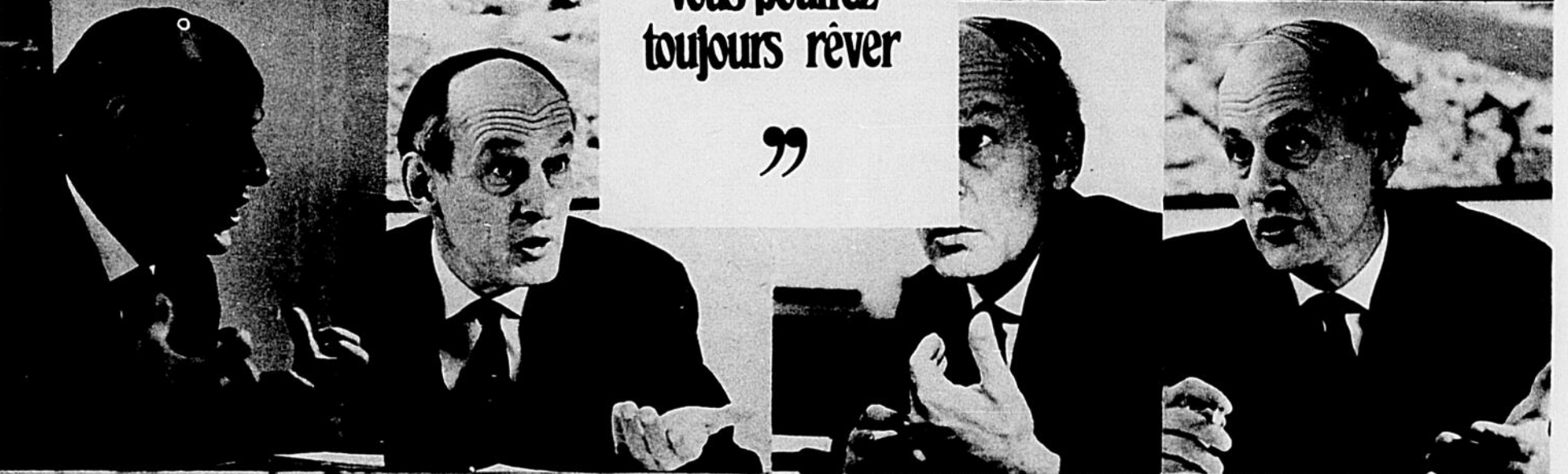
PHIEW!

OUI Y VIENT DES'ENVOYER EN L'AIR



“
sans la souveraineté
vous pourrez
toujours rêver

”



face à face avec rené lévesque

PLUSIEURS PORTE-PAROLE DES JEUNES REVENT EN COULEUR

Que représentent les jeunes pour le P.Q.?

Les jeunes sont ceux qui profiteront de l'indépendance ou paieront les pots cassés selon que ça se fera ou ne se fera pas, selon que ça se fera bien ou mal. Il ne faut cependant pas généraliser. Le mot "les jeunes" me fait un peu peur, car la jeunesse est aussi fractionnée, aussi faite de courants divers y compris l'inertie que les autres générations. Je refuse d'en parler comme d'un bloc monolithique. Il y a des porte-paroles qui s'érigent en maîtres à penser, qui manoeuvrent ou dirigent chacun des fractions d'opinion chez les jeunes, mais la grande masse des jeunes me paraît atteinte assez facilement de la même inertie que les autres générations. La plupart de ceux qui se disent porte-parole des jeunes souffrent terriblement d'illusion: ils n'ont pas l'air de pénétrer très en avant dans le milieu. Quant à nous, comme on propose un changement fondamental, on tâche d'intéresser le plus grand nombre des jeunes qui sont politisés, et on espère en convaincre un nombre suffisant pour aller chercher les autres, au moins pour les faire voter, car un des enseignements de '66 est que le vote de 18 ans n'a pas donné de résultats massifs dans la génération des 18 à 25 ans: ils n'ont pas voté fort. Mais on se frappe assez souvent à une espèce de romantisme de

certain leaders jeunes, étudiants en particulier, pour qui c'est déjà dépassé comme si c'était fait: c'est déjà vieux jeu pour eux l'indépendance du Québec; eux vont déjà dans des révolutionnaires mondiales ou des sous-vietnam québécois. Ca, ça me fait suer un peu. C'est un irréalisme normal et généreux à cet âge, mais ça risque de compromettre des étapes nécessaires qui ne sont pas faites et sur lesquelles il faut travailler d'arrache-pied.

L'EFFICACITÉ DE L'APPAREIL PUBLIC EST UN INSTRUMENT INDISPENSABLE

Précisément, on a l'impression que les jeunes (18-25) vont voter pour le P.Q. mais ne s'identifient pas tellement au P.Q. Cela s'explique, à notre avis, par le fait que le contenu essentiel du programme du P.Q. consiste en une nationalisation de l'appareil gouvernemental, dans un sens nettement technocratique, alors que les préoccupations naturelles des jeunes actuellement sont axées moins sur le problème de l'Etat que sur les problèmes concrets de la population et sur les possibilités de créer un nouveau type de société plus libertaire et plus égalitaire. L'indépendance du Québec les intéresse moins comme changement de la machine gouvernementale que comme libération populaire.

Vous parlez au nom de certains

petits groupes plus ou moins nombreux mais qui sont loin d'avoir pénétré chez les jeunes, parce que les jeunes c'est gros. Je ne sais pas quelles douzaines de jeunes vous prétendez interpréter en disant cela. Ne vous imaginez pas que je vais entendre ça de façon générale des jeunes du Québec, parce que je le fais le tour du Québec. Ce sont des milieux très restreints de Montréal, Québec, peut-être de 3 campus universitaires, et encore, qui n'ont pas prouvé qu'ils étaient moteurs jusqu'ici.

C'est un des aspects du P.Q. que cette rationalisation technocratique, cet effort vers la compétence dans l'administration publique au moins autant que dans les grandes corporations privées, mais ce n'est pas tout. Cependant, je ne vois pas comment on peut s'en tirer autrement, Dieu sait qu'on a besoin de l'efficacité de l'appareil public. Ce qu'on veut faire au point de vue social et économique constitue un nouveau type de société qu'on veut réaliser par étape. Je ne crois pas aux révolutions dans ces domaines parce qu'il faut tout rebâtir après. Je crois que dans le contexte de l'Amérique du Nord, notre partie du monde occidental, c'est rêver en couleurs que de s'imaginer que ça va se faire autrement. D'autres peuvent penser différemment bien sûr.

NOUS AVONS CHOISI L'ÉLECTORALISME

Mais dans le contexte actuel de votre stratégie pour prendre le pouvoir, le contenu de

ce programme "social" s'estompe de plus en plus. Ce qui ressort de plus en plus, ce sont des thèmes semblables à ceux des libéraux de '60 sur la nécessité d'un changement et à ceux des créditistes sur l'impuissance des vieux partis. Une enquête a même révélé que beaucoup n'identifient même plus le P.Q. à un parti indépendantiste. Une telle mobilisation ne devient-elle pas équivoque et fragile et est-il nécessaire d'escamoter des choix plus fondamentaux?

Si les gens n'identifient pas le P.Q. à l'indépendance, c'est qu'ils sont prisonniers de leur propre petite propagande à l'envers et des clichés qu'ils se sont fabriqués sur nous sans avoir suivi nos activités. Dans l'exposé du programme, nous plaçons toujours au coeur de tout la souveraineté du Québec, son indépendance politique, fiscale, etc.

S'ils ne se donnent pas la peine de nous entendre et préfèrent nous calomnier dans leurs petites chapelles où ils se regardent le nombril, c'est leur droit, mais c'est faux.

La stratégie, c'est de prendre le pouvoir le plus vite possible par des moyens démocratiques; ce qui veut dire qu'on doit faire - ce que certains appellent avec des moues que je trouve assez curieuses à moins qu'ils aient le courage de leur pensée et disent qu'ils veulent faire une révolution par d'autres moyens - on doit faire de l'électoralisme. Il faut faire un choix. Il n'y a pas 40 avenues pour aller au pouvoir avec un programme et avec l'intention de le réaliser et non pas de romancer

FACE A FACE

avec rené lévesque

autour jusqu'à ce qu'on soit des petits vieux; ou bien on essaie de jeter le système par terre en noyant des militants en dehors des structures et des règles acceptées du jeu et on prépare une révolution, ou bien, dans les règles d'un jeu secret, celui des sociétés parlementaires quelles qu'elles soient, on essaie de prendre le pouvoir par les moyens reconnus. Nous avons fait l'option. C'est clair. On ne la changera pas. On va prendre le pouvoir par des moyens électoraux mais sans sacrifier notre programme et sans jamais délayer le fait que si on prend le pouvoir, l'étape immédiatement entamée va être celle de la souveraineté du Québec, c'est-à-dire la sortie du régime fédéral. C'est pour nous un moyen et non une fin. La fin, c'est un programme qui, par étape, peut améliorer la société québécoise à un point où on ne la reconnaîtra plus, et lui donner la sécurité culturelle, ce levier pour faire son développement et arrêter de le quêter aux autres, améliorer la taxation et l'injustice qui règne à tout point de vue. Il faut une étape pour commencer: c'est la souveraineté, la possession des leviers et ressources collectives du Québec. C'est ce qu'on se tue à dire et la base sur laquelle on recrute.

C'est évident qu'on parle des vieux partis. Il est arrivé que des créditistes aient parlé également là-dessus. Et après! Ils avaient raison là-dessus. Je l'ai vécu moi-même. Quand on dit "il faut que ça change", c'est la même chose.

Les libéraux l'ont dit en '60 mais ils ne voulaient pas de change-

ments fondamentaux, je le sais, je l'ai vécu. Qu'on dise aujourd'hui, en soulignant que c'est plus fondamental qu'on ne l'a jamais imaginé dans ce temps-là, y compris moi, est-ce que ça nous rend libéraux de '60? Merde! C'est enfantin.

ON NE PEUT TOUT ENDOSSER SI ON VISE À ÊTRE UN JOUR UN GOUVERNEMENT RESPONSABLE

On constate tout de même que vos interventions - car vous demeurez à peu près l'unique porte-parole - portent beaucoup plus volontiers sur Ottawa, sur le gouvernement, que sur les débats qui ont cours dans la population du Québec, sur les problèmes concrets tels le logement, le chômage, les problèmes municipaux, les cégeps, la réforme de l'éducation, la question linguistique, les conflits de travail. Quant aux divers conflits qui manifestent ces problèmes de fond, vous restez volontiers muet ou évasif: pensez à St-Léonard, à l'opération McGill, à l'opération Alarme, au mouvement étudiant. Même s'il y a un programme, il est tout de même nécessaire de savoir comment les politiciens du P.Q., qui seront les agents de ce programme, se comportent face aux réalités. L'innovation que veut provoquer le P.Q. est sensible dans les structures du parti mais elle est beaucoup moins sensible au niveau des déclarations

publiques et des éléments à partir desquels l'électorat s'engage.

L'opération McGill, c'est très simple: on était contre; on l'a dit une fois, mais ce n'était pas nécessaire de cogner sur des gars à bras raccourcis. On pouvait pas faire autrement qu'être contre, parce que c'était une opération aberrante. De deux choses l'une. Ou on veut détruire McGill et alors qu'on ait le courage de le dire, ou on veut tolérer la présence d'une université de langue anglaise. N'importe qui, surtout des soi-disant intellectuels, censés avoir une tête formée, sait que c'est complètement malhonnête de faire croire qu'une université qui parle anglais peut devenir une université française sans être détruite. Le slogan "McGILL, Français", si c'est sérieux ça veut dire la détruire; si c'est pas sérieux, c'est qu'on veut jouer avec le monde. On a joué là-dessus. Plusieurs sont allés parce qu'il faisait beau, que c'était excitant, parce que c'était une espèce de jeu collectif de revendication. J'ai un respect pour les intellectuels qui dirigeaient l'opération et j'ai compris les mots comme signifiant ce qu'ils disaient, à savoir qu'il faut détruire McGill. Or notre programme n'est justement pas cela. C'est d'enlever des privilèges, de rétablir une sorte d'équité qui sera dure à avaler pour les anglophones mais proportionnelle à tout point de vue.

L'opération Alarme, on n'a pas eu le temps de l'analyser. Mais on a eu certains qui nous a fait comprendre qu'il y a, parmi les grévistes de la faim, un gars à \$15.000, à \$20.000, dollars par

année qui venait des Jeunes Canadiens, en automobile, faire sa grève de la faim. Je sais qu'il y avait un autre gars dont je connais le dossier qui est un dossier plus ou moins douteux. Je crois qu'on doit pas s'embarquer dans toutes les improvisations d'une société en ébullition, en pleine transition, endosser tout et n'importe quoi sans avoir un dossier réaliste sur le fond de l'affaire. On vise encore à être un gouvernement responsable un jour. Il faut habituer le parti à être l'instrument de ça.

Sur St-Léonard, on s'est prononcé et ça nous a même fait perdre des partisans. Lorsque l'école Aimé-Renaud a été occupée personne était allé voir mais on essayait de nous vendre l'idée que c'était purement des parents locaux qui, dans une espèce de prise de conscience extraordinairement spontanée, avaient pris sur eux de faire occuper l'école par leurs enfants. On se faisait faire des pressions comme quoi on était des traîtres si on ne se prononçait pas tout de suite. En 48 heures on a découvert que Pierre le Québécois était un jeune notable du RIN qui était venu de l'extérieur avec quelques militants pour encadrer quelques jeunes, mais que ça avait été téléguidé. Ça réduisait pas à zéro la valeur de l'opération! Mais si on veut être un parti qui soit autre chose que de la démagogie ambulante, il faut faire l'analyse des faits. On ne peut pas toujours se fier aux mass-média qui font souvent plus facilement de la propagande que de l'information. On n'arrête pas de parler du chômage, des taudis, on essaie de

rester en communication avec les éléments les plus valables des comités de citoyens. On l'a inscrit au programme.

Chaque fois que l'occasion se présente, on dépose le programme sur le logement, le réaménagement, le regroupement municipal, etc. . . On ne le note pas toujours dans la presse. On est pour le regroupement municipal urbain dans des formes démocratiques, on est pour l'établissement de structures régionales; tout le monde est facilement pour. On vient de faire la tournée Gaspésie-Côte Nord, et les 3 exposés ont porté partout à la fois sur le financement du parti (Me Guérin), sur le type de société qu'on projette par le programme (M. Laurin) et sur la souveraineté comme instrument pour y arriver (moi-même).

Bien sûr on pioche plus encore sur l'idée de la souveraineté qui nous paraît la base! On ne peut tout de même pas improviser un programme. Le programme appartient aux membres. Nous n'avons pas l'intention de le tripoter ou de le laisser tripoter par toutes sortes de petites chapelles.

Ce qui vous fatigue, ce ne sont pas nos objectifs mais nos méthodes. On dirait que vous voudriez que ce soit plus vacarmeux. Quant à ma place dans tout cela, je tiens à dire que nous cherchons à élargir de plus en plus l'équipe valable.

UN DES VIEUX PARTIS DISPARAITRA PROCHAINEMENT

Comment se présente l'avenir

avec rené lévesque

du P.Q. dans la conjoncture actuelle: élections, entrée des créditistes provinciaux, nouveaux leaders libéral, unioniste, la montée de la force de droite, etc.

Ce qui va être historique, c'est qu'une douzaine de députés P.Q. soient élus dans ces règles actuelles du jeu au nom de l'indépendance politique et du Québec souverain. A partir de là, on débalance le système actuel. Nous cherchons à identifier les régions où il y a le plus de chances. Les sondages qui paraissent souffrent souvent de bien des déficiences: catégories, endroits, etc. Par exemple, Québec et Trois-Rivières ne sont pas très représentatives parce que conservatrices ou imprévisibles.

Quant aux créditistes, d'abord, ce n'est pas fait. Ça apparaît de plus en plus comme un besoin personnel, presque maladif, de M. Caouette qui a son "one man show", qui commence, comme c'est habituel, à dérailler un peu en croyant que sa clientèle est son objet et qu'il peut la manipuler comme il veut. He is riding for a fall. C'est un peu triste, car le vote créditiste a été le premier vote contestataire au Québec: il était valable et a donné des résultats valables à Ottawa. Ça nous ferait du tort à nous dans certains coins, si ça se faisait, mais ça pourrait être le glas définitif de l'Union Nationale parce qu'une grande partie de la clientèle de l'Union Nationale votait créditiste au fédéral n'ayant jamais pu se résigner à voter bleu

au fédéral à la suite de Diefenbaker. Ce que ça pourrait faire de toutes façons, c'est émietter un des deux vieux partis, car il y en a un des deux qui est appelé à disparaître dans les prochaines échéances et on ne sait pas lequel. Je m'en fous pour ma part, pourvu qu'ils commencent à nettoyer le paysage.

Les réactions qu'on voit étaient prévisibles dans les milieux traditionalistes qu'affole la perspective d'entrer définitivement dans le 20ième siècle. Ça les panique. C'est pour ça que ça me rend d'autant plus aigri de voir nos forces de gauche et progressistes devenir aussi bêtes qu'ailleurs. L'émiettement, le besoin doctrinaire d'avoir chacun sa chapelle où l'on se regarde le nombril et on s'imagine qu'avec ça on est sauvé. C'est toujours plus facile d'organiser une réaction ultra-conservatrice que de mobiliser d'une façon rationnelle les forces qui prétendent être progressistes.

6. Le P.Q. est à la fois un parti et un rassemblement de multiples tendances nationalistes. Par ailleurs, vous représentez un peu la révolte contre la discipline partisane des libéraux comme étant un obstacle aux vrais débats. Qu'en est-il de la discipline de parti dans le P.Q. et comment la justifiez-vous?

Chez les libéraux, j'ai eu le choix de me taire ou de partir; je suis parti. Au P.Q.; outre les congrès, ce n'est pas foncièrement différent, sauf qu'on a accepté que les dissensions s'expriment dans les Congrès. Si des gens ne sont pas d'accord avec le Congrès, c'est à eux de juger s'ils doivent par-

tir. On assure le droit à la critique interne à l'intérieur de l'idée de l'indépendance du Québec.

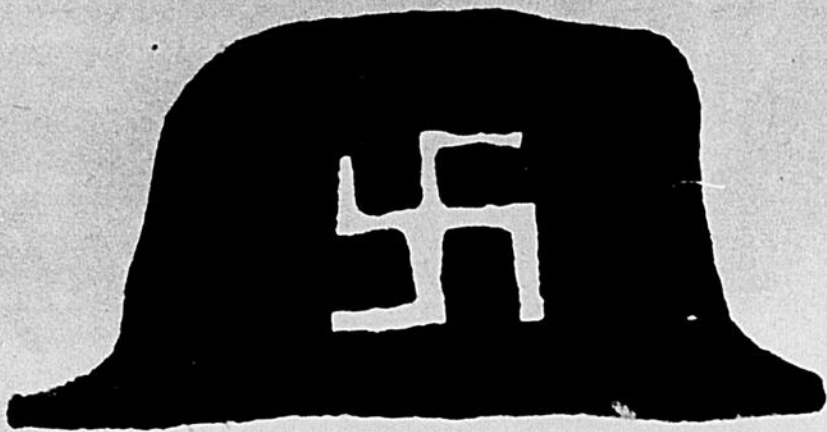
Qu'évoque Duplessis pour vous?

Deux choses. Une chose sérieuse d'abord, lorsqu'il a obtenu l'impôt provincial. Dans le contexte du temps, ce fut la première et la dernière fois que je fus fier de lui. Une deuxième est plus anecdotique. J'avais noté, dans son bureau à sa maison de Trois-Rivières, 3 photos en vue: celle de sa mère, celle du Frère André et celle de Napoléon Ier. Ça résume tout Duplessis.

SANS LA SOUVERAINETÉ, VOUS POURREZ TOUJOURS REVER

Au total, ce qui compte c'est réussir à se donner la condition de départ qui pour nous est la souveraineté. Tout le reste devient impossible, rêverie romantique si on ne commence pas par cela. Notre programme est loin d'être parfait, mais si le Québec peut s'administrer lui-même, que ce soit par vous ou d'autres, vous en ferez ce que vous voudrez - j'espère que ce sera par des moyens démocratiques. La société québécoise pourra se donner le dessein qu'elle veut.

Mais vous pourrez toujours rêver si on ne fait pas ça d'abord. On va tout simplement devenir une succursale de l'empire nord-américain, point. C'est bien en marche d'ailleurs. Vous irez vous contester à Columbia ou ailleurs. Arrêtons de rêver en couleur.



« la politique
c'est l'art de veiller
au bonheur des gens »

Pour ou contre WAGNER à St-HYACINTHE.

La remontée de M. Wagner paraissant significative de la remontée en surface des forces conservatrices et autoritaires qui caractérise l'actualité politique des derniers mois au Québec, Jean Castonguay et Yvon Brunelle (Politique, U. de M.) se sont rendus à St-Hyacinthe et ont recueilli les réactions directes de plusieurs citoyens à l'image équivoque de M. Wagner, qui est faite d'un mélange d'autoritarisme (Law and Order) et de philanthropie. Vous jugerez vous-mêmes de ce que la population retient de cette image, et de la portée de ces réactions qu'on retrouve actuellement un peu partout dans le monde: Wallace, Von Thadden, les Colonels, etc.

C'EST UN JUIF,
JE L'AIME PAS

C'EST UN CROSSEUR
QU'IL RETOURNE
DANS SON PAYS.

CHÔMEUR

Si vous aimez Hitler
vous aimez Wagner.

Les camps de
concentration exis-
teront-ils encore ?

Ça ferait une belle gros-
se police, mais pas un
premier ministre

Étudiant Czep II

si il se ferme pas
la queue il va
faire percer ses culottes.
Il dit la vérité. Je pense
rien de lui comme premier
ministre. J'ai trop d'ouvrage
avec mes poulets et mes
cochons.

Cultivateur.

BON GARS

BON MINISTRE

BON DÉPUTÉ

BON HOMME

GARS INSTRUIT

JOURNALIER

il m'est indifférent.
je l'aimais comme
ministre de la justice
mais pas comme premier
ministre.
il est trop catégorique

Gaspariste.

Je le trouverais bon
comme ministre de la
justice. Il mettait un
jeu d'ordre. On n'est
pas assez dur. D'arriver
de Russie: c'est de la
"bull-shit". On a besoin
d'ordre. On devrait réunir
les mécontents et les en-
voyer en Russie.

prêtre

C'est un bon
homme. Y'a pas
peur de rien, pas
peur de personne de
la pègre.

Il serait un bon
premier ministre, il
les brasserait.

Mécanicien.

C'est mon homme pour les
libéraux parce que y a de
la joigne.

Barbier

Comme ministre de la justice
ou premier ministre
ça va être un type excellent
parce que ça va hâter
la révolution!

professeur
cegep.

Je le préfère
comme ministre
de la Justice.

Parce qu'il a plus de
cran que les autres
Waiter

Ti rouge la teareur!
Je trouve qu'il veut re-
mettre le régime duplessiste.
C'est un dictateur.
Je ne l'aime pas.
Il est antipathique.

étudiante
CEGEP.

Je le trouve formidable.
Il est capable de prendre des
décisions. J'admets qu'il
est dur, mais en certaines
circonstances il le faut.

professeur
au secondaire.

le P.Q. a la nostalgie de la révolution tranquille

éditorial

Les Québécois sont en train de vivre une double prise de conscience. D'abord la prise de conscience nationale marquée d'une agitation politique qui a connu de nouveaux sommets récemment à St-Léonard. Et ce n'est pas fini. D'autre part une nouvelle prise de conscience, plus sourde mais fondamentale, identique à celle que l'on remarque dans les pays développés, de San Francisco à Belgrade, a eu comme conséquences simultanées le désarroi des classes moyennes et une contestation radicale qui sont des témoignages permanents de la nature caduque des structures politiques dans lesquelles nous vivons. Ces deux prises de conscience ne sont pas opposées. L'on remarque même que les radicaux des deux tendances se retrouvent dans l'action, alors que les nationalistes modérés travaillent avec des sympathisants de gauche au sein du Parti Québécois. Et pendant que une réaction autoritaire se développe face à cette double prise de conscience, le P.Q. lui, apparaît comme une solution centriste, acceptable à la majorité.

La réaction autoritaire

Il est visible qu'une réaction autoritaire se développe au sein des vieux partis et qui cherche appui dans les classes moyennes. Elle se donne comme objectif le retour à la légitimité du peuple, lésé par trop de contestation, en offrant un leadership d'airain pour y parvenir. C'est Claude Wagner (la politique, c'est donner du bonheur aux petites gens), Jean-Guy Cardinal (dénonçant les haut-fonctionnaires), et de nombreux autres. Ce sont des phrases qui prennent

à Rosemont, Chicoutimi, Rimouski, etc., où des enquêtes ont démontré l'existence d'une majorité de citoyens désarmés, ne demandant pas mieux que de s'accrocher au premier messie venu.

Et que se cache-t-il derrière ces slogans de légitimité et de leadership, sinon le retour à la torpeur collective des jours gras de la démocratie libérale? Nous cherchons en vain comment participerait au pouvoir le peuple, enfin légitimé, dans les déclarations de Me Wagner, par exemple. Il nous semble qu'au mieux, le type de société que ces hommes veulent nous offrir serait ressemblante à la cité du maire Jean Drapeau à Montréal, où les classes moyennes sont au cirque pendant qu'un fort pourcentage chôme.

Tout cela nous apparaît comme du mauvais duplessisme, avec l'autonomie en moins. Il y manque le gadget approprié pour entretenir les illusions populaires. A l'Union Nationale, Rémi Paul mise sur la chasse aux sorcières, tandis que la rengaine "pain et beurre" libérale sonne faux. Et quand ça prend, ce ne sont que des feux de paille car on vise invariablement à côté des problèmes fondamentaux cités au début. C'est ce qui fait la force du Parti Québécois qu'il lui fait vibrer une corde nationaliste, laquelle n'est pas fautive.

Le P.Q. néglige une partie du problème

Le P.Q. séduit pour cette raison. Il a le handicap de vouloir être porté au pouvoir par les classes moyennes cependant, comme les autres partis, mais en offrant deux choses.

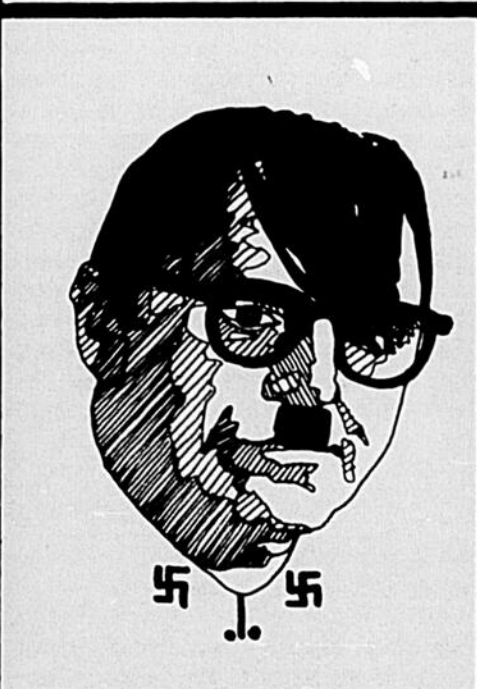
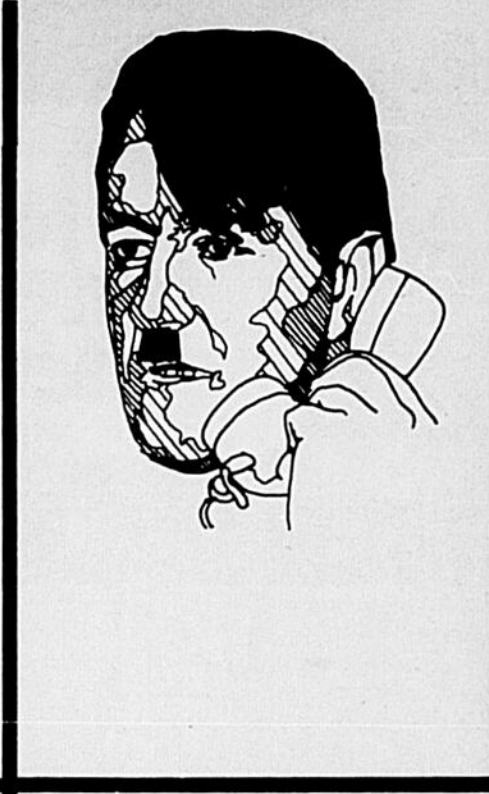
1- la modernisation de l'appareil étatique. Ceci rallie les déçus de la révolution tranquille essouffée. Ils veulent la reprendre et continuer dans la même voie. Ils reprendraient volontiers le slogan des libéraux de 1960: c'est le temps que ça change! La souveraineté politique est une condition d'accomplissement pour leurs vastes projets.

2- La participation. Caisse électorale démocratisée et participation. D'accord pour la modernisation de L'Etat. Ceux qui se rattachent à cette idéologie y voient surtout un instrument pour une société et une démocratie nouvelle.

Or nous croyons de plus en plus que ces deux optiques s'opposeront à l'intérieur du P.Q. car elles représentent des options différentes sur le contenu de l'indépendance. Jusqu'à présent, surtout par la voix de René Lévesque, c'est l'image technocratique qui a prévalu. Par sa bouche, le P.Q. se situe délibérément en marge de toute une critique sociale qui se fait au Québec. Il refuse d'en discuter le fond sous prétexte qu'elle est minoritaire ou qu'elle n'emprunte pas la voie légaliste.

Tant que cette image prévaut, toute identification au P.Q. nous apparaît pour le moins prématurée. Pour que ça ne lui retombe pas sur le nez dans l'avenir, le Parti Québécois aurait intérêt à ne pas repousser du revers de la main l'action des citoyens de St-Léonard et l'Opération Alarme. Ces choses témoignent d'un désir de changement social profond qu'on ne doit pas négliger. Mais comme l'explique Lévesque lui-même, la stratégie électorale du P.Q. peut-elle intégrer cette recherche? C'est là tout le dilemme qui fait que le parti risque de ne plaire bientôt qu'aux classes moyennes, résignées à l'indépendance.

les autoritaires



J'ai travaillé à Tévec

Petite histoire de ma vie

Le six septembre 1950, ma mère vint me reconduire à l'école. J'avais six ans. Quelques jours auparavant elle m'avait acheté un maudit beau sac d'école. J'étais heureux.

Le trente avril 1968, je terminais les derniers travaux de ma scolarité de maîtrise en sociologie. J'étais pour le moins soulagé.

Le premier août 1968, je me rendais au 560 boulevard Hamel est, à Québec où étaient situés les locaux et les studios affectés à Tévec projet pilote du ministère de l'Éducation destiné à élever le niveau de scolarité de la population du Saguenay-Lac Saint-Jean et à créer une certaine conscience régionale sur les problèmes économiques, sociaux, culturels. J'étais perplexe. Dorenavant commençait pour moi le véritable STRUGGLE FOR LIFE dans une maudite société plus cruelle que toutes les sociétés animales connues.

C'est en forgeant...

Au cours d'une discussion j'entendis un de mes amis dire qu'il y avait une seule façon de savoir ce qu'était l'animation sociale: c'était d'en faire. Ceci est également vrai de la télévision.

Comme tout apprenti sociologue j'avais lu quelques livres sur les mass media. J'en avais discuté et je me posais souvent le problème des moyens de communications dans une perspective révolutionnaire. Tévec me semblait un lieu privilégié pour expérimenter la création télévisuelle et voir l'impact social, politique et culturel de ce médium sur une région. J'ai senti certaines choses que je livre ici sans ordre et de façon très incomplète.

L'originalité de Tévec

Tévec (seconde étape) diffusait une heure et quart par jour du lundi au vendredi. L'émission, synthèse durant une heure. Le temps accordé à chaque matière était à peu près le suivant: socio-économique, environ trente-cinq minutes; académique, environ quarante minutes; anglais, sept minutes; mathématiques, et français, environ quinze minutes chacun.

L'originalité du projet Tévec résidait surtout dans le fait qu'on tentait de combiner plusieurs médias: la télévision, un cahier d'accompagnement et l'animation sociale servant à la motivation et à la mise sur pied d'une structure de participation qui a fonctionné efficacement en général. En même temps une équipe du ministère de l'Éducation travaillait (et travaille encore) à différentes recherches sur le projet.

Malheureusement la communication entre les trois équipes (production, recherche et animation sociale) laissa à désirer pour différentes raisons et cela créa sur moi et sur plusieurs camarades de travail un certain sentiment d'isolement, de cloisonnement. Chaque équipe travaillait parallèlement dans sa cour et ne se mêlait à peu près pas des affaires des autres. Ce qu'il aurait nettement fallu faire. On n'a pas encore l'habitude du travail interdisciplinaire.

Un défi

La télévision éducative fait ses premiers pas au Québec (longtemps après les États-Unis, comme toujours). Produire six heures d'émissions par semaine pendant deux étapes d'une vingtaine de semaines chacune, rédiger une brochure d'accompagnement et faire démarrer une structure de participation était un véritable défi. Aussi je pense qu'on ne peut pas porter de jugement global sur Tévec, selon moi Tévec n'est ni un échec, ni une réussite. Tévec apporte un ensemble d'enseignements sur la télévision éducative. Tévec a un fort impact social et culturel sur le Saguenay-Lac Saint-Jean. Tévec aura fait disparaître chez des centaines de gens le complexe du "moi, je ne suis pas allé à l'école". Je ne peux pas parler. Je pense que Tévec aura contribué à briser le mur du silence qui étouffait un grand nombre de gens qui ont envie de parler et d'agir. L'ère du petit peuple à genoux devant l'Anglais, le prêtre ou le politicien est en train de mourir définitivement.

Sentir le changement

Il y a toute la différence du monde entre participer à un séminaire sur

le changement social et travailler comme "ingénieur" du changement.

Si Tévec m'a fait perdre mes illusions sur le changement social il m'a également appris expérimentalement que le changement est possible (au niveau des mentalités tout au moins) mais qu'il suit des méandres qu'on n'aurait pas imaginés.

Je travaillais la plupart du temps à Québec mais je suis allé au Saguenay une douzaine de fois et j'ai pu sentir des changements au cours des dix mois de mon engagement. Au mois de mai dernier je suis allé une semaine dans la région avec des camarades de travail. J'ai écouté et j'ai observé. J'ai vu des visages de femmes de trente, quarante, cinquante ans s'éclairer soudainement en trouvant la solution d'un problème de maths ou d'une question de socio-économique. J'ai vu des vieux de plus de soixante ou soixante-dix ans redevenir des écoliers curieux. J'ai vu des cultivateurs qui en l'espace d'un an ont commencé à croire qu'ils pouvaient faire eux-mêmes quelque chose pour améliorer leur production laitière ou la qualité de leur récolte. Tout ceci est affaire de mentalité et je crois que le changement économique passe d'abord par un changement de mentalité, par exemple si un cultivateur décide de s'équiper avec un troupeau pur sang, cela implique un ensemble d'attitudes nouvelles devant la production et devant le travail, celui-ci doit apprendre à calculer à moyen terme et à long terme et à voir les rapports entre les investissements (en argent, en énergie) et les résultats immédiats et à venir, il doit apprendre également à comparer sans se laisser embrouiller l'esprit par ses préjugés. Il y va d'un changement complet dans sa façon d'envisager la vie, d'envisager ses liens avec la nature et avec les autres hommes, de voir en interdépendance, de voir le temps différemment. Bref la notion de productivité doit devenir une attitude de vie. D'ailleurs, tout producteur (qu'il soit homme d'affaires ou écrivain) doit calculer sa dépense d'énergie en fonction du meilleur résultat possible. □

Il ne s'agit pas seulement d'une loi culturelle, je pense, mais d'une loi biologique et physiologique. L'énergie, quelle qu'elle soit, n'existe pas en quantité illimitée.

Le changement de mentalité: futilité ou utilité?

Mais le changement de mentalité n'est qu'un leurre s'il n'est qu'une addition de changements d'attitudes chez des individus isolés et non constitués en groupes et en forces collectives. Tout changement de mentalité n'apparaît futile s'il ne conduit pas à un ou des projets collectifs destinés à changer des structures économiques, politiques et sociales.

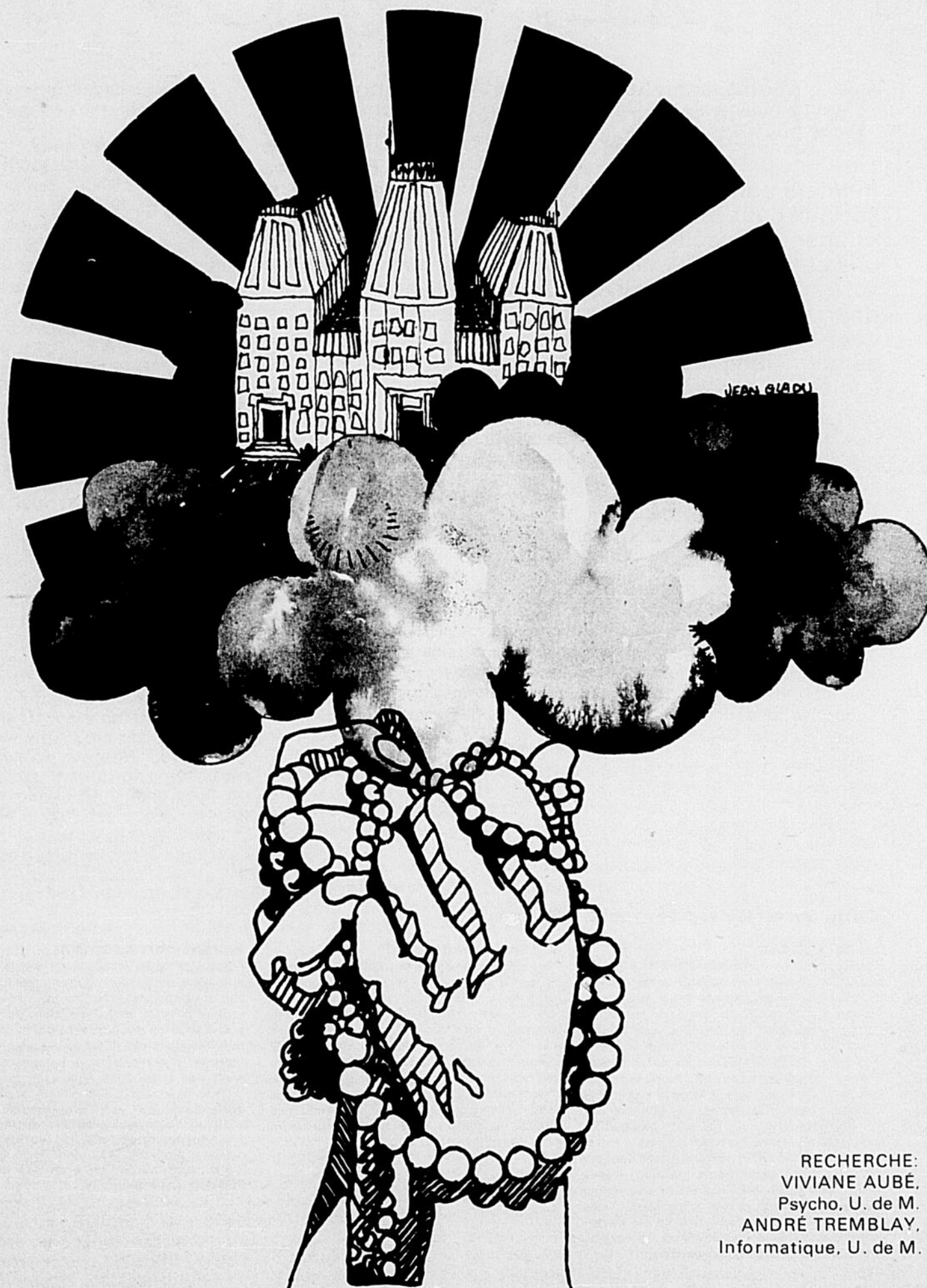
Voilà à mon avis le problème fondamental posé par Tévec: est-ce que toutes les énergies individuelles qui ont été réveillées grâce à Tévec vont être utilisées ou canalisées dans des projets collectifs d'envergure? Ces énergies ne seront-elles pas étouffées par une élite locale jalouse de son pouvoir et un pouvoir politique central manipulateur, incompetent et irresponsable? Vue sous cet angle, la responsabilité des politiciens et des concepteurs de Tévec est très grande. On ne réveille pas des énergies de toute une région sans prévoir des mécanismes qui vont drainer ces énergies. Ici l'enseignement du BAEQ devrait être mis à profit, il s'est écoulé deux ans complets entre la fin du BAEQ et la signature de l'entente fédérale-provinciale, deux années qui ont probablement découragé des centaines de personnes. Une population échaudée et déçue s'use et perd de sa vitalité.

Aussi nous pensons que logiquement les structures mises sur pied dans le cadre du projet Tévec devraient servir à la mission économique qui se déroule actuellement au Saguenay-Lac Saint-Jean dans une perspective de changements réalisés par la population et non pas programmés par quelques dizaines de technocrates et par les élites locales.

Paul Villeneuve

1. En fait, dans les sociétés capitalistes hautement industrialisées, où la productivité est considérée comme la clé, sont profondément irrationnelles, puisqu'il s'y produit un gaspillage systématique d'énergies.

L'ÉLITE RESSUSCITE LES COLLÈGES CLASSIQUES PRIVÉS



RECHERCHE:
VIVIANE AUBÉ,
Psycho, U. de M.
ANDRÉ TREMBLAY,
Informatique, U. de M.

Notre société ayant son élite et notre système scolaire en étant le reflet, il faut des écoles pour les enfants de cette élite. On ne peut socialiser notre système d'enseignement au point de mêler les élèves de tous les milieux sociaux dans un tout composite sans risquer d'en diminuer l'efficacité. En effet, l'éducation sociale des uns et des autres étant parfois très différente, il s'en suivrait alors une gêne réciproque entre eux qui pourrait même se transformer en une espèce d'antagonisme qui nuirait considérablement à leur développement intellectuel et réciproque. D'ailleurs, les écoles privées coûtent moins cher que celles du secteur public aux contribuables, car la construction ou l'achat s'en fait aux frais de capitaux privés. C'est un peu la raison pour laquelle le Gouvernement n'a pas rechigné à leur accorder de généreuses subventions".

CLAUDE BOUTIN DU PARC, in LA PATRIE, 7 sept. 69.

Claude Boutin Du Parc

- Administrateur du nouveau collège privé Mont-St-Louis (logé dans l'ancien collège St-Ignace).
- Membre de la Mission des Institutions Associées, qui au nom du Ministère, conseille aux institutions privées de continuer ou discontinuer leur association avec le système public.
- Membre de la Commission consultative de l'enseignement privé, qui conseille le Ministre entre autres choses sur les subventions à accorder aux écoles privées.

Ce qu'ont dit les représentants du peuple.

M. EMILIEN LAFRANCE:

"N'est-ce pas légitime, en démocratie, que certains parents - et je suis de ceux-là - à tort ou à raison, n'aient pas ces campus géants où sont parqués des milliers d'adolescents, ou encore qu'ils craignent l'influence néfaste de certains professeurs, pour une raison ou pour une autre, et qu'ils préfèrent confier leurs enfants à certaines institutions plutôt qu'à certains CEGEP. Il me semble que c'est là un droit bien humain et naturel, dont peuvent se prévaloir les parents qui le jugeront à propos".

M. BELLEMARE:

"Nous sommes particulièrement heureux de voir que ceux qui ont reconnu le bien fondamental de l'enseignement privé ont choisi malgré les offres alléchantes qu'on leur a faites, de conserver ces collèges, ces institutions privées, et de les empêcher de passer à l'étatisation... Je les félicite de défendre des institutions qui sont nôtres d'une manière particulière parce qu'elles ont façonné ces grands hommes, ces professionnels, ces hommes qui, aujourd'hui, dans la société et un peu partout dans les différents secteurs de l'administration publique, sont la gloire et sont l'honneur de votre province. Je pense que nous vivons dans cette Assemblée législative aujourd'hui des heures d'espoir et des heures bien douces à vivre à la suite des épreuves qu'ont traversées nos collèges classiques et l'enseignement privé depuis quelques années."

M. JEAN LESAGE:

"Il y a de multiples raisons qui font que, pour un tas de gens, seul le secteur privé peut offrir à leurs enfants les conditions d'éducation, si vous voulez, ou d'instruction qui conviennent. Il faut donc que ce système soit maintenu... En votant pour ce projet (bill 56), je suis convaincu que nous rendrons un immense service à ceux qui, presque tous, se dévouent sans intérêt personnel pour la cause de l'éducation de nos enfants, les grands éducateurs du secteur privé de l'enseignement au Québec."

M. JEAN-GUY CARDINAL:

"Ce projet de loi établit et reconnaît donc une saine concurrence entre le réseau public et un groupe d'institutions privées. Le secteur privé et le secteur public au Québec, à tous les niveaux, sont donc maintenant reconnus par l'Etat pour tous les enfants du Québec, pour que tous ceux-ci aient des possibilités égales de recevoir un enseignement d'une qualité minimale égale, bénéficiant soit de la gratuité dans les institutions publiques, soit du régime de prêts-bourses dans les institutions privées, auxquels s'ajoutent aujourd'hui ces subventions de l'ordre de 80% ou de 60% pour ces institutions".

LE "BACKLASH" CONSERVATEUR

La vieille élite est en train de gagner une bataille

La question des écoles privées s'est débattue dans l'ombre. Pourtant, c'est une bataille rangée qui s'est livrée. Les défenseurs des écoles privées, qui se retrouvent jusque dans les sommets du Parlement, se sont exprimés à travers l'Association des Parents Catholiques du Québec appuyée par la Société Saint Jean-Baptiste, l'Association des Collèges Indépendants, La Ligue des propriétaires de Montréal, l'Association pour le maintien des Institutions privées d'enseignement, et d'autres. Tous ces gens ont boudé depuis le début de la réforme scolaire. On a réussi à leur faire accepter le bill 60 et le bill 21 (création des CEGEP) en leur promettant une loi sur les Ecoles Privées. Ils ont mis leur effort sur cette loi, qui est devenue le bill 56. Ils ont continué à faire pression au niveau des règlements qui doivent accompagner ce bill. Ils sont présents en majorité dans la Commission consultative de l'Enseignement privé créée par le Ministère de l'Éducation; ils sont également présents sur la Mission des Institutions associées créée par le Ministère pour revoir le statut des écoles privées associées au système public. Et depuis quelques mois, ils ressuscitent des collèges classiques jusqu'ici moribonds ou disparus.

L'opposition à ce retour en force de l'élite privilégiée est venue tardivement. Elle s'est exprimée par le Comité Conjoint pour le développement public qui a regroupé une vingtaine d'associations dont diverses fédérations et alliances, catholiques et protestantes, anglaises et françaises, de professeurs et de directeurs d'écoles, plusieurs associations de parents, la Commission des Ecoles Catholiques de Québec, la Fédération des Commissions du Québec, la CSN, la FTQ, la CEQ, le Syndicat des enseignants du Cegep, le syndicat des professeurs de l'État du Québec, le Syndicat professionnel des enseignants, et d'autres. La Gauche, celle qui a lutté pour la ré-

forme scolaire, est restée largement absente. Ces groupes se sont rencontrés avec les précédents au Comité parlementaire de l'Éducation, à l'automne 68, et ils sont revenus à la charge après le vote du bill pour l'élaboration des règlements devant fixer les critères selon lesquels une institution privée serait déclarée d'intérêt public (80% et plus de subventions) ou reconnue pour fins de subventions (60%). Dans un mémoire du 25 juin 1969, le Comité souligne au Conseil Supérieur de l'Éducation les dangers du bill 56: il risque de créer deux systèmes parallèles d'éducation; le manque de coordination et de planification risque de scléroser l'ensemble du système d'enseignement; le fait que ressurgissent des collèges privés où les parents doivent payer des frais de scolarité porte atteinte au principe de démocratisation de l'enseignement et réintroduit la double discrimination de l'argent et de l'intelligence; l'enseignement technique et professionnel, et donc l'avenir économique du Québec est menacé du fait qu'il est douteux que les institutions privées se dirigent dans cette ligne beaucoup plus coûteuse.

Le bill 56 est les règlements: comment on se fait passer un Québec

Tout le monde est d'accord pour qu'une loi vienne régler tout le secteur d'enseignement privé au Québec. Désormais, aucun enseignement ne peut se donner sans permis. Tout cela ne pose pas de problème.

Il n'en va pas de même pour les subventions. Si la loi est stricte et exigeante pour les petites écoles privées de tout genre, elle est très généreuse pour les institutions privées plus importantes. Les écoles d'enseignement général, professionnel et pour l'enfance inadaptée peuvent en effet être subventionnées à 80% du coût moyen par élève (pour l'année scolaire précédente pour l'année scolaire précédente pour les établissements publics de même catégorie) si elles

sont déclarées d'intérêt public, et à 60% si elles sont reconnues pour fins de subventions. Ces institutions peuvent dès lors exiger des frais de scolarité allant jusqu'à 30% du coût moyen par élève pour les premières, et 50% pour les secondes.

Et sur quel critère se basera-t-on pour déclarer une école jugée d'intérêt public ou pour fins de subventions? Le premier texte du bill 56 disait: "Le Ministère, ou à sa demande la Commission consultative de l'enseignement privé, doit vérifier le bien-fondé de la requête à la lumière des besoins scolaires du territoire desservi par l'institution requérante à sa demande". Les promoteurs de l'école privée proposèrent le texte suivant en remplacement: "Le Ministre, ou à sa demande la commission, doit vérifier le bien-fondé de la requête à la lumière des besoins scolaires, familiaux et sociaux auxquels répond l'institution au plan local, régional ou provincial, et entendre l'institution requérante à sa demande". La version définitive adoptée ouvre la porte à tout: "Le Ministre mentionne dans la déclaration d'intérêt public les principaux motifs dont il a tenu compte pour l'accorder." Parti au pouvoir et Opposition votèrent à l'unanimité, en l'absence de Gérin-Lajoie, convaincus que ce bill était rentable électoralement. C'était en juin 1968.

Il restait les règlements dont tout dépendait en somme. La lutte reprit. Le 26 juin 1969, les règlements sont adoptés par le Conseil des Ministres sans consultation du Conseil Supérieur de l'Éducation qui avait reçu le mémoire du Comité Conjoint sur le sujet. Une semaine plus tard, on annonçait qu'un projet de règlements était à l'étude (sic!) et le 12 juillet ils entraient en vigueur avec leur publication dans la Gazette officielle. Les critères sont sèchement énumérés à l'article 16: les objectifs de l'institution requérante, son intérêt et d'argent. A ce sujet, il est à noter que les

subventions aux écoles privées sont basées sur l'évaluation des coûts du système public de même catégorie: or, précisément en raison du secteur technique et d'autres facteurs (syndicalisation, etc.), le coût est plus élevé dans le secteur public que dans le secteur privé. Les subventions risquent donc de couvrir 100% des coûts du privé; si l'on ajoute le 30% de frais de scolarité, il est facile de voir qu'une école privée peut devenir rentable!

administration générale, son organisation pédagogique, son organisation matérielle, son personnel et son rendement, critères qui seront pondérés, ajoutés, selon la qualité et la complémentarité de l'enseignement. M. Jean-Marie Morin, ministre d'État à l'éducation et Mlle Thérèse Baron, sous-ministre adjoint ont déclaré depuis qu'il existe une grille pour évaluer les institutions requérantes mais que cette grille n'étant pas définitive ne peut être rendue publique. La liste des institutions privées ne sera disponible qu'en janvier. Pas moyen de rien savoir.

Déjà, des collèges classiques sont ressuscités

On pourrait croire que cette loi servira peu, que le Ministère de l'Éducation qui n'a même pas assez d'argent pour compléter le réseau public d'enseignement ne mettra pas de fonds pour le réseau privé. Tel ne semble pas devoir être le cas. Même si tout est officieux, à deux mois à peine de l'adoption des règlements, des collèges privés ressuscitent ou reprennent vie. C'est le cas du Collège Mont-St-Louis et du Lycée Mont-Royal. La Mission des Institutions Associées a commencé son travail qui consistera forcément à déconseiller l'association des institutions privées au système public pour se prévaloir du bill 56, au détriment de l'intégration et de la polyvalence de l'enseignement. La Mission est en effet, tout comme la Commission Consultative, constituée majoritairement de personnes du secteur privé. Dès maintenant également, les vieilles institutions du clergé (juvénats, scolasticats, etc.), déjà à l'aise sans subventions, recevront de petits suppléments. Pendant ce temps, le réseau public manque de moyens, surtout du côté professionnel. Si les jeunes Québécois ne se dirigent pas en masse du côté des secteurs techniques, ce n'est peut-être pas seulement parce qu'ils sont trop "humanistes" comme le croit M. Filion; c'est peut-être aussi parce que le Ministère ne

RUE
SI JACQUES O.



la mafia

DE LA TAVERNE
A LA BOURSE!

par JEAN-PIERRE
CHARBONNEAU

Le candidat pose ses mains sanglantes sur l'icône et dit :

"Je jure devant Dieu que j'assisterai ceux de mes frères qui se trouveront en difficulté, fût-ce au péril de ma vie. Je jure que je vengerai le tort fait à mes frères, comme s'il avait été fait à moi-même. Je jure que je ne demanderai jamais le secours de la police ni d'aucune autorité civile. Je jure que je tiendrai

secrets, en toutes circonstances, les noms de mes frères. Je jure que j'exécuterai tous les ordres du Conseil des Anciens, sans en demander le pourquoi. J'accepte que tout frère qui désobéira à cette loi soit puni de mort. Au nom du Saint dont l'image est abreuvée de mon sang, je jure tout cela. Amen."

La Mafia a un fils de plus!

Ce serment fut prononcé des milliers de fois, un peu partout dans le monde. Palerme, New-York, Chicago, Montréal, Beyrouth, Marseille, Naples, Londres, Los Angeles, Paris, Toronto, Rome, Boston, Buenos Aires, Saïgon, toutes ces villes et bien d'autres encore ont vu naître, en leur faubourg, des enfants qui devraient plus tard prononcer ce sinistre serment.

La Mafia synonyme du crime organisé est non comme beaucoup le croient un mythe, mais une réalité. Réalité que se traduit en Amérique du Nord par des profits se chiffant annuellement à près de 100 milliards de dollars. Réalité qui se traduit encore par une corruption progressive et systématique de tout le système politico-économique du monde occidental (capitaliste). Réalité enfin qui, chaque année, coûte la vie à des centaines d'êtres humains à travers le monde. S'il fallait définir en quelques mots la nature de la Mafia, l'on dirait que c'est un trust fondé sur les ossements de ses victimes.

En l'espace de cinquante ans cette organisation, grâce au chantage, au meurtre, à la corruption, est parvenue à une puissance supérieure à celle de dizaines de pays à travers le monde. Elle est à maints endroits un Etat dans l'Etat. Et vue sous l'angle de l'économie, elle constitue la plus vaste entreprise capitaliste qui soit. Ses produits, le jeu, la drogue, la prostitution, le vol, les fraudes de tous genres, la corruption, sont vendus à travers le monde entier.

Le milieu de la Mafia ressemble étonnamment à nôtre. On y vit et meurt pour les mêmes raisons, pour les mêmes valeurs: l'argent et le pouvoir. Définissant ce monde parallèle, Claude Wagner déclarait l'automne dernier à la télévision: "Le crime organisé, c'est l'intouchable, l'homme qui se cache derrière le paravent d'un homme d'affaires, qui réussit dans les commerces illégitimes et qui s'emploie à exercer son influence dans les différents secteurs de la société, tout en participant aux activités les plus louables de la société. On le trouve même à l'occasion dans des oeuvres charitables et, très souvent, c'est lui qui donne le plus fort montant. . .

. . . Et c'est ainsi, que lui, par l'ar-

gent qu'il acquiert de cette façon, obtient de l'influence auprès du pouvoir, et obtient un pouvoir accru. Et parce qu'il a un pouvoir accru, il obtient plus d'argent. Voilà le cercle vicieux. Argent et pouvoir sont les bases du crime organisé".

La première des valeurs étant l'argent, il serait intéressant de voir comment le crime organisé s'y prend pour le gagner.

STUPÉFIANT TRAFIC DE LA DROGUE

Parmi les grands réseaux de la Mafia internationale, le trafic de la drogue est celui qui vient en tête de liste, tant par ses profits que par son organisation. L'intérêt que le crime organisé porte aux stupéfiants, ainsi qu'aux autres grands rackets, vient du fait que tous offrent un facteur de permanence qui permet d'ériger une entreprise stable et fructueuse.

Une analyse simple et rapide de l'itinéraire de la drogue, depuis les champs de pavots turcs jusqu'aux rues des grandes villes nord-américaines, nous démontrera l'ampleur et la rentabilité de ce réseau. Le trajet débute en Turquie où le producteur reçoit pour 10 kilos d'opium \$350. (n.b.: 10 kilos d'opium i.e. 221lbs donnent 1 kilo d'héroïne pure) La marchandise est expédiée en contrebande au Liban ou en Syrie où elle vaut maintenant \$700. le kilo. Il y a alors transformation de l'opium en morphine base. Par la suite, de Beyrouth on expédie cette morphine à Marseille, où là elle est transformée en héroïne pure. On revend chaque kilo \$3,500. C'est ensuite transporté au Canada où on la paye \$10,000. le kilo. Montréal devient ici la plaque tournante de tout le trafic nord-américain. La Mafia montréalaise revend, elle, la marchandise aux Etats-Unis qui la paye \$18,000. le kilo. Et, lorsque la cargaison est revendue dans la rue, 1 kilo vaut \$225,000.

La Mafia a donc, en tout et par tout, pour pouvoir se procurer 1 kilo d'héroïne, déplacé \$360,000. Or chaque année, on en produit pour le marché noir 30 tonnes i.e. 30,000 kilos. A cette fortune on doit ajouter que les drogués doivent voler de quatre à cinq fois la valeur de cette somme afin de pouvoir se

procurer auprès des prêteurs sur gage ou des receleurs l'argent liquide dont ils ont besoin pour acheter leurs doses.

On voit donc que le trafic de la drogue est payant: il étend ses ramifications dans le monde entier et il est contrôlé par une machine extrêmement efficace, qui ne recule devant rien pour arriver à ses fins.

LE JEU: 4% DU PNB AMÉRICAIN

"En un an d'activités le syndicat du jeu des Etats-Unis accumule des revenus plus élevés que les compagnies Standard Oil, United States Steel, General Motors et Ford Motors réunis". (Le lieutenant Steve Olynyk de l'escouade de la Sécurité à Montréal).

Le président Nixon, brochant un tableau des activités du crime organisé devant le Congrès, déclarait que les salles de jeu illégales rapportent, à elles seules, entre 20 milliards de dollars par an, soit plus de 2% du produit national brut des Etats-Unis, et 50 milliards de dollars par an soit plus que le budget total de l'administration fédérale en 1951. De plus le jeu est une des formes d'activités criminelles qui se répand le plus rapidement. Nos banlieues et nos villes de province se voient de jour en jour gagnées par l'influence corrosive de ce grand racket, ce fait étant principalement dû à ce que ces petites municipalités n'ont ni les policiers ni l'expérience capables de faire face à la Mafia. Et ceci est particulièrement vrai pour le Québec.

"LES PROSPÉRITÉS DU VICE"

Une des principales sources de revenu pour la pègre, un des rouages les plus importants du crime organisé à travers le monde est la prostitution. Au Québec, depuis la disparition du célèbre "red light", la prostitution a pris des formes plus commerciales. Le système des "call girls" s'est répandu d'une telle façon que le Capitaine Paul Boisvert, ex-chef de la Moralité à la police de Montréal, déclarait lors d'une conférence: "Le Québec est aujourd'hui infesté de prostituées."

Sur le plan international, la Mafia contrôle presque exclusivement tout

le monde du plaisir européen; par ailleurs son emprise a depuis longtemps atteint l'Afrique, le Moyen-Orient, l'Amérique du Sud et une partie de l'Asie. Notons qu'à ce dernier endroit la guerre au Vietnam est une source de revenus considérable pour la Mafia américaine. Au Canada la prostitution rapporte aux réseaux de la Cosa Nostra (1) plus de 225 millions de dollars par an.

DE LA TAVERNE À LA BOURSE

Nous venons d'aborder trois des principaux réseaux du crime organisé. Cependant lorsque l'on regarde de plus près, on s'aperçoit qu'ils ne forment que quelques maillons d'une énorme chaîne. Cette chaîne comprend une gamme extraordinairement étendue d'activités qui sont toutes reliées soit à un réseau national soit à ce que le FBI appelle l'"Internationale de la Mafia". Parmi ces autres activités citons tout d'abord l'organisation et le financement des "hold-up" auquel vient certainement se greffer la contrebande. A ce sujet les autorités américaines estiment qu'elles confisquent au maximum 10% des produits importés en contrebande par la Mafia. Les réseaux de protection sont aussi très rémunérateurs. Des secteurs économiques entiers sont sous l'emprise de la pègre. A Montréal, un chauffeur de taxi nous déclarait que pas une taverne n'échappe au système de protection de la Mafia. En effet chaque propriétaire doit verser à date fixe un certain montant afin de s'assurer qu'il aura la "paix".

Un autre domaine, qui lui est fort complexe mais certes l'un des plus rémunérateurs et des plus sûrs: celui des faillites frauduleuses auquel se rattache les "incendies criminels".

Au Canada cette forme de fraude enrichit la pègre depuis déjà 50 ans. En ce domaine plus qu'en tout autre elle travaille et fait des affaires d'or en toute quiétude. Ainsi derrière chaque réseau de faillites frauduleuses, on retrouve les noms d'éminents avocats, d'hommes politiques et parfois même de magistrats. Dans ce domaine,

1) Nom de la branche américaine de la Mafia internationale.

le Québec vient au premier rang avec au moins 50% de tous les crimes du genre commis au Canada. Grâce à la loi, n'importe qui peut, avec une étonnante facilité, fonder une compagnie sous de fausses représentations. Il suffit à une personne de s'inscrire au Secrétariat de la province en demandant une charte d'incorporation en inscrivant trois actions de \$10. chacune, en utilisant de faux noms. Il n'y a pas de compte à rendre à personne avant un an. Pendant 11 mois, la personne peut donc faire tout ce qu'elle veut et surtout une bonne faillite au dernier mois.

Ajoutons à tout cela les vols d'automobiles ainsi que les fraudes monétaires.

Ces quelques données que nous fournissent les enquêtes, les statistiques, et les approximations ne résument que très brièvement l'ampleur des activités du monde interlope. Mais déjà dans nos esprits des conclusions se dessinent. Cependant beaucoup de points restent encore obscurs et notamment ceux qui concernent les liens qui unissent le monde criminel au pouvoir politique.

LA MAFIA, UNE ENTREPRISE CAPITALISTE

La Mafia, tant par ses profits que par son organisation, constitue un véritable "trust" international du crime. Et comme toute entreprise qui se respecte elle veut faire fructifier ses profits. C'est normal, et c'est très capitaliste. Ses moyens sont d'ailleurs en ce sens très révélateurs.

En effet, pour la pègre l'investissement se présente comme un procédé sûr et honnête de faire fructifier ses avoirs fabuleux. Le premier placement se fait dans le crime afin de financer les grands réseaux, principalement celui des narcotiques. Mais, étant donné les risques que présentent souvent ces placements, la Mafia préfère investir dans un secteur légal ou presque légal. C'est ainsi que très souvent, grâce à la loi, cette arme si redoutable de la justice, le crime organisé découvre de nouveaux champs d'activités.

En Amérique du Nord, il existe un immense réseau criminel qui est presque légalisé, celui du "Shylocking", le prêt usuraire. Exploi-

té par des spécialistes de la Mafia, connus sous le nom de "requins de la finance", le prêt usuraire ou l'usure est cette activité criminelle qui consiste à prêter de l'argent à des taux d'intérêts exorbitants dépassant de loin le taux moyen couramment pratiqué sur le marché des capitaux. Les personnes qui font appel aux usuriers, membres des professions libérales, hommes d'affaires aisés, joueurs, se voient prêter de l'argent au taux incroyable de 5% par semaine i.e. 250% par an. Se retrouvant pieds et poings liés, l'emprunteur se voit souvent obligé d'abandonner son entreprise en échange de la créance. C'est une des nombreuses façons par lesquelles la Mafia s'ingère dans le secteur dit légal. Aux Etats-Unis, l'usure est une opération qui porte sur des milliards de dollars. Au Canada, le crime organisé investit 4 milliards dans le prêt usuraire et les bénéfices se chiffrent à plus de 350 millions de dollars.

La pègre, comme l'affirmait Claude Wagner, c'est l'homme qui se cache derrière le paravent d'un homme d'affaires. Depuis un certain nombre d'années le crime organisé tend de plus en plus à investir des sommes considérables dans des entreprises légitimes, honnêtes, ceci dans le but de se faire une façade, d'obtenir un "standing" dans la société, standing qui lui permettra un pouvoir accru et de cette façon un accroissement des bénéfices.

LE SYSTÈME ET LA PÈGRE: UNE MÊME CHOSE

Comme nous l'avons vu les bases du monde criminel et celles de notre monde se confondent. Le pouvoir est cette seconde valeur pour laquelle les gens vivent, se battent et meurent. Il est dans notre système inséparable de la première valeur qui est l'argent. Le pouvoir mène à l'argent et inversement. Dans notre système, les grandes entreprises s'assurent un contrôle plus ou moins grand du pouvoir politique. En ce domaine la Mafia n'agit pas différemment. Cependant étant donné sa puissance monétaire, elle peut se permettre une contribution plus efficace. En effet quelle compagnie peut se vanter de posséder un actif de près de 100 milliards de dollars par année?

Cette question du pouvoir politique relié au milieu de la pègre nous l'avons posée au criminologue montréalais André Normandeau en ces termes: "Selon vous la relation suivante est-elle valable: crime organisé - milieu des affaires - caisses électorales - influences politiques?" Sa réponse fut la suivante: "Sûrement, d'ailleurs plusieurs études américaines prouvent cette affirmation. En 1968 la revue "Life" publiait une série d'articles sous le titre de "The Mob"; elle y dénonçait avec preuves à l'appui certains hauts politiciens dont un sénateur membre d'une commission d'enquêtes sur le crime organisé." Au Québec, et au Canada en général, le problème est d'autant plus crucial qu'aucune loi n'oblige les partis politiques à rendre compte, au gouvernement et au peuple, des sources monétaires qui alimentent leurs caisses électorales. Il est certain que la Mafia ne laisse pas passer pareille occasion. "Rouges et bleus, au provincial comme au fédéral, ne sont que le bras politique de l'Establishment économique qui règne sur la société", affirme René Lévesque. Et il poursuit: "C'est donc rêver en couleurs que de vouloir les convaincre de couper eux-mêmes le cordon ombilical qui les rattache à la haute finance." Or c'est dans cette haute finance que la Mafia par ses placements et ses investissements, réussit à infiltrer ses milliards. Plusieurs des grands caïds de la pègre montréalaise ont leur bureau d'affaires sur la rue St-Jacques. Cependant personne ne songe à les déloger. D'ailleurs comment le pourrait-on? Même la police est impuissante. A ce propos le criminologue André Normandeau nous déclarait:

"L'action de la police est inefficace parce qu'elle joue le jeu du crime organisé et les moyens modernes ne changent pas nécessairement le problème. Ici dans notre système, la police est le serviteur de l'Establishment. Et, comme un certain % de nos gouvernants sont corrompus, la police se trouve soumise à ces derniers par ses structures."

Ceci est vrai non seulement pour le Québec mais pour toute l'Amérique. Combien de millionnaires ont fait leur fortune dans des conditions

pour le moins mystérieuses? Combien de projets de lois furent bloqués afin de satisfaire la Mafia? Combien de syndicats sont contrôlés par elle? Combien d'élections furent influencées par le désir du crime organisé?

L'Europe, où la Mafia est depuis longtemps confortablement installée, n'échappe pas à la règle. En Italie, le parti Démocrate Chrétien est, dans une large mesure, financé et contrôlé par la Mafia. Elle réussit même à faire élire ses chefs comme députés.

La Mafia est véritablement l'enfant, le rejeton du système. Elle est continuellement rivée aux mamelles de ce dernier. On n'a qu'à comparer leurs valeurs et leurs objectifs pour s'en convaincre. La loi inclut toutes les possibilités d'être contournée. Mais qui peut changer les lois? Nos politiciens? Certes pas. Leurs partis sont structurellement corrompus et d'ailleurs eux-mêmes le sont dans une grande mesure.

Les commissions d'enquête sur le crime organisé pleuvent en Amérique mais la Mafia enregistre continuellement des profits. Pourquoi? Les raisons sont à la fois simples et complexes. Cependant une chose est certaine, jamais elles ne mettent en question les bases réelles du crime organisé. Jamais elles n'ont osé s'attaquer au système, réelle cause du cancer. Peut-on demander à un juge de dénoncer le gouvernement qui l'a établi dans ses fonctions?

Voilà l'étrange situation qui se présente à nos yeux. "La pègre, affirme Pierre Turgeon, journaliste et romancier, n'est pas autre chose qu'un gigantesque marché noir, fonctionnant en marge de la société capitaliste, mais selon les mêmes principes qu'elle." Et lorsqu'il s'interroge sur la possibilité d'éliminer le cancer de la Mafia sans changer le système, Pierre Turgeon aborde le problème de la seule vraie façon.

Bref, pour citer le criminologue André Normandeau: "... Le crime organisé est un problème économique. Il faut entrevoir des mécanismes différents de contrôle économique et ceci ne peut être fait que par un changement politique. Il faut un changement des structures sociales, politiques, économiques..."

le coin du livre

LA QUESTION DU QUEBEC SELON MARCEL RIOUX

La première chance réelle
de se libérer depuis 1760

Avant de parcourir le volume, signalons, au hasard de ses multiples raccourcis historiques et de ses visées globalistes, son projet: "Il se pourrait que ce soit la première chance réelle que les Québécois aient de se libérer depuis 1760. La perdront-ils? C'est l'enjeu de la Question du Québec aujourd'hui. D'un côté, une espérance séculaire, de l'autre, le pouvoir et l'argent. Ce petit livre voudrait examiner dans le détail les chances de chaque parti et aider le lecteur à se faire une opinion sur l'avenir de la 'révolution tranquille'. Sera-ce la révolution qui l'emportera ou la tranquillité? (p. 19). Tous les indépendantistes (les souverainistes du PQ compris?) applaudiront à un tel projet. Lors même que le parti a déjà été pris, ils y trouveront un ensemble de solides réflexions qui, fondées sur leur propre interprétation de l'histoire, les aideront à évaluer la portée concrète de leurs actes. Mais ce sont surtout les fédéralistes désintéressés que ce projet vise..."

Entendons sous le vocable "fédéralistes désintéressés" tous les Canadiens-français sans fortune et sans argent qui ne savent où donner de la tête quand des événements dépassent en importance le niveau de leurs préoccupations quotidiennes. Les pedleurs de la Confédération, grâce aux mass-média, les assurent d'une visite quotidienne et petit à petit leur vendent à très haut prix leur basse marchandise de soumission. La simplicité persuasive de "La Question..." (tant au niveau du vocabulaire que de l'écriture) n'est pas étrangère à cet humble projet d'en finir avec les puissances de l'argent investies par ces pedleurs.

Quant aux fédéralistes intéressés, ils liront "La Question..." soyent-en assurés. Et comme l'argent a ses raisons que la raison connaît bien, ils ne seront pas davantage convaincus de la justesse du parti-pris indépendantiste. Chose certaine, les fédéralistes intéressés auront toujours tort de bafouer ainsi l'idée

de l'indépendance; mais chaque fois qu'ils diront que les idées véhiculées dans la littérature indépendantiste se sont toujours résumées à de la vulgaire propagande, ils n'auront pas tort. L'indépendance doit faire son chemin par tous les moyens y compris les plus vilains. Dans "La Question..." en effet, propagande et information vont de pair pour former un tout vulgaire i.e. accessible au plus commun des hommes.

Survivance, rattrapage et liberté

La démarche poursuivie par Marcel Rioux dans "La Question..." est belle de souplesse et de malice. Du début à la fin l'auteur frappe toujours sur deux fronts à la fois, montrant ainsi une assurance et une conviction rares chez un "spécialiste" des sciences humaines. D'une part, pour saisir tous les aspects du problème Québec, le lecteur est convié aux grandes découvertes. C'est ainsi qu'il parcourt en 9 chapitres le Canada des origines à nos jours et est amené à la conclusion que plus ce pays s'étend, plus les Canadiens-français y sont contraints de vivre "sous réserves". D'autre part, cette "grande découverte" ne saurait lui faire perdre espoir: le terrain perdu devient vite un terrain gagné quand on connaît la position stratégique du Québec dans cet immense, fragile et inutile Canada. Placé sur l'axe liberté-domination, le Québécois est le partenaire-pivot du lecteur: s'il accepte cette mise en situation, le lecteur fera graduellement et avec plaisir pencher le Québec de son côté; s'il la refuse, le lecteur fera graduellement et non sans malaise pencher le Canada de son côté...

Au niveau des chapitres, cette double démarche de l'auteur permet de mettre en lumière les différents clivages qui ont toujours empêché les Québécois de prendre une conscience sociale et ethnique de leur situation. Dès son implantation, l'Habitant a dû subir une première séparation: "L'habitant québécois", lit-on au chapitre 2, "c'est un homme qui s'est coupé petit à petit de la grande

tradition, qui s'est isolé des autres couches de la société et qui va devenir le pivot de la société québécoise" (p. 25). Après la conquête, la disparition de l'élite autochtone le place dans une nouvelle inféodation, l'inféodation ethnique. La rébellion de 37-38 montre bien les ravages causés par cette domination ethnique: "Dans le cas du Québec, la colonisation empêche même l'apparition dans la masse d'une conscience de classe qui s'oppose à celle de la bourgeoisie" (p. 72). Cet impossible emboîtement des deux consciences a toujours divisé les Québécois. S'épuisant à affirmer leur droit à la vie comme société globale et leur droit au bien-être matériel comme classe sociale défavorisée, ils n'ont toujours fait qu'osciller entre idéologie de conservation et une idéologie de rattrapage. La période de longue hésitation duplesiste témoigne encore plus singulièrement des ravages effectués par la colonisation sur l'une et l'autre conscience. Mais le monde et les temps changent. Le mouvement d'indépendance sociale et ethnique a fini par gagner aussi le Québec. Le rapport des forces, nouvellement inversé, place désormais les Québécois devant un choix qui n'est plus un impossible dilemme: affirmer simultanément l'une et l'autre existence ("Depuis 1960, la conscience ethnique et la conscience de classe ont évolué d'une façon parallèle" (p. 176) ou disparaître par esprit de conservatisme ou de rattrapage.

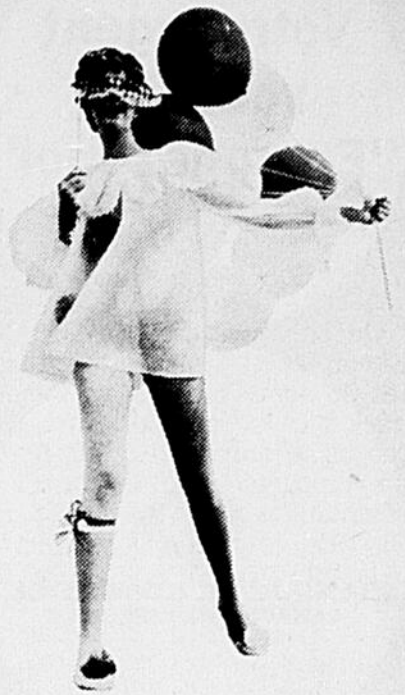
L'abolition des séparations imposées par la colonisation ne se fera pas sans douleur: il faudra en effet dépenser autant d'énergie à se libérer qu'on en a mis à se soumettre. Pendant ce temps, les tenants du statu quo et de la mort lente feront tout en leur pouvoir pour cacher à la conscience des Québécois leur véritable appartenance ethnique et sociale. (Cité libre, oui! Québec libre, non! disent-ils) et les figer dans un obscur dilemme de survivance-rattrapage.

Abolir les séparations de façon à éclairer sous un jour nouveau l'apparition récente du phénomène indépendantiste et socialiste dans le ciel du Québec. Tel est le projet que Marcel Rioux s'est efforcé de réaliser dans "La Question du Québec".

p.s. Les fédéralistes mettront tellement de temps à comprendre comment des séparatistes veulent abolir les séparations que le Québec sera séparé le jour où ils l'auront compris...

Michel Therrien

La vie est



une fête

Vous rêvez d'être pierrot, reine de beauté, que sais-je... Eh bien, vous pouvez réaliser tous vos rêves. Imaginez aussi que vous pouvez courir, aller à cheval, jouer, même nager. La vie est belle!

Oubliez donc ces jours "difficiles", cela vous aidera grandement à profiter de tous les instants. Au lieu des serviettes hygiéniques encombrantes et gênantes, adoptez les tampons Tampax. C'est aussi facile que ça.

Le tampon Tampax se porte intérieurement. Une fois bien en place, vous réalisez à peine sa présence. Et personne autre que vous ne le saura, car rien ne paraît, même sous les toilettes les plus légères, les plus transparentes.

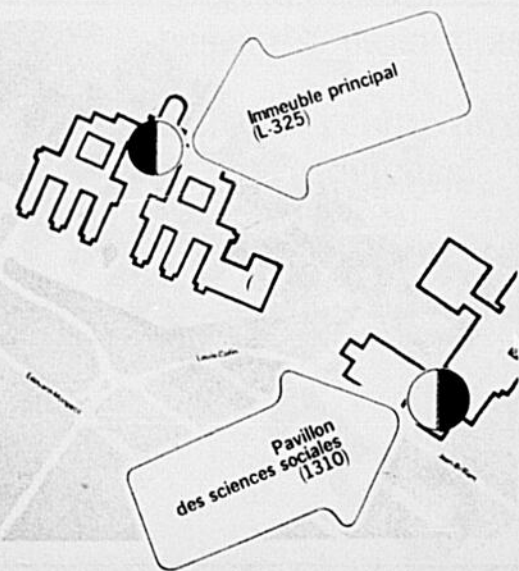
Les tampons Tampax, très faciles d'emploi, ont été conçus par un médecin. Toute femme, mariée ou célibataire, peut les utiliser en toute confiance. Et, ce qui les rend encore plus pratiques, ils se vendent en trois degrés d'absorption: Régulier, Super et Junior.

tampons
TAMPAX
PROTECTION HYGIÉNIQUE PORTÉE INTÉRIEUREMENT
FABRIQUÉS EXCLUSIVEMENT PAR
CANADIAN TAMPAX CORPORATION LTD., BARRIE, ONT.

situation

deux locaux spécialisés:

- Immeuble principal (L-325)
Téléphone: 343-6210
Aménagement
Bibliothéconomie
Psychologie et philosophie
Sciences
Sciences de la santé
Sciences de l'éducation
Théologie
- Pavillon des sciences sociales (1310)
Téléphone: 343-7362
Lettres
Sciences sociales,
économiques et
politiques
Droit



LA LIBRAIRIE

LA LIBRAIRIE
DES PRESSES
DE L'UNIVERSITÉ
DE MONTRÉAL

L'Opéra de Quat'

Côte des Neiges
&
Edouard Montpetit



BANQUE DE COMMERCE
CANADIENNE IMPÉRIALE

Votre argent
vous dit:
"Épargnez-moi!"



BANQUE DE COMMERCE
CANADIENNE IMPÉRIALE

SALON DE BARBIER

**SERVICE DE TROIS
CHAISES**

5325 rue Gatineau
une rue à l'ouest de
Decelles

Hrs d'affaires:
semaine 9 A.M. à 6 P.M.
samedi 9 A.M. à 4 P.M.

**SI VOUS ÊTES UN FUMEUR
DE TABAC AROMATIQUE**

envoyez-nous une blague vide et nous vous retournerons une
**BLAGUE D'AMPHORA ROUGE —
GRATUITEMENT!**

Amphora aromatique fort, dans la blague rouge, est un tabac à pipe riche et velouté qui brûle lentement. Mélangé en Hollande, il est scellé sous une pellicule qui lui garde toute sa fraîcheur et contient 1/9 de livre.

POSTEZ LE COUPON DÈS AUJOURD'HUI POUR RECEVOIR UNE BLAGUE GRATUITE. Veuillez inclure une blague vide du tabac à pipe aromatique que vous fumez présentement.



Postez ce coupon dès aujourd'hui!

POSTEZ À M.C.F.G. Box 220, Station F, Toronto, Ontario
(EN LETTRES MOULÉES)

M./Mme

Rue

Ville

Prov.

Oui, j'aimerais recevoir gratuitement une blague rouge de 1/9 de livre de tabac à pipe Amphora aromatique fort. J'inclus une blague vide "d'échange" de le tabac aromatique que j'ai fumé jusqu'ici.

(Cette offre se termine le 31 déc. 1969 et se limite à une blague gratuite par personne, par adresse).

Code No **QU2**

SENSATIONNEL 21 PHOTOS EN COULEUR



**1 PHOTO 5 x 7
4 PHOTOS
2 1/2 x 3 1/2
16 PHOTOS
1 1/4 x 1 3/4
POUR
SEULEMENT**

\$4⁹⁵

Pour hommes, femmes,
étudiants, étudiantes,
graduation, mariages, etc.

ELITE PHOTO STUDIO Tél.: 735-4575
3549 rue LACOMBE (près Côte-des-Neiges)

A VENDRE

BUREAUX-SECRETAIRE-MAISON

S'ADRESSER A

Fini - Teck et noyer - complet
avec filière, pupitre, tiroirs.
Place pour dactylo
Importation européenne

Suite 101 -
4018 Ouest, rue Ste-Catherine
Tél: 931-4345
J. Chartrand, Montréal 215

Service complet
en communications
graphiques

**Gazette
Printing
Company** (Limited)

1000, rue St. Antoine, Montréal
Téléphone 861-1111

Punchos tissés à la main
à vendre \$30.00
Nicole Elliott
527-3034

**ANTIQUITÉS
CANADIENNES
DÉCAPÉES
1 ARMOIRE
QUEUES DE RATS
PANNEAUX soulevés -
\$175.**
1 ARMOIRE - GONDS - panneaux
soulevés - \$175.
AGE: 150 ans -
Excellente condition
RONALD FAUTEUX
484-5186

il n'y a pas
qu'une seule façon
de voir les choses

PARC LAFONTAINE

...au peuple montréalais

La ville, un tunnel perpétuel débouche
maintenant en de longues allées se suivant
grises et s'avancant en courbe lourde au
pourtour serré de l'étang. L'étang vide,
immense creuset au ventre de fange.
Et chant d'oiseau, les arbres embrassent
sourds les vents lents de l'automne.

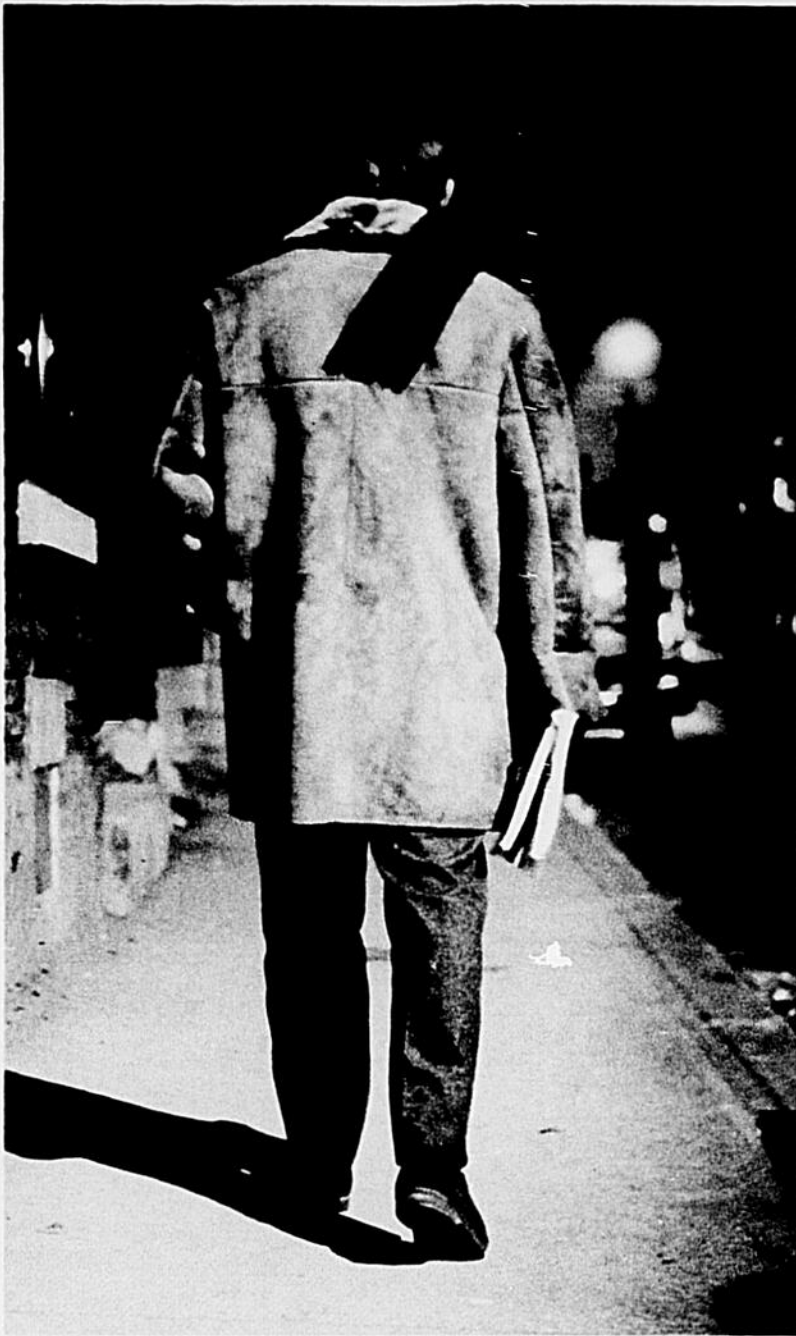
Là s'illuminent sur les bancs, quelques
passants, personnages d'un âge galant.

Suite et retour aux carrefours tour à tour
en verte pelouse.

Là, brandissant son plomb, promontoire
du passé, Lafontaine figé d'éloquence.

Pierre -K Dieu.

le quartier latin multipliera la vôtre 40,000 fois



Cet étudiant a raté ses examens!

**...pouvez-vous
prendre un tel risque?**

Vous pouvez apprendre à lire et à étudier de 3 à 10 fois plus rapidement. Nos étudiants, en moyenne, augmentent leur vitesse de lecture d'au moins 4.7 fois, avec une compréhension égale ou supérieure. Nous garantissons le remboursement des frais de scolarité si vous ne parvenez pas à tripler, au moins, votre habileté de lecture. Nous comptons parmi nos diplômés au Québec, des centaines d'étudiants et de professeurs d'université.

Pour vous renseigner sur la Lecture Dynamique, nous vous proposons une MINI-LEÇON gratuite. Cette mini-leçon, d'une durée d'une heure, est un résumé du cours de Lecture Dynamique Evelyn Wood. Un professeur de l'Institut vous expliquera ce que nous enseignons et comment nous l'enseignons. Vous y verrez en plus un film documentaire et vous obtiendrez réponses à toutes vos questions. En une heure, vous verrez comment il est extraordinaire de pouvoir lire aussi rapidement que vous pouvez tourner les pages... et sans sauter un seul mot.

ASSISTEZ À UNE MINI-LEÇON GRATUITE

Téléphonez maintenant pour connaître les heures des mini-leçons gratuites
pour le mois de septembre à:

MONTRÉAL

844-1941

QUÉBEC

681-5402

SHERBROOKE

562-2081

institut de lecture dynamique evelyn wood

205 ouest, rue Sherbrooke, Montréal 129, Qué.

